

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU PLAN
UNITE DE PILOTAGE DU PROCESSUS D'ELABORATION DU
DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.
UPPE-SRP

Rapport final

des consultations participatives de la base pour l'élaboration du
Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
Territoire de MWENGA - Province du Sud Kivu.



Sous la coordination du SERACOB

Animateurs des Consultations Participatives :

- *François WASSOMUKOKYA*
- *BITONDO MUKUNGILWA*
- *Cyprien MUTELEKA*
- *Jean Michel MUTIMANWA*
- *Richard MINYOTA KASESE*

Superviseur : Olivier TSHIAKANI MBWEBWE

Consultant SERACOB

Consultation du 18 novembre au 12 décembre 2004

Atelier territorial : du 18 au 21 Décembre

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	1
LISTE D'ACRONYMES	5
REMERCIEMENTS	7
RESUME DU RAPPORT	9
CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION	15
1.1. ORIGINE DU PROJET	15
1.2. PRESENTATION DES SITES	16
SITE 1 : KAMITUGA.....	17
SITUATION GEOGRAPHIQUE	17
1. RELIEF	17
SITE 2 : KITUTU	21
SITE 3 : MUNGOMBE	22
<i>SITE 4 : MWENGA- CENTRE</i>	23
SITE 5 : KASIKA	24
1.3. ORGANISATION DU RAPPORT	24
CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE	25
2.0. INTRODUCTION.....	25
2.1. COMPOSITION DE L'EQUIPE	25
2.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES.....	25
2.3. METHODES DE CONSULTATIONS UTILISEES	31
2.4. TERRITOIRE ET CHOIX DES SITES	32
2.4.1. TERRITOIRE	33
2.4.2. LES SITES.....	38
2.5. MOBILISATION SOCIALE.....	40
2.6. LIMITATION DE LA COLLECTE DES DONNEES	40
2.7. CONCLUSION PARTIELLE	41
CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN ETRE	43
3.1. DEFINITIONS ET CONCEPTS	43
3.1.1. CONSIDERATIONS GENERALES.....	43
3.1.2. PAUVRETE AU NIVEAU INDIVIDUEL	43
3.1.3. PAUVRETE AU NIVEAU DU MENAGE.....	43
3.1.4. PAUVRETE AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE	44
3.2. CAUSES DE LA PAUVRETE ET VULNERABILITE	44
3.2.1. SURPOPULATION ET PROBLEMES DE TERRE	44
3.2.2. STATUT SOCIAL ET ORIGINE	45
3.2.3. EDUCATION	46
3.2.4. EMPLOI	47
3.2.5. REVENU ET SYSTEME DE CREDIT	48
3.2.6. SANTE ET VIEILLESSE.....	48
3.2.7. SANTE EN MATIERE DE REPRODUCTION ET SANTE MATERNELLE	49
3.2.8. ATTITUDES ET COMPORTEMENTS.....	49
3.2.9. GESTION ET ORGANISATION DU TEMPS.....	50
3.2.10. MARCHES.....	50
3.2.11. MALADIES DE LA RECOLTE	51
3.2.12. VIH/SIDA, PALUDISME ET AUTRES MALADIES	51
3.2.13. ABUS DE DROGUE	51
3.2.14. GUERRES ET CATASTROPHES NATURELLES.....	52
3.2.15. ENCLAVEMENT	52

3.2.16.	POIDS DES CERTAINS US ET COUTUMES	53
3.3.	TENDANCE DE LA PAUVRETE	54
3.4.	BIEN-ETRE	54
3.5.	DIMENSION GENRE DANS LA PAUVRETE	54
3.5.1.	STATUT SOCIAL	54
3.5.2.	ACTIVITES JOURNALIERES	54
3.5.3.	AIDES DE LA FAMILLE	56
3.5.4.	SECTEURS SOCIAUX	56
3.5.5.	SECTEURS ECONOMIQUES	57
3.5.6.	SECTEUR DE L'EMPLOI	58
3.5.7.	SPHERES DE PRISE DE DECISION	58
3.5.8.	MIGRATION	59
3.6.	INDICATEURS DE PAUVRETE	59
3.7.	PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE ET INQUIETUDES	61
3.7.1.	SITE 1 : KAMITUGA	61
3.7.2.	SITE 2 : KITUTU	62
3.7.3.	SITE 3 : MUNGOMBE	63
3.7.4.	SITE 4 : MWENGA CENTRE	64
3.7.5.	SITE 5 : KASIKA	65
3.8.	CONCLUSION PARTIELLE	66
CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCES		67
4.0.	INTRODUCTION	67
4.1.	ORIGINE HISTORIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE	67
4.1.1.	APPARTENANCE ETHNIQUE SUR LE SITE GEOGRAPHIQUE	68
4.1.2.	CALENDRIER SAISONNIER	68
4.1.3.	INVESTISSEMENTS DANS L'EDUCATION	70
4.2.	SOURCES MAJEURES DE REVENU	71
4.2.1.	L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE	71
4.2.2.	L'ELEVAGE	72
4.2.3.	LA PECHE	73
4.2.4.	SALAIRE ET PENSION	73
4.2.5.	COMMERCE	74
4.2.6.	L'EMPLOI NON FORMEL	75
4.2.7.	AFFAIRES ET PETIT COMMERCE	76
4.2.8.	TRANSFERTS	76
4.2.9.	SOCIETES ET CREDITS	76
4.2.10.	AUTRES SOURCES	77
4.3.	CONCLUSION PARTIELLE	77
CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES		79
5.0.	INTRODUCTION	79
5.1.	EDUCATION	79
5.2.	SANTE	81
5.3.	LOGEMENT (HABITAT)	84
5.4.	EAU ET ASSAINISSEMENT	85
5.5.	VOIES DE COMMUNICATION	87
5.6.	LES MARCHES	90
5.7.	LES MOYENS DE COMMUNICATION	92
5.8.	ENERGIE	93
5.9.	CONCLUSION PARTIELLE	95
CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET BONNE GOUVERNANCE		96
6.0.	INTRODUCTION	96
6.1.	RAPPEL HISTORIQUE	96
6.2.	GOUVERNANCE LOCALE ET AUTO-PROMOTION	96
6.2.1.	INSTANCES LOCALES DE DECISION	96
6.2.2.	ORGANISATION DES POUVOIRS AU SEIN DES INSTANCES LOCALES	97
6.2.3.	MODES D'ACCES A LA DIRECTION DES INSTANCES LOCALES DE DECISION	97
6.2.4.	INFLUENCE DANS LE CHOIX DES DIRIGEANTS	97

6.2.5.	LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES	97
6.3.	ACCES AUX MEDIAS	98
6.4.	ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	99
6.5.	MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES	100
6.5.1.	VERSEMENT DES SUBVENTIONS DE LA PROVINCE	100
6.5.2.	LA FISCALITE LOCALE	100
6.5.3.	RESPONSABILITE ET TRANSPARENCE	101
6.5.4.	LA CORRUPTION	101
6.6.	LIBERTE ET SECURITE DES PERSONNES	101
6.6.1.	LIBERTE :	101
6.6.2.	SECURITE DES PERSONNES	101
6.7.	CONCLUSION PARTIELLE	103
CHAPITRE SEPTIEME : VISIONS POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE		104
7.0.	INTRODUCTION	104
7.1.	FORME DE L'ETAT	104
7.2.	ELECTIONS	104
7.3.	EDUCATION FONDAMENTALE UNIVERSELLE	104
7.4.	SANTE	105
7.5.	MODERNISATION DE L'AGRICULTURE	105
7.6.	DESENCLAVEMENT ET ACCES AUX MARCHES	105
7.6.1.	DESENCLAVEMENT	105
7.6.2.	L'ACCES AUX MARCHES	106
7.7.	DEVELOPPEMENT RURAL	107
7.8.	APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE	107
7.9.	ELECTRIFICATION RURALE	107
7.10.	ENVIRONNEMENT	109
7.11.	LOISIRS	109
7.12.	FINANCEMENT DES MICRO-PROJETS	109
7.13.	LIBERALISATION	110
7.14.	PRIVATISATION	110
7.15.	TAXATION	110
7.16.	DROITS FONCIERS	110
7.17.	REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	111
7.18.	SECURITE ET PROTECTION	111
7.19.	CONTROLE DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES DES POPULATIONS	112
7.20.	CONCLUSION PARTIELLE	112
CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE		113
8.0.	INTRODUCTION	113
8.1.	MECANISMES DE SURVIE	113
8.1.1.	SUR POPULATION ET PROBLEME DE TERRE	113
8.1.2.	CONTRAINTES SOCIALES ET FINANCIERES	113
8.1.3.	EDUCATION	114
8.1.4.	CHOMAGE	114
8.1.5.	PENURIE DE L'EAU	114
8.1.6.	PENURIE DE LA NOURRITURE	114
8.1.7.	SANTE : VIH/SIDA, PALUDISME ET AUTRES MALADIES	115
8.1.8.	MALADIES DE LA RECOLTE/PLANTE	115
8.1.9.	LOGEMENT	115
8.1.10.	INCENDIE	115
8.1.11.	ENERGIE	116
8.1.12.	ARRANGEMENT FUNERAIRE	116
8.1.13.	DISPERSION GEOGRAPHIQUE	116
8.1.14.	DISPARITES LINGUISTIQUES	116
8.1.15.	GUERRES ET CATASTROPHES NATURELLES	116
8.1.16.	ENCLAVEMENT	117
8.1.17.	EXISTENCE DE MINORITES ETHNIQUES / OU SOCIALES	117
8.2.	ACTIONS DE LA COMMUNAUTE	118

8.3.	MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE DE SUIVI ET D’EVALUATION DES STRATEGIES ET ACTIVITE PROPOSEES	148
8.4.	CONCLUSION PARTIELLE	150
	CONCLUSION GENERALE.	151

LISTE D'ACRONYMES

	:
ACTED	: Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement
AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
ANR	: Agence Nationale des Renseignements et de Documentation
APIDE	: Appui aux Projets Intégrés pour un Développement Endogène
CAB	: Cabinet
CECA	: Communauté des Eglises du Christ en Afrique
CODELU	: Collectif des ONGD de Luhwindja
CS	: Centre de Santé
DGM	: Direction Générale de Migration
DSRP	: Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté
EP	: Ecole primaire
EPSP	: Education Primaire Secondaire et Professionnelle
F	: Féminin
FC	: Francs Congolais
FDLR	: Force Démocratique pour la Libération du Rwanda
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
Fes	: Femmes
FHI	: Food Hungry International
FUM	: Femmes Unies de Mwenga
G1	: Groupe 1
GP	: Gouvernorat de Province
HGR	: Hôpital Général de Référence
Hoes	: Hommes
IFSD	: Institut Facultaire des Sciences et de Développement
IRC	: International Rescue Communities
IST	: Infections Sexuellement Transmissibles
Km	: Kilomètre
M	: Masculin
Mbre	: Membre
Mn	: Ministère

MST	: Maladies Sexuellement transmissibles
N°	: Numéro
ONGD	: Organisation Non Gouvernemental de Développement
PIL	: Promotion des Initiatives Locales
PI	: Plan
PP	: Partie Prenante
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
Prés	: Président
RDA	: Route de Dessertes Agricole
RDC	: République Démocratique du Congo
REGIDESO	: Régie de Distribution d'Eau
RN2	: Route National 2
S1	: Site 1
Sec	: Secrétaire
SIDA	: Syndrome Immuno-Déficiences Acquis
SIDEM	: Syndicat pour le Développement de Mwenga
SIPROBU	: Syndicat des Producteurs de Burhinyi
SK	: Sud-Kivu
SOMINKI	: Société Minière du Kivu
TFC	: Travail de Fin de Cycle
TGI	: Tribunal de Grandes Instances
UMAMAKA	: Umoja wa Maman wa Kamituga
UPPE-SRP	: Unité de Pilotage du Processus d'Elaboration et de mise en œuvre de la stratégie pour la Réduction de la pauvreté
VIH	: Virus Immuno Déficiency Humain
ZS	: Zone de Santé

REMERCIEMENTS

Le présent rapport est le résultat des travaux de consultations participatives effectués en Territoire de Mwenga pour la période allant du 18-11 au 18-12-2004 dans le cadre de l'élaboration du document de stratégie de Réduction de la Pauvreté pour ce Territoire.

Nous tenons ici à remercier tous ceux qui, de loin ou de près ont contribué d'une manière ou d'une autre à sa réalisation.

Nos remerciements s'adressent d'une façon très particulière et sincère, au Gouvernement de Transition de la R.D.Congo à travers son Ministère du plan UPPE-DSRP pour avoir accepté d'initier ces genres des travaux à l'Est du pays afin de couvrir l'ensemble du Territoire National.

Nous sommes également redevables à toute l'équipe du service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base en Afrique Centrale (SERACOB en sigle) siège de Bukavu, qui a accepté volontairement de nous sélectionner parmi les animateurs appelés à conduire les consultations participatives dans les territoires.

Qu'il nous soit permis ensuite d'exprimer notre reconnaissance de gratitude à son excellence Mr le Gouverneur de Province du Sud-Kivu et au Commandant de la 10^e région militaire pour avoir mis à notre disposition des documents (ordre de mission) demandant aux autorités tant civiles, militaires que de la police nationale des territoires, de nous faciliter dans l'accomplissement de notre mission.

Nos remerciements vont aussi droit aux autorités tant civiles, militaires qu'ecclésiastiques du territoire de Mwenga pour l'accueil et les conditions sécuritaires dont nous avons été bénéficiaires pendant tous les temps de nos travaux de consultation et de notre séjour en Territoire de Mwenga.

Nous gardons également des bons souvenirs envers tous ceux qui nous ont fourni des informations lors de nos consultations, pensons plus particulièrement aux parties prenantes. Ce rapport reste leur œuvre.

A toute l'équipe qui a conduit les travaux de consultation en Territoire de Mwenga, trouve également notre indélébile souvenir

Nous remercions enfin, quiconque trouvera dans ce DSRP-Mwenga, une solution future aux problèmes présents des filles et fils de ce Territoire.

Que tous retrouvent à travers ces lignes, l'expression de notre inestimable reconnaissance

RESUME DU RAPPORT

La R.D.Congo a été victime à deux reprises des guerres prétendues de libération et de rectification qui ont toutes commencées à partir de la province du Sud-Kivu.

Cette dernière a été de ce fait la plus touchée : son tissu économique en a été déchiré, ses infrastructures sociales détruites de sorte que, les conditions de vie étaient devenues infra-humaines.

L'occupation des villages par des bandes armées incontrôlées a obligé la population à vivre en brousse, sous les arbres, sans aucun abri, l'exposant aux intempéries avec ce que cela entraîne comme conséquences, notamment : la malnutrition sévère, les maladies d'origine hydrique et épidémique, le taux élevé de mortalité des personnes âgées et infantiles.

A ce chapelet des maladies dont la liste n'est pas limitative, s'ajoutent les faits sauvages tels que : les incendies, les viols, les violences, les massacres, la destruction méchante de produits agricoles et des étangs piscicoles ainsi que le pillage de bétails. Les maladies sexuellement transmissibles, dont le VIH/SIDA n'étaient pas en reste, provoquées par la promiscuité et les viols.

Ce tableau sombre est à l'origine de ce rapport qui essaie tant soit peu, de recenser les différents problèmes et d'envisager quelques stratégies ou pistes de solutions afin de lutter contre la pauvreté.

Il va sans dire que, tous les territoires de la Province du Sud-Kivu ont connu les mêmes désastres avec quelques différences près.

C'est ainsi que, nous allons les inventorier secteur par secteur, en prenant soin d'entrer beaucoup plus en profondeur pour le cas du Territoire de Mwenga, notre milieu d'étude ou des travaux de consultations.

Précisons toute de même que le contexte dans lequel nous avons travaillé est celui de l'après-guerre. En effet, d'après l'analyse de ce contexte, il se dégage un constat

amer de destructions très avancées des toutes les infrastructures de base en territoire de Mwenga :

1. Dans le domaine des infrastructures routières (voies de communication)

D'une manière générale, les routes dans le Territoire de Mwenga sont en très mauvais état de délabrement : ponts endommagés et à certains endroits inexistant, envahissement de la chaussée par les herbes, arbustes, troncs d'arbres, manque des saignées, éboulement, caniveaux bouchés. Pour certaines routes d'intérêt local, même les tracées n'existent pas.

1.1. Route nationale 2 (RN2)

Cette route de part de Bukavu en passant par Burhale (en Territoire de Walungu) Mwenga-Lwino jusqu'à Kalole (en Territoire de Shabunda), soit sur 344 Km. Outre la chaussée dont l'état est à déplorer, les ouvrages d'art à reconstruire ou à réhabiliter sont évalués à : Ponts métalliques : 15 ponts d'une portée moyenne de 17m, ponts en bois : 59 ouvrages d'une portée moyenne de 10 m. (source : rapport de la plateforme chaîne de solidarité Mwenga –Shabunda)

1.2. Routes de dessertes agricoles (R.D.A)

Ces routes d'une longueur totale estimée à plus au moins 380 km ont l'avantage de permettre l'écoulement des produits agricoles vers les centres de consommation. Leur très mauvais état constitue un obstacle majeur pour le décollage et le développement économique du Territoire de Mwenga.

Pour l'ensemble de ce réseau, les ouvrages d'art sont évalués à 98 ponts en bois et un pont métallique. (pour le reste voir tableau en annexe).

2. Dans le domaine de l'habitat

Pendant et après les deux guerres dites de libération et de rectification, le secteur de l'habitat en territoire de Mwenga a été fortement touché : des villages

entiers incendiés et d'autres détruits, des hôpitaux et centres de santé pillés et endommagés, des maisons de l'Etat saccagées. Il en a de même pour la plupart des écoles :

2.1. Santé

- Destruction des infrastructures médico-sanitaires,
- Pillage de médicaments et équipements
- Malnutrition et sous-alimentation aiguë dans certains coins,
- Recrudescence des maladies d'origine Hydrique et autres infection sexuellement transmissibles dont le VIH/SIDA
- Manque criant des médicaments dans certains endroits du Territoire.

2.2. Education

- Destruction des bâtiments scolaires et sous équipement chronique des matériels et mobiliers,
- Fuite et traumatisme des enseignants et élèves suite aux conséquences des guerres
- Sous qualification de personnel enseignant
- Paupérisation des parents d'élèves
- Abandon d'écoles par les jeunes pour se rallier aux bandes armées incontrôlées,
- Abandon d'écoles et des travaux des champs par la population active au profit de l'exploitation artisanale des matières précieuses
- Abandon d'écoles par les filles suite aux viols perpétrés par les bandes armées incontrôlées
- Pillage des centres d'éducation des adultes
- Prolifération des enfants orphelins non encadrés
- Vieillesse du personnel
- Faible implication des entités décentralisées dans la gestion des écoles officielles.

3. Dans le domaine de l'Administration Publique

- Etat avancé de délabrement des bâtiments publics (Bureau, maison d'habitations, prisons...) et des archives.
- Démotivation des agents et fonctionnaires de l'Etat suite à l'impaiement de des salaires
- Vieillessement du personnel des services publics de l'Etat
- Présence massive des agents sous-contrat dans différents services publics
- L'instabilité des autorités politico-administratives

4. Dans le domaine de l'agriculture élevage et pêche

- Baisse de la production agropastorale due au manque de semences améliorées, d'engrais chimiques et au non encadrement des techniciens agricoles
- Carence en produits d'origine animale due au pillage des animaux d'élevage et à la destruction des étangs piscicoles par les bandes armées
- Insuffisance des espaces cultivable due à la forte concentration de la population dans les grandes agglomérations et à la présence massive des bandes et troupes armées incontrôlées éparpillées dans les forêts environnantes
- Pénurie de vivres occasionnant ainsi une famine, malnutrition et sous-alimentation chronique.

5. Dans le domaine des droits de l'homme, pacification, cohabitation et traumatisme

- Non respect des droits de la personne humaine
- Tueries et assassinats
- Déplacement forcé ou involontaire des populations due à l'insécurité des personnes et de leurs biens
- Pillage, destruction méchante et perte des biens matériels et mobiliers
- Services corporels : atteinte à l'intégrité physique et morale (viol, et autre violations)

- Difficultés de cohabitation entre certaines communautés
- Conflit de pouvoir latent entre chefs coutumiers et chefs des bandes armées
- Existence des plusieurs bandes armées incontrôlées.

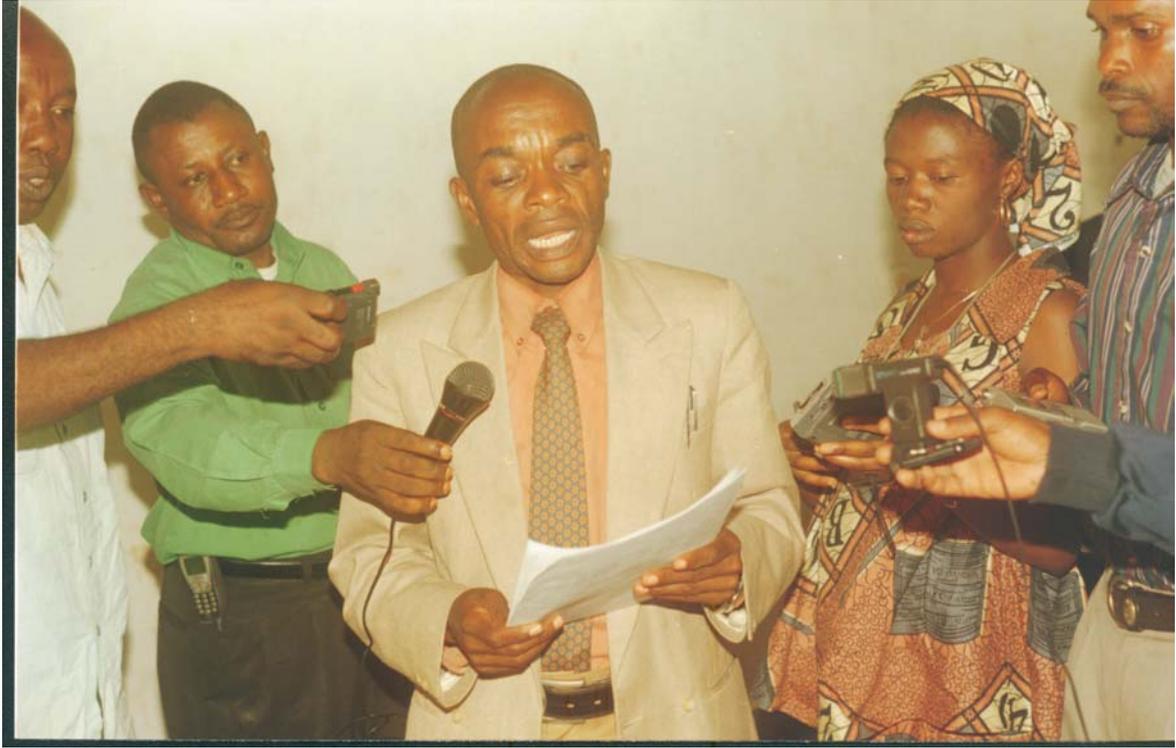
6. **Dans le domaine des affaires**

- Inaccessibilité au crédit
- Absence des institutions financières (banques, coopératives.....)
- Marché d'emplois inexistant
- Non organisation du secteur informel
- Pillage et destruction des boutiques et autres maisons commerciales
- Fuite d'opérateurs économiques vers la ville de Bukavu suite à l'insécurité perpétrée
- Insuffisance des services d'énergie, d'eau, et d'assainissement
- Difficulté d'accéder aux médias.
- Insuffisance des moyens de communications

7. **Dans le domaine de l'approche genre**

- Non implication de la femme dans la gestion de la chose publique
- Déconsidération sociale de la femme vis-à-vis de l'homme suite aux normes de la culture

Tous ces éléments ci-hauts énumérés seront débattus en large dans les différents chapitres ci-dessous et sont à l'origine de l'aggravation de la pauvreté à Mwenga.



CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION

1.1. ORIGINE DU PROJET

La République Démocratique du Congo dispose d'énormes potentialités économiques (minerais, forêt, eau, agriculture, élevage, pêche) et humaines ; mais se retrouve et même classé parmi les pays pauvres très endettés (PPTE).

La population croupit dans une misère indescriptible. L'accès aux ressources financières et aux services de base (santé, éducation, eau potable, transport...) est difficile à la majorité de la population congolaise. Les infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux...) sont dans un état de dégradation très avancée surtout dans le monde rural.

Différents programmes de développement réalisés vers les années 80 avec l'accompagnement de la communauté Internationale ont plutôt accentué la pauvreté dans notre pays. La population bénéficiaire et actrice incontournable du développement n'était ni consultée pour leur élaboration, encore moins associée dans leur mise en exécution.

Les turpitudes politiques des années 90 consécutives à une transition mal négociée, les guerres d'agression et les multiples conflits armés ont davantage plongé le pays dans une crise économique et sociale grave.

Depuis 2001, le gouvernement s'est résolument engagé à restaurer la paix et reconstruire un Etat de droit, à résoudre les déséquilibres macro-économiques et relancer la croissance. Cette volonté a reçu un écho favorable et une fenêtre d'opportunités qui lui a été ouverte par les partenaires, ce qui a permis l'élaboration d'un document de stratégie de Réduction de la pauvreté version intérimaire qui, malheureusement, n'a concerné qu'une partie du Territoire national.

Pour couvrir tout le Territoire, le gouvernement s'est engagé à un processus de renaissance d'une manière participative et durable, en faisant impliquer ou participer

l'ensemble de la population nationale et des partenaires intérieur et extérieurs à l'élaboration du DSRP. Ce dernier, doit du reste, servir de cadre organisationnel et du fil conducteur des actions à entreprendre dans chacune des phases du processus.

C'est dans cette optique qu'une équipe MARP-DSRP a été appelé à conduire les consultations participatives en Territoire de Mwenga au Sud-Kivu conformément aux ordres de missions n° 248/CAB/MIN/PL/2004 et n°01/347/CAB/GP-SK/2004 respectivement de son excellence Monsieur le Ministre du Plan et du Gouverneur de Province du Sud-Kivu ; pour cette fin.

1.2. PRESENTATION DES SITES

Avant de présenter les sites, disons tout d'abord que, les raisons majeures qui ont milité au choix de ces sites sont liés :

- Au degré de sinistré de la guerre : Ici, nous avons visité les sites les plus touchés par les guerres et leurs corollaires dans le Territoire.
- A la démographie : Ici, nous avons visités les site ayant des fortes concentrations des populations dans le Territoire tout en cherchant à savoir davantage le pourquoi de cela.
- Aux problèmes sécuritaires : Avec la confusion qui règne dans le Territoire au sujet des troupes et bandes armées incontrôlées, nous avons choisi les sites où nous avons pensé que les conditions sécuritaires étaient plus ou moins passables
- A l'accessibilité (voies et moyens de communication si possible).

Sur base de ces raisons, l'équipe a consulté les sites présentés ci-dessous :

SITE 1 : KAMITUGA

Situation Géographique

Le centre minier de Kamituga est situé dans le Territoire de Mwenga, dans la province du Sud-Kivu, sur l'axe routier BUKAVU-KINDU plus ou moins 180 km de la ville de Bukavu.

Par son statut politique, c'est un poste Administratif important. Mais actuellement, par sa forte concentration ouvrière et démographique, il figure parmi les nouvelles cités proposées dans l'ancien Kivu.

Il est compris entre 23° 3' et 28° 12' de longitude Est et entre 3° et 3°6' latitude Sud. Sa superficie est de 214780 km². Ce centre constitue la plus grande agglomération de la collectivité de Wamuzimu, il fait partie des Groupements Balighi et Busse, de la Zone des hauts plateaux de l'axe Mwenga-Kitutu.

1. Relief

Dans l'ensemble le relief de Kamituga est constitué des plateaux d'altitude moyenne 1033 m. Ainsi trouve-t-on quelques sommets qui culminent à plus de 1.000 m, il s'agit de :

- Kibukila (1366) ayant le sommet le plus élevé et qui domine toute la région de Kamituga
- Yenzia (1183 m)
- Lupupu (1171 m)
- Mpango (1164 m)
- Mero (1090 m)

Ces hauts plateaux dominant surtout l'Ouest de Kamituga, tandis qu'à l'Est l'altitude ne dépasse pas 1.000 m, par exemple : Kele (970 m), Kalingi (994 m), etc.

Partant de ces observations, nous pouvons conclure que le relief de Kamituga est incliné de l'Ouest vers l'Est, cela fait que toutes les rivières de Kamituga coulent de l'Ouest vers l'Est.

2. Hydrographie

L'hydrographie de Kamituga est dense. Nous observons dans toutes les vallées, des rivières qui sont par fois coupées des chutes. Tous les cours d'eaux font partie du bassin versant dans rivière Zalya, affluent de la rivière Elila. Le plus grand affluent de Zalya au niveau de Kamituga est la rivière Zizi, suivie de la rivière Lubyala qui rassemble les eaux des rivières Bitanga, Lukala, Bizomba et Manyanza.

La rivière Lubyala à son tour est suivie de la rivière Mobale qui prend sa source aux pieds de Mont Kibukila. Cette dernière est le réservoir des déchets (impuretés de l'usine qui traitait l'or de la SOMINKI/KAMITUGA). D'autres affluents de Zalya sont : Ibongu, Nyasumu, etc.

Dans le temps, toutes ces rivières étaient riches en poissons, crabes et batraciens (grenouilles) qui constituaient un complément à l'alimentation et une fourniture en protéines animales. Jusqu'en 1982, presque toutes les vallées bien qu'elles ne soient pas larges, logeaient en leur sein des étangs, mais avec la libéralisation de l'exploitation minière, ils ont été détruits par les orpailleurs.

3. Climat et végétation

Actuellement il est difficile de trouver des données récentes sur le climat de Kamituga, faute d'une station météorologique. C'est ainsi que nous ne nous sommes servi que des données observées en 1930 et 1935.

Moyennes mensuelles des pluies et des Températures (1930-1935) Kamituga : 1050m d'altitude, 18°12' longitude Est et 034 longitude de Sud.

Tableau n°1 : Moyennes mensuelles des pluies et des températures

Mois	J	F	MA	A	M	J	JII	Aou	S	O	N	D	TOTAL
Pmm	269	272	274	306	226	116	93	166	242	314	269	344	2891 mm
T°C	228	22.8	23.3	23.3	23.6	23.4	23.1	22.6	22.7	22.8	22.4	21	TMA 22.9° C

Source: WANDUMA AMULI, TFC/ ISP-BUKAVU, 1999-2000.

L'observation de ce tableau et du diagramme ombrothermique de Kamituga permet de dégager les caractéristiques suivantes :

- Les précipitations (Pmm) sont abondantes, régulières et réparties sur tous les mois de l'année si bien que le total annuel des précipitations se situe à 2.891 mm.
- Le mois le plus pluvieux est le mois de décembre (344 mm) et le moins pluvieux est le mois de juillet (93 mm).
- Les températures sont élevées et la moyenne annuelle est de 22.9° et l'amplitude thermique annuelle est très faible 2.6°C. Etant donné que les pluies se répartissent sur toute l'année et que les températures sont presque constantes et toujours inférieures à 25°C, il s'agit alors d'un climat tropical. La végétation est celle de la forêt dense.

4. Le sol et le sous-sol

Comme ailleurs dans la Zone équatoriale, le sol de Kamituga est très pauvre car il fournit très peu de rendement agricole, il suffit de cultiver une fois pour qu'il s'épuise. Ce qui justifie la pratique d'itinérante des parcelles de cultures et mise en jachère. Cette dernière s'écourte actuellement suite à l'explosion démographique.

La pauvreté du sol est compensée par la richesse du sous-sol.

En effet, le sous-sol de Kamituga regorge dans les couches sédimentaires comme dans les roches cristallines, beaucoup de minerais notamment : l'or, la cassitérite de wolfram etc. les minerais étaient exploités industriellement par la SOMINKI et artisanalement par la population.

Depuis la dissolution de la SOMINKI, il n'existe plus d'industrie à Kamituga, c'est ainsi qu'on ne peut parler que de l'exploitation artisanal de l'or par la population.

5. La mise en place de la population

Avec la découverte de gisements aurifères et stannifères, la MGL (Mines de Grands Lacs) pour les exploiter avait besoin d'une main d'œuvre abondante, laquelle devrait provenir du milieu local, mais la densité de la population fut faible. Raison pour laquelle, la MGL fut obligée de recourir ailleurs pour recruter cette main d'œuvre, notamment dans les Territoires voisins voir les pays étrangers limitrophes (Rwanda, Burundi). Dès qu'un travailleur terminait son contrat, il était expulsé du centre pour son village natal. Ceux qui venaient des régions éloignées étaient raccompagnés chez eux.

Mais lorsque le problème de transport des retraités commençait à se poser et que certaines familles nécessitaient une autre habitation, la MGL décida de céder certains terrains aux méritants. Et, avec les événements de l'indépendance en 1960 et le relâchement dans les mesures de protection dans l'intention de s'installer définitivement, delà, les populations des villages voisins commencèrent à émigrer vers Kamituga.

Tableau n° 2 : Effectif de la population de Kamituga par sexe et par génération.

HOMMES		FEMMES		TOTAL
Adultes	Jeunes (garçons)	Adultes	Jeunes (filles)	
8510	12880	10699	12515	44594

Source : Bureau de l'Etat civil de Kamituga, 1994

SITE 2 : KITUTU

Kitutu est le chef –lieu de la collectivité chefferie de Wamuzimu, groupement de BAKUTE. Il est situé à 217 km sur la nationale II de la ville de Bukavu, et à 45 Km de Kamituga.

Selon le rapport du groupement de BAKUTE, sa population est estimée à 13.500 habitants sur une superficie difficile à estimer (à prendre avec beaucoup plus de réserve).

Kitutu est ceinturé par la rivière Elila affluent du fleuve congo. Il est un des grands centres commerciaux du Territoire de Mwenga.

Le centre de Kitutu abrite le chef-lieu de la Zone de Santé de Kitutu incluant à son sein, l'Hôpital Général de Référence de Kitutu, et une multitude des centres de santé : A Nyamibungu, Sugulu, Mitobo, Kibe, Kitutu centre, Kazuza, Kakemenge, à Lugushwa et à Babongolo.

La population de Kitutu est de 103.945 habitants (source : rapport annuel de l'inspection Provinciale de la santé Sud-Kivu).

Le centre de Kitutu abrite également une micro centrale hydroélectrique sur la NYAMUPE qui jadis alimentait l'industrie agropastorale : rizièrie, huilerie.

Il comprend aussi la cité minière de Lugushwa qui abrite aujourd'hui la majorité de la population active non seulement de Kitutu ou de Mwenga, mais également de toute la province de Sud-Kivu. Cette population a abandonné les travaux des champs au profit du trafic artisanal de l'or, coltan et cassitérite.

Le centre de Kitutu compte 3 pistes d'atterrissage :

- A Kazuza (non opérationnelle)
- A Nyamibungu (opérationnelle), elle est gérée par les catholiques
- A Lugushwa (opérationnelle), elle est gérée par les protestants

Coutumièrement, il est dirigé par le chef de collectivité chefferie du nom de ALI BYEMBA LONGANGE

SITE 3 : MUNGOMBE

Est le chef-lieu du groupement de Bashikasa, situé plus ou moins à 15 km² de la cité minière de Kamituga. Sa population est estimée à plus ou moins 5.000 habitants et sa superficie difficile à estimer.

(NB : ces chiffres sont à prendre avec beaucoup plus de réserve, car il n'y a eu aucune documentation / ou rapport nous présenter, et sont à titre estimatif par les responsables de ces entités).

Mungombe a la renommée d'avoir abrité la 1^{ère} mission catholique en Territoire de Mwenga, mais aussi le 1^{er} et l'unique petit séminaire de Mungombe du Diocèse d'Uvira.

C'est au sein de ce dernier où l'on a formé les premiers intellectuels non seulement du Territoire de Mwenga mais aussi de toute la province du Sud-Kivu. Les 1^{ers} prêtres du Diocèse d'Uvira ont été également formés au sein de ce séminaire. Cependant, ces guerres ont détruit toutes les infrastructures socioéconomiques de Base notamment le petit séminaire, les 2 centres de santé, la paroisse catholique, les écoles et dispensaires.

Mungombe abrite une micro centrale hydroélectrique sur la rivière Zizi qui alimente la cité minière de Kamituga et ses environs. Par contre, plus de 80 % des maisons et autres bâtiments ne sont pas approvisionnés en courant électrique à Mungombe.

Mungombe comprend 2 centres de santé intégrés à la Zone de santé de Kamituga qui sont les centres de Santé CREMETRAL à Kabeba et notre Dame d'Afrique à Mulambula.

Mungombe est à vocation agricole. Il est dirigé par un chef de groupement du nom de Mungombe Kyalondawa. L'ensemble de la population présente un état critique de santé.

SITE 4 : MWENGA- CENTRE

Est le chef-lieu du Territoire qui porte le même nom. Il est situé à 131 Km de la ville de Bukavu sur la Nationale II et à 45 Km de la cité minière de Kamituga.

Sa population et sa densité moyenne par habitant (difficile à estimer) faute d'un rapport fiable sur l'effectif total de la population. Il est dans la collectivité chefferie de Basile et compte un Hôpital Général de Référence avec une aire de santé qui couvre une population totale de 158457 habitants répartie en plus ou moins 7 centres de santé.

Ils s'agit de :

- C. Santé de Kitamba
- C. Santé d'Iganda
- C. Santé des Sœurs Catholiques
- C. Santé de Ngando
- C. Santé de Kalambi
- C. Santé de Kakulu
- C. Santé de Buziba

Mwenga abrite une micro centrale non encore opérationnelle sur la rivière Bilinga vers la partie Est, et une piste d'atterrissage des petits porteurs à Kische-Ilinda.

La pisciculture et l'agriculture constituent une des principales sources des revenus pour la plupart des habitants.

Il est dirigé par le Mwami KALENGA LWANGO pour ce qui est du pouvoir coutumier et par un administrateur du Territoire pour ce qui est du pouvoir administratif.

SITE 5 : KASIKA

Kasika est l'un des grands centres commerciaux du Territoire de Mwenga, il est le chef-lieu de la collectivité chefferie de Lwindi. Il est situé à 104 Km de la ville de Bukavu sur la route nationale II.

Sa population est estimée entre 30.000 à 35.000 habitants sur une superficie d'environ 15 km². (Chiffre à prendre avec beaucoup de réserves car notre source n'a pas été confrontée à d'autres)

Kasika est à vocation agricole compte tenu de son relief et de son sol volcanique. Il se trouve dans le groupement de MUKANGALA. C'est l'un des plus importants sites des massacres perpétrés en Territoire de Mwenga par l'armée Patriotique Rwandaise (APR) du 23 au 24 août 1998.

Il est à noter que depuis l'assassinat du Mwami Na LWINDI MUBEZA II François en août 1998 par les militaires Rwandais de l'APR, il règne un régime de confusion de pouvoir avec risque d'une guerre tribale /ou ethnique entre membres des communautés vivants à Kasika.

1.3. ORGANISATION DU RAPPORT

Hormis l'avant- propos, l'introduction et les annexes, le présent rapport traite sur :

- La méthodologie des consultations ;
- La perception locale de la pauvreté, vulnérabilité et bien-être ;
- Les moyens de subsistance ;
- Les services sociaux et infrastructures ;
- La paix et gouvernance ;
- La vision pour la réduction de la pauvreté ;
- Les stratégies pour la réduction de la pauvreté

Et une conclusion générale termine ce rapport.

CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE.

2.0. INTRODUCTION.

Dans ce chapitre nous allons présenter en gros, la démarche méthodologique des consultations ainsi que les limites liées à la collecte des données.

2.1. COMPOSITION DE L'EQUIPE.

L'équipe chargée de conduire les consultations participatives dans le cadre de l'élaboration du Document de stratégies de Réduction de la Pauvreté du Territoire de Mwenga en Province du Sud-Kivu était composée de cinq (5) membres dont une femme hormis l'enquêteur qui était chargé de récolter les données quantitatives.

Il s'agit de :

1. François WASSO MUKOKYA : Superviseur de l'équipe ;
2. Bitondo MUKUNGILWA : Facilitatrice ;
3. Cyprien MUTELEKA : Facilitateur adjoint;
4. Jean Michel MUTIMANWA : Rapporteur et membre du comité provincial;
5. Richard MINYOTA KASESE : Rabatteur.

2.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

La problématique de départ est celle de savoir ce qu'une analyse des parties prenantes, pourquoi faire cette analyse et avec qui ?

A la question de savoir ce qu'une analyse des parties prenantes, nous disons avec Violeta Manoukian conseiller international en DSRP que : « L'analyse des parties prenantes est l'identification des parties prenantes clés à une initiative, une détermination de leurs intérêts, et de façon suivant laquelle ces intérêts affectent les aléas et la viabilité des initiatives ».

Bref, les parties prenantes sont les individus, les groupes ou les institutions qui sont affectés par les efforts pour la réduction de la pauvreté.

A la question de savoir pourquoi faire cette analyse, toujours avec le même auteur, c'est pour : « aider tous les acteurs impliqués dans le processus de réduction de pauvreté, à évaluer l'environnement des efforts pour la réduction de la pauvreté ».

Par contre les critères de choix ou de sélection des parties prenantes par site pour le territoire de Mwenga sont liés en gros, de l'intérêt que présente les unes des autres, leur influence et importance à l'égard de la réussite et des risques qui peuvent affecter les unes des autres.

Ci-dessous : Check-list pour identifier les parties prenantes.

Tableau n°3 : Identification des parties prenantes par site

Sites	Parties Prenantes
S ₁ : KAMITUGA	<ul style="list-style-type: none"> - Société civile de Kaga - Agents et fonctionnaires de l'Etat - Personnes handicapées
S ₂ : KITUTU	<ul style="list-style-type: none"> - Membres de l'Assoc. COBADER - Mamans veuves et cultivatrices - Notables (chefs des localités et des groupements)
S ₃ : MUNGOMBE	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignants - Elèves du secondaire - Elèves du primaire
S ₄ : MWENGA CENTRE	<ul style="list-style-type: none"> - Eleveurs des poissons et animaux - Mamans portefaix - Jeunes désœuvrés
S ₅ : KASIKA	<ul style="list-style-type: none"> - Militaires - Policiers - Mamans vendeuses et victimes de massacres et autres exactions

Check-list affectant l'influence et l'importance des parties prenantes ci-haut énumérées :

- | | | |
|---------------------------------|-------------------|--------------|
| 1. Administration du Territoire | 2. Armée | 3. Police |
| 4. Autorité coutumière | 5. Société civile | 6. Elèves |
| 7. Enseignants | 8. Portefaix | 9. Désœuvrés |

Tableau n° 4 : Graphique affectant l'influence et l'importance des parties prenantes

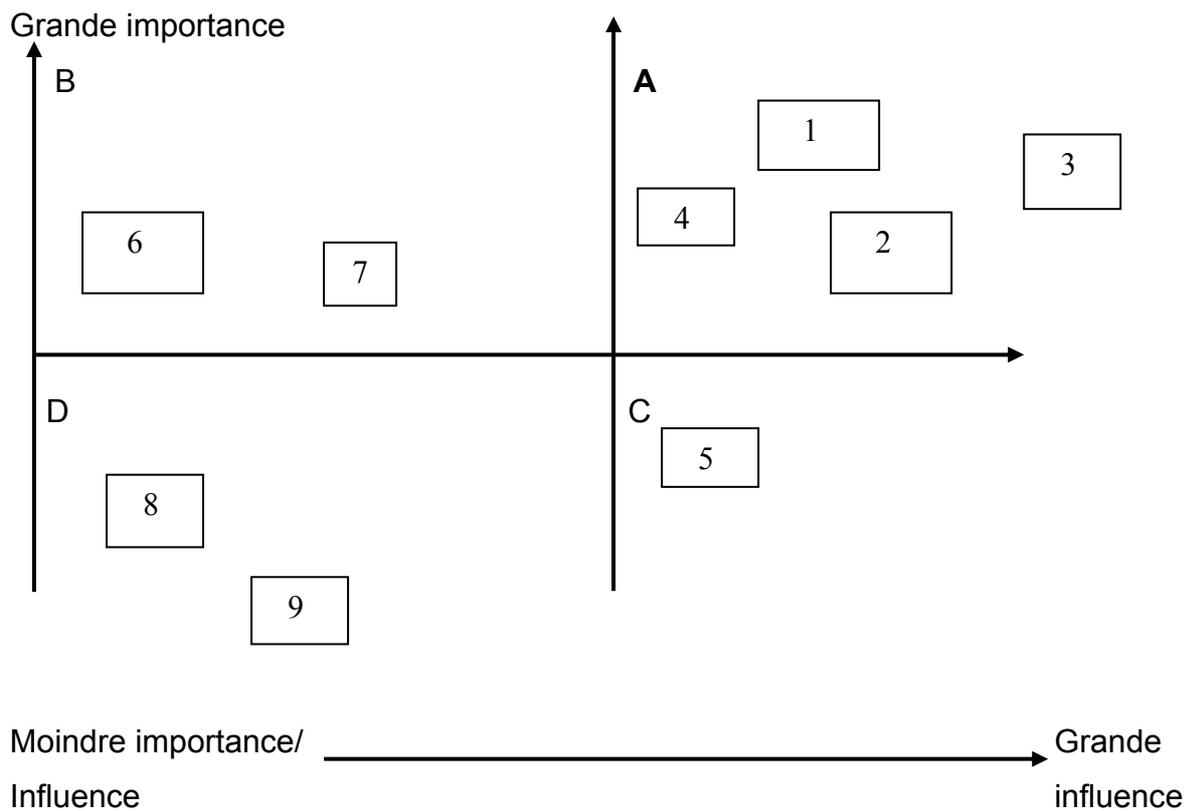


Tableau n°4 bis des parties prenantes

N°	PP concernées	Problèmes	Craintes ou conséquences	Contribution ou action à mener	Gain ou résultat
01	Administration du territoire (Agents et fonctionnaires de l'Ad. Publique)	Absence des salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat	-corruption et concussion à tous les niveaux -détournement des recettes de l'Etat	Paiement des salaires décents aux agents et fonctionnaires de l'Etat	-amélioration des conditions de vie -maximisation des recettes de l'Etat
02	Armée (Militaires)	Impaiement des soldes décents aux militaires	-rançonnement de la population -tracasserie des militaires et des policiers -imposition des taxes forfaitaires et illégales -érection des barrières	Paiement des soldes aux militaires et d'un salaire décent aux policiers	-amélioration des conditions de vie -libre circulation des personnes et des leurs biens
03	Police (policiers)	Impaiement des salaires décents	-rançonnement de la population -tracasserie des militaires et des policiers -imposition des taxes forfaitaires et illégales -érection des barrières	Paiement des soldes aux militaires et d'un salaire décent aux policiers	-amélioration des conditions de vie -libre circulation des personnes et des leurs biens
04	Elèves	Paiement des primes scolaires aux enseignants	Accroissement de taux d'abandon scolaire des enfants par manque des moyens.	-Suppression pure et simple du système de contribution des parents	-allègement de la charge financière des parents

N°	PP concernées	Problèmes	Craintes ou conséquences	Contribution ou action à mener	Gain ou résultat
				-Si possible, gratuité de l'enseignement au niveau primaire	-accroissement de l'effectif d'élèves à tous les niveaux
05	Société civile (Eglise, Asso, FEC, Syndicat)	Absence d'une synergie ou collaboration étroite entre les organisations membres de la société civile	Querelles, conflits, méfiances entre différents acteurs de développement opérants dans le territoire	Sensibilisation des différents acteurs de développement pour une véritable restauration d'un climat de concorde et de confiance mutuelle	Développement durable de la communauté
06	Enseignants	Absence totale des salaires	-corruption -destruction du système éducatif dû à l'abandon de ce secteur par l'Etat -enseignement au rabais	-paiement des salaires des enseignants -construction et équipement d'écoles en matériels et fournitures scolaires	-amélioration de la qualité de l'enseignement -amélioration des conditions de vie de l'enseignant et de sa famille
07	Portefaix	Non assistance et non encadrement dans l'exercice de leurs métiers	Aggravation de l'Etat de pauvreté et de misère indescriptible	instauration du système de crédit rotatif ou cautionnement solidaire à leur endroit	amélioration des conditions de vie
08	Désœuvrés	Absence d'emplois rémunérés	Accroissement de taux de chômage et du banditisme	Création d'emplois rémunérés	Réduction de taux de chômage et du

N°	PP concernées	Problèmes	Craintes ou conséquences	Contribution ou action à mener	Gain ou résultat
					banditisme
09	Autorités coutumières (Notables)	Insécurité des troupes et bandes armées incontrôlées	Instabilité voir fuite des certains chefs des groupement et collectivités vers la ville de Bukavu	Rétablissement d'une paix durable	Retour volontaire des chefs dans leurs entités respectives

2.3. METHODES DE CONSULTATIONS UTILISEES

Dans cette partie, nous insisterons sur la méthode, les outils et techniques utilisés pour la collecte des données sur terrain ainsi que les circonstances dans lesquelles ils sont utilisés.

La principale méthode utilisée est la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP en sigle).

Par contre, nous avons recouru aux outils ci-après :

II.3.1. L'OBSERVATION DIRECTE

Celle-ci nous a permis de percevoir la communauté dans son ensemble surtout pour ce qui est du mode de vie de la population en Territoire de Mwenga, ensuite de comparer les informations reçues aux réalités pratiques.

II.3.2. LA COUPE TRANSVERSALE

Elle a également été pour l'équipe ; une base solide car, elle nous a permis de se faire une idée sur l'organisation socioéconomique des certains sites.

II.3.3. L'INTERVIEW SEMI-STRUCTURÉE

Celle-ci était orientée dans le sens d'une conversation individuelle et dans les focus groups provoquée dans but précis d'information. Elle avait un double avantage :

- L'interviewé ne se sentait pas gêné, mais plutôt à l'aise ;
- L'interviewé touché parfois à des aspects qui avaient autrefois échappé à sa perception.

II.3.4. CALENDRIER SAISONNIER

Cet outil nous a permis en gros de se faire une idée sur les différentes saisons et les principales cultures pratiquées dans notre milieu d'étude qui est le territoire de Mwenga.

II.3.5. LA MATRICE DE PLANIFICATION

Celle-ci a été pour l'équipe, un outil très important car, elle nous a permis de capitaliser et de synthétiser toutes les données dans un tableau ou matrice dite de planification reprenant les problèmes, les causes, les conséquences, les objectifs, les stratégies, les activités à réaliser, les responsabilités, les indicateurs et les facteurs de blocage éventuels pour chaque site.

II.3.6. ENFIN, L'ARRANGEMENT PREFERENTIEL

Celui-ci, nous a permis après avoir fait l'arrangement par préférence, d'avoir une idée/ ou vue d'ensemble sur les priorités de chaque site.

Il faut aussi noter que, en plus de ces outils, nous avons également utilisé la revue documentaire

II.3.7. REVUE DOCUMENTAIRE

Elle a été une base solide pour la rédaction de ce rapport. Elle était constituée en gros des documents en rapport avec notre objet d'étude qui est la pauvreté et / ou l'analyse de la pauvreté dans le territoire de Mwenga.

2.4. TERRITOIRE ET CHOIX DES SITES

Le présent travail couvre tout le Territoire de Mwenga, une des subdivisions administratives de la Province du Sud-Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo à plus ou moins 131 Km de la ville de Bukavu sur l'axe routier ou la nationale II, Bukavu-Kalole. Les raisons majeures qui ont milités au choix des sites ci-hauts énumérés se justifient par :

- le degré de sinistre des guerres à répétition ;
- la concentration de la population dans les centres de Lagos ;
- le problème d'ordre sécuritaire ;
- l'accessibilité et la gravité de la pauvreté dans les sites.

2.4.1. Territoire

Pour rappel, le Territoire de Mwenga est créé le 01 janvier 1948 par le pouvoir colonial Belge à la faveur de la scission du Territoire de Shabunda (collectivité de Wamuzimu) et du découpage du Territoire de Kabare (Collectivité de Luhwindja, Burhinyi et Lwindi), et du Territoire de Fizi (collectivité secteur d'Itombwe).¹

Situé à une altitude de 620 m (point le plus bas dans la collectivité de Wamuzimu) et de 2.602 m (point de plus haut à Miki, dans la collectivité secteur d'Itombwe). Il est entre 27°30' et 29° de longitude Est, et entre 2°30' et 4° de latitude Sud. Le recensement de l'exercice 2003 de la Division Provinciale de l'intérieur du Sud-Kivu indique que le territoire compte 317.423 âmes sur une superficie totale de 11.172 km², soit une densité moyenne de 28 habitants par Km².

Les limites naturelles et géographiques du territoire sont les suivantes :

Au Nord : le territoire de Walungu suivant le cours de la rivière Ulindi et du confluent Kadubo dans les limites de la collectivité chefferie de Luhwindja.

Au Sud : le territoire de Fizi avec les limites de la collectivité secteur d'Itombwe

A l'Est : le territoire d'Uvira dans les hauteurs du Lac Lungwe et le cours de la rivière Elila en amont vers l'ouest

A l'Ouest : le territoire de Shabunda.

Quant à la climatologie, il y a lieu de signaler que le territoire a quatre (4) climats à savoir :

- Le climat tropical humide dans les collectivités de Lwindi, Basile et une partie de la collectivité de Wamuzimu ;
- Le climat chaud dans une autre partie de Wamuzimu vers le Sud (Kitutu)
- Le climat tempéré dans les savanes de la collectivité secteur d'Itombwe
- Le climat froid dans les collectivités de Burhinyi, de Luhwindja et l'autre partie d'Itombwe.

¹ Source : rapport annuel de l'Administration du Territoire exercice 1995

Par contre, le Territoire présente deux principales saisons à savoir :

- La saison de pluie qui va de mi-septembre à mi – mai, généralement entrecoupée par une sécheresse de 7 à 15 jours entre février et mai ;
- La saison sèche entre juin et août.

La température moyenne annuelle oscille entre 18 et 25°.

L'hydrographie est dominée par deux grands affluents du fleuve congolais. Il s'agit des rivières Ulindi en collectivité chefferie de Lwindi et Elila en collectivité de Wamuzimu, drainant des rivières aussi importantes et baignant des vallées immenses et fertiles.

Tableau N° 5 : **Relatif aux principaux cours d'eau intérieur**

Collectivité chefferie de Basile	Collectivité chefferie de Burhinyi	Collectivité secteur d'Itombwe
Rivière Bilahile Rivière Lulumunyu Rivière Mamunguzi Rivière Kenya Rivière Zombe Rivière Luelola Rivière Kalambo Rivière Zalya (amont) Rivière Lusia	Rivière Kadubo (a mont) Rivière Muduwe	Rivière Kakanga Rivière Tulambo Rivière Makaina Rivière Tumungu Rivière Kilimbwe Rivière Elila (amont) Rivière Ulindi (amont)
Collectivité chefferie de Luhwindja	Collectivité chefferie de Lwindi	Collectivité chefferie de Wamuzimu
Rivière Kadubo (aval) Rivière Mwana Rivière Lulimbohe	Rivière Ulindi (aval) Rivière Zokwe Rivière Kabilombo Rivière Kilungutwe Rivière Kakatulembe	Rivière Elila (aval) Rivière Zalya (aval) Rivière Kiliza Rivière Kitongo Rivière Lugushwa Rivière Lusungu Rivière Kibe Rivière Lubyala ; Rivière Zizi

Source : Rapport annuel de l'Administration du Territoire, 1995.

La végétation dominante du territoire est la savane pure dans les collectivités de Burhinyi et de Luhwindja, la savane entrecoupée par une touffe de forêt de la collectivité secteur d'Itombwe et la forêt dans une bonne partie d'Itombwe et dans les collectivités de Lwindi, Basile et de Wamuzimu.

La nature du sol est riche dans tout le territoire hormis le sol aride et peu fertile de la collectivité de Luhwindja. On peut cependant en retenir 3 types de sols :

- **Le sol argilo sablonneux** : un sol meuble, uniforme, profond et aéré à humus bien répartie : ce type de sol couvre presque toute la collectivité chefferie de Wamuzimu.
- **Le sol sablo-argileux** : à structure tassée et peu aérée. Ce type de sol est assez répandu aux bords des rivières et, est riche en produits minéraux. On le trouve à Kamituga, Mozozo, Kitutu...
- **Le sol argilo-limoneux** : un sol compact, élastique mais qui n'est pas répandu dans tout le territoire ce type de sol se trouve également à Kamituga et dans d'autres coins du territoire.

Enfin, quant au peuplement et à la migration, la population accuse en majorité un faible niveau de revenu et d'instruction, car plus ou moins 60% des femmes restent analphabètes.

Elle accède difficilement aux soins de santé de qualité, le taux de morbidité et de mortalité y sont élevés. Le territoire de Mwenga est principalement habité par les ethnies suivantes :

- Les lega, ethnie majoritaire. Ils peuplent les collectivités chefferie de Wamyuzimu et de Basile ;
- Les Nyindu habitent la collectivité chefferie de Lwindi ;
- Le Shi, peuple pasteur, résidant dans les collectivités chefferie de Burhinyi et de Luhwindja ;
- Les Bembe qui forment la majorité de la population de la collectivité secteur d'Itombwe aux cotés de Fulero et Nyindu ainsi que d'une minorité ethnique de

Banyamulenge. La présence de cette dernière catégorie de population pose parfois des tensions ethniques dans ses rapports avec les autochtones. D'où, difficulté de cohabitation pacifique.

Tableau N° 6 : **Subdivision administrative du territoire en collectivité**

Collectivités Chef/secteur	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Total	Etran.	Total su/ Km ²
1. Basile	6318	8356	9035	8413	32.122	-	2113
2. Burhinyi	9554	11.046	13.232	13.288	47.120	-	328
3. Itombwe	4672	5939	10.028	10.563	31.202	-	3580
4. Luhwindja	5432	6305	10.381	10.239	32.357	-	183
5. Lwindi	4.471	5.414	6960	6499	23.344	-	856
6. Wamuzimu	33.084	36.673	41.966	39.555	151.278	-	4112
Total	63.531	73.733	91.602	88.557	317.423	-	11.172

Source : Rapport annuel op. cit.

Signalons que, la collectivité chefferie de Wamuzimu couvre presque $\frac{3}{4}$ de la superficie totale du territoire de Mwenga.

Tableau N° 7 : **Subdivision administrative des collectivités en groupements**

Collectivités	Superficie	Chef-lieux	Groupements
1. Basile	2.113 Km ²	Mwenga	1.Bawanda 2.Babulinzi 3.Balobola 4.Bamunda 5.Basilubanda I 6.Basilubanda II 7.Basimwenda 8.Basitonga 9.Batumba 10.Bazalugulu
2.Luhwindja	183 Km ²	Lubanda	1.Bujiri

Collectivités	Superficie	Chef-lieux	Groupements
			2.Bwihembo 3.Chibanda II 4.Kababide 5.Karhundu 6.Idudwe 7.Luchiga 8.Lufaha 9.Mulama
3.Burhinji	328 Km ²	Birhala	1.Birhala 2.Budaka 3.Bugobe 4.Buhogo 5.Cheshero 6.Chibindye 7.Chirere 8.Chizuka 9.Chiriri 10.Karhendezi 11.Itudu 12.Kitwabaluzi 13.Mulambi 14.Mulanga 15.Luhuku 16.Ntondo 17.Nyirindja 18.Kalambo
4. Lwindi	856 Km ²	Kasika	1. Ihangha 2. Ilowe 3. Kalambi 4. Katarama 5. Kigogo 6. Kilimbwe 7.Kiomvu 8.Mukangala
5. Itombwe	3.580 Km ²	Miki	1. Basikamakulu

Collectivités	Superficie	Chef-lieux	Groupements
			2. Basimukindje I 3. Basimukindje II 4. Basimukuma 5. Basimwenda 6. Basimunyaka
6. Wamuzimu	4.112 Km ²	Kitutu	1. Babongolo 2. Bagezi 3. Bangunga 4. Bakute 5. Balighi 6. Balinzi 7. Bamulinda 8. Banamukika 9. Banakyungu 10. Banampute 11. Basibugembe 12. Basikasa 13. Basikamakulu 14. Basikumbilwa 15. Basimbi 16. Basimwenda 17. Basitabyale 18. Buse 19. Bawandeme 20. Bazyala B 21. Leproserie

Source : Rapport annuel op.cit

2.4.2. Les sites.

Centre minier de KAMITUGA	<p>Le centre minier de KAMITUGA est un poste Administratif important. Mais actuellement, par sa forte concentration ouvrière et démographique, il figure parmi les nouvelles cités proposées dans l'ancien Kivu.</p> <p>Il constitue la plus grande agglomération de la collectivité de</p>
---------------------------	---

	<p>WAMUZIMU.</p> <p>Depuis la dissolution de la SOMINKI, il n'existe plus d'industrie à KAMITUGA, c'est ainsi qu'on ne peut parler que de l'exploitation artisanal de l'or par la population.</p>
KITUTU	<p>KITUTU est le chef-lieu de la collectivité chefferie de WAMUZIMU, groupement de BAKUTE.</p> <p>Le centre de KITUTU abrite le chef-lieu de la Zone de Santé de KITUTU incluant à son sein, l'Hôpital Général de Référence de KITUTU, et une multitude des centres de santé.</p> <p>Le centre de KITUTU abrite également une micro centrale hydroélectrique sur la NYAMUPE qui jadis alimentait l'industrie agropastorale : rizière, huilerie.</p> <p>Il comprend aussi la cité minière de LUGUSHWA qui abrite aujourd'hui la majorité de la population active non seulement de KITUTU ou de MWENGA, mais également de toute la province de SUD-KIVU. Cette population a déserté les travaux des champs au profit du trafic artisanal de l'or, coltan, cassitérite.</p>
MUNGOMBE	<p>Est le chef-lieu du groupement de BASHIKASA, situé plus ou moins à 15 km² de la cité minière de KAMITUGA.</p> <p>MUNGOMBE a le renommé d'avoir abrité la première mission catholique dans le Territoire de MWENGA, mais aussi le 1^{er} et l'unique petit séminaire de MUNGOMBE du Diocèse de UVIRA où plusieurs intellectuels du Territoire de MWENGA voire de la Province du SUD-KIVU ont été formé.</p> <p>Cependant, ces guerres ont détruit toutes les infrastructures socioéconomiques de base ; notamment le petit séminaire, deux centres de santé, la paroisse catholique, les écoles et dispensaires.</p> <p>MUNGOMBE abrite une micro centrale hydroélectrique sur la rivière Zizi qui alimente la cité minière de KAMITUGA et ses environs. Ironie du sort, plus de 80 % des maisons et autres bâtiments ne sont pas approvisionnés en courant électrique à MUNGOMBE.</p>
MWENGA- CENTRE	Est le chef-lieu du Territoire qui porte le même nom

	<p>MWENGA abrite une micro centrale non encore opérationnelle sur la rivière BILINGA vers la partie Est, et une piste d'atterrissage des petits porteurs à KISHE-ILINDA.</p> <p>La pisciculture et l'agriculture constituent une des principales sources des revenus pour la plupart des habitants.</p>
KASIKA	<p>KASIKA est l'un des grands centres commerciaux du Territoire de MWENGA, et est le chef-lieu de la collectivité chefferie de LWINDI.</p> <p>C'est l'un des plus importants sites des massacres perpétrés en Territoire de MWENGA par l'armée Patriotique Rwandaise (APR) du 23 au 24 août 1998.</p> <p>Il est à noter que depuis l'assassinat du MWAMI Na LWINDI MUBEZA II François en août 1998 par les militaires Rwandais de l'APR, il règne un régime de confusion de pouvoir avec risque d'une guerre tribale/ou ethnique entre membres des communautés vivants à KASIKA.</p>

2.5. MOBILISATION SOCIALE

Pour ce qui est de la mobilisation sociale, nous avons multiplié beaucoup de contacts auprès des autorités politico-administratives et autres personnes influentes du territoire dont les chefs coutumiers, notables et responsables des certaines organisations confessionnelles et autres tels que : les curés des Paroisses et les pasteurs....tout en sollicitant leur implication.

Notons également que, la station de la radio de l'ONGD-APIDE de Kamituga nous a beaucoup facilité cette tâche à travers différentes émissions et autres communiqués officiels diffusés.

2.6. LIMITATION DE LA COLLECTE DES DONNEES

Dans sa démarche méthodologique, l'équipe était limitée à collecter essentiellement les données qualitatives.

Quant aux données quantitatives, la charge était confiée à une autre équipe dont l'enquêteur qui nous accompagnait pendant tous les temps de nos consultations. Lors de ces dernières, nous avons essentiellement utilisé pour la collecte des données, la méthode accélérée de recherche Participative (MARP).

Cependant, dans notre démarche méthodologique, nous nous sommes butés à un certain nombre des difficultés.

2.7. CONCLUSION PARTIELLE

Nombreuses sont les limites que la réalisation de ce travail a rencontrées lors des collectes des données.

On peut citer :

- Difficulté d'accéder à certaines données car toute la documentation a été brûlée et déchirée par les militaires Rwandais en période d'occupation entre 1996-2002 ;
- La plupart des responsables des services étatiques ne disposent pas des rapports annuels fiables ;
- Le refus des certains responsables de services de mettre à notre disposition des données nécessaires ;
- Le temps court de consultation car, il fallait sillonner tout le territoire, mener en même temps les consultations et chercher les données ;
- Les difficultés d'ordre organisationnel :
 - L'enveloppe financière mise à la disposition de l'équipe, insuffisante compte tenu du volume de travail et de son importance non seulement pour le territoire de Mwenga, mais pour toute la province du Sud-Kivu en particulier et le pays en général.
 - Les improvisations et la mauvaise gestion de temps quant à ce qui est de l'envoi des moyens nécessaires relatifs à l'organisation de l'atelier territorial aux dates prévues.
 - Difficulté d'ordre managérial au sein de l'institution SERACOB car, il y a plusieurs centres de prise de décision.
 - L'inexistence des services informatiques bien organisés dans le territoire pouvant nous permettre de produire le rapport présentable ;

- Difficultés d'atteindre certains villages du Territoire où les problèmes de pauvreté se pose avec gravité à cause de la présence massive d'un nombre impressionnant des militaires Rwandais Interhamwe et autres bandes armées incontrôlées semant ainsi l'insécurité.

CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN ETRE

3.1. DEFINITIONS ET CONCEPTS.

3.1.1. CONSIDERATIONS GENERALES

Nous référant au professeur KALONJI NTALAGA (juin 2004), la pauvreté est perçue comme un état de gêne qui se traduit par la non satisfaction des besoins élémentaires d'un individu ou d'une population (groupe d'individus) pour lui-même (alimentation, habitat, accès à l'eau potable, à l'habillement, aux soins de santé, à l'instruction et aux service sociaux)

3.1.2. PAUVRETE AU NIVEAU INDIVIDUEL

Est considéré comme pauvre en territoire de Mwenga, un individu présentant les manifestations ci-après :

- Santé médiocre ;
- Tenue délabrée et / ou trouée ;
- Se promenant toujours pieds nu ;
- N'étant pas à mesure de nourrir son ménage ;
- Ne jouissant pas d'aucune considération au sein de la communauté ;
- Présentant un handicap physique grave ;
- N'ayant pas d'emploi ni d'instruction

3.1.3. PAUVRETE AU NIVEAU DU MENAGE

Est considéré comme pauvre en Territoire de Mwenga, un ménage présentant les signes suivants :

Un ménage dont la maison est construite en paille, qui n'a pas des biens meubles, dont le enfants n'étudient pas et n'accèdent pas aux soins de qualité, un ménage où

les enfants dorment sur des nattes et mangent difficilement, un ménage qui ne possède pas même un petit élevage de basse-cour, ni même un lopin de terre pour cultiver

Bref, un ménage qui a un revenu moyen par habitant très insuffisant (c-à-d moins de 1 \$ USD par semaine).

3.1.4. PAUVRETE AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE

Est considérée comme pauvre en Territoire de Mwenga, une communauté qui présente les indices ci-dessous :

- Plus de 80 % des maisons sont construites en matériaux non durables (pailles, chaumes...);
- Une communauté qui n'a pas accès à l'information et à la formation, qui est enclavée (pas des routes et autres voies de communications), où le taux d'analphabètes est élevé, où la population accède difficilement / voire même n'accède pas à une eau potable, où il y a absence ou insuffisance des infrastructures sanitaires, scolaires où il n'y a pas d'électricité, où les produits de 1^{er} nécessité font défauts, où la grande partie de la population est en chômage, où on observe un faible revenu des habitants, où il y a absence ou insuffisance des marchés agricoles organisés, où il y a absence des sites touristiques et autres lieux de récréation, où il y a absence des institutions financières notamment les coopératives, les banques, les caisses villageoises....

3.2. CAUSES DE LA PAUVRETE ET VULNERABILITE

3.2.1. SURPOPULATION ET PROBLEMES DE TERRE

Les problèmes de terres se posent avec gravité en Territoire de Mwenga.

Les terres sont occupées par les anciens dignitaires du régime de Mobutu.

Le BAMI, ensuite, occupent les grandes concessions des terres qui n'arrivent même pas à exploiter. En troisième lieu, l'Eglise catholique occupe aussi des grandes concessions qui du reste, ne sont pas jusque là exploitées. Disons aussi que vers la partie Sud de la collectivité chefferie de WAMUZIMU, les opérateurs économiques occupent également des grandes concessions des terres plus précisément à KITUTU (IWIWI).

A BURHINYI et à LUHWINDJA, les grandes concessions appartiennent aux BAMI, par contre la population vit sur des terres non arables (vers les collines).

Avec la création de la collectivité secteur d'ITOMBWE vers les années 1980, les BABEMBE qui exploitaient jadis des terres seront déplacés vers la savane. De ce qui précède, le problème de cohabitation va se poser entre les BABEMBE et les éleveurs BANYAMULENGE, car pour ces derniers, leurs terres seront occupées.

Notons enfin qu'il s'observe une forte concentration de la population dans les grands centres dont : KAMITUGA et KITUTU. D'où, la population est obligée de chercher les terres à cultiver dans les villages environnants.

3.2.2. STATUT SOCIAL ET ORIGINE

Le rôle et statut social de l'homme et de la femme se diffèrent en Territoire de MWENGA. Ceux –ci sont préalablement définis par la coutume.

L'homme est le maître absolu de tout. La femme est considérée comme un bien à cause d'un préjugé lié à son sexe (parce que la femme pisse par terre).

La femme ne peut pas prendre la parole là où il y a les hommes même si, elle a raison.

L'homme est chargé des travaux de défrichage des champs, l'abattage des arbres et la construction des maisons. Il doit prendre en charge sa famille (restreinte et élargie).

Quant à la femme, elle est considérée comme mère, et chargée des travaux de ménage et de son lit (fécondité c'est-à-dire si elle ne met pas au monde, c'est un sérieux problème ne peur de perdre son mari). Elle a ensuite à sa charge plus ou moins 80 % des travaux de champs (sarclage, labour, semis, récolte, conservation des produits...).

Par rapport à son rôle et statut social lui reconnu par la coutume, la femme en territoire de Mwenga est déconsidérée par l'homme. Elle n'est pas non plus impliquée dans la gestion de la chose publique voire même elle n'est pas associée dans la prise de décision au sein de son ménage.

3.2.3. EDUCATION

Les causes de la pauvreté et vulnérabilité du point de vu de l'éducation en sont multiples. On peut citer :

- Démotivation des enseignants due au non paiement de leurs salaires ;
- Désengagement de l'Etat dans ce secteur ;
- Insuffisance de l'outil pédagogique ;
- Destruction et pillage des écoles lors des récentes guerres dites de Libération ;
- Insuffisance des institutions d'enseignement technique et professionnel ;
- Problème d'ordre organisationnel ;
- Sous-équipement chronique des écoles ;
- Absence des Bureaux pour les services d'inspection des écoles opérant en Territoire de MWENGA...

Ci-dessous l'effectif des écoles et élèves pour l'année scolaire 2003-2004.

Tableau synoptique n° 8 sur les écoles, classes, élèves et enseignants.

	E. primaire	E secondaire
	Nombre	Nombre
Ecoles	214	53
Elèves	30.254	3.879

Classes	1.298	289
Personnel	1.512	487

Source : Rapport annuel de la sous-division de l'EPSP/KAMITUGA 2003-2004

Au regard de ce tableau, il s'observe que le nombre d'élèves diminue fortement au secondaire, cela pour la simple raison que, la plupart des jeunes, une fois terminé les études primaires, ils se déversent dans les carrés miniers en vue d'y exploiter de l'or.

Le territoire de MWENGA a une et unique institution d'enseignement supérieur dénommé Institut Facultaire des Sciences et Développement (IFSD en sigle)

Une des solutions à ce problème, que l'Etat prenne ses responsabilités en promouvant davantage ce secteur surtout le plan.

3.2.4. EMPLOI

Après la liquidation de l'ex-SOMINKI, le Territoire de MWENGA est resté sans aucune autre société. Cette situation est à l'origine de l'aggravation de la pauvreté dans ce milieu, car plus ou moins 70 % des travailleurs de l'ex- SOMINKI sont devenus de nos jours des chômeurs et / ou des sans emplois.

Les quelques agents qui travaillent au sein des services publics de l'Etat, ne sont pas à leur tour payés. A part, quelques organismes humanitaires d'intervention dont FHI, ACTED, IRC qui pour la plupart n'utilisent pas une main d'œuvre locale.

Et donc, l'absence d'emplois rémunérateurs en Territoire de MWENGA a plongé davantage la population dans une vie très misérable. Seuls les secteurs minier, artisanal et agropastoral non organisés procurent à cette population un revenu tant soit peu avec un avenir incertain.

3.2.5. REVENU ET SYSTEME DE CREDIT

REVENU

Comme énoncé ci-haut, le revenu n'existe pas, et s'il existe ; il est plus amplement insuffisant parce que l'Etat ne tient plus à ses responsabilités à l'égard des ses agents. Ensuite, on peut signaler aussi la mauvaise gestion des ressources agricoles, minières et fonds d'intérêts publics...font que le revenu puisse être très faible.

SYSTEME DE CREDIT

La population n'accède pas au crédit. La population n'a même pas la notion de crédit. Cela pourrait se justifier par l'inexistence des institutions financières (Banques, coopératives, caisses villageoises...) dans le territoire.

Les quelques coopératives qui existaient jadis, ont été systématiquement pillées lors des récentes guerres prétendues de libération et de rectification.

Etant donné que la population n'accède pas au crédit faute des structures formelles ou officielles existantes dans le milieu, elle devait plutôt développé des structures informelles telles le Likelemba ou tontine, ou encore le système de crédit rotatif entre différents membres / ou ménages afin de résoudre tant soit peu, le problème lié à la pauvreté. Malheureusement, ces genres des structures informelles n'existent pas non plus.

3.2.6. SANTE ET VIEILLESSE

- Il faut noter ici la précarité de l'état de santé de la population active pourtant constituant la main d'œuvre la plus importante pour les activités agricoles, de pêche et d'élevage ;
- L'inaccessibilité à l'eau potable ne fait qu'aggraver la situation de cette population souvent victime des maladies hydriques dans certains villages où

tous les puits ne sont pas encore aménagés, on peut citer par exemple à MWENGA centre, à MUNGOMBE et à KITUTU ;

- Le paludisme qui est une des causes principales de décès des enfants et des vieillards suite au mauvais traitement ;
- L'absence des structures d'encadrement des vieillards dans tout le territoire. Ces derniers vivant dans les familles très pauvres ;
- Des accouchements non assistés (plus ou moins 75 à 80 %) sont à l'origine d'une forte mortalité maternelle ;
- Insuffisance d'infrastructures sanitaires bien équipées en matériels, produits et en personnel soignant...

3.2.7. SANTE EN MATIERE DE REPRODUCTION ET SANTE MATERNELLE

Compte tenu de l'insuffisance et par fois de l'absence des structures sanitaires et des personnels soignants compétents, les accouchements non assistés dont le pourcentage est estimé à plus ou moins 75 %, sont à la base d'une forte mortalité. Cette dernière est observée également parmi les groupes pauvres et vulnérables dont les femmes en âge de procréer car, elles sont souvent victimes des opérations césariennes. Les travaux lourds que font les femmes sont à la base des avortements à répétition qu'elles arrivent à subir.

3.2.8. ATTITUDES ET COMPORTEMENTS

On peut retenir quelques attitudes et comportements de la majorité de la population :

- Très sceptique à l'innovation ou au changement surtout si elle (il) provient de l'extérieur (en dehors du territoire) ;
- Pas d'esprit d'initiative ou de créativité ;
- La population ne prend pas le goût du risque pour contourner un obstacle. Mais plutôt, devant celui-ci, elle préfère fuir en laissant la responsabilité / ou la tâche à l'autre ;
- Les hommes sont souvent oisifs en laissant aux femmes l'ensemble des travaux (au niveau du ménage et du champ) ;

- La population travaille difficilement en synergie. Autrement dit, le travail en vase clos est beaucoup plus privilégié ;

Nous pensons cependant qu'à travers différentes séances d'animations sensibilisations à l'endroit de cette population, celle-ci pourra arriver à adopter un comportement responsable.

3.2.9. GESTION ET ORGANISATION DU TEMPS

Bien que oisive, la population du Territoire de MWENGA a une certaine manière de gestion et d'organisation de son temps. Cependant, la grande partie du temps surtout pour les hommes, est consacrée à des travaux non productifs et / ou non rentables. On peut citer par exemple, la consommation de boisson, les jeux de dame et de la carte...Pour plus de détail, voir dans les appendices activités journalières des hommes par site.

3.2.10. MARCHES

Les marchés d'affaire battent leur record en Territoire de MWENGA.

Ce dernier compte 31 marchés et 13 centres commerciaux. Cependant, ils sont très mal organisés et confrontés à des problèmes ci-dessous :

- la surenchère des prix des produits de 1^e nécessité ;
- non écoulement des produits manufacturés suite au revenu très bas de la population ;
- surtaxation des produits et rançonnement par les agents de l'ordre et des services publics de l'Etat, avec comme conséquence :la flambée des prix ;
- l'impraticabilité des routes de dessertes agricoles causant ainsi le problème d'évacuation / voire d'écoulement des certains produits vers les grands marchés ;
- la gestion et le contrôle des certains marchés dans les coins du territoire (à NGANDO et à KITAMBA) sont entre les mains des bandes armées incontrôlées dont les Interahamwe F.D.L.R ;

- la plupart des marchés (plus ou moins 99 %) sont en état de délabrement / voire d'abandon total. Quelques mesures d'urgence seraient nécessaires.

3.2.11. MALADIES DE LA RECOLTE

Les maladies de la récolte sont omniprésentes. Les insectes ravageurs menacent les plantes à partir des champs jusqu'au lieu de conservation (le charançon par exemple pour le haricot, et le KIBOLA pour le manioc). Pour ce dernier, le phénomène KIBOLA fait qu'une partie de champs soit ravagée. Pour ce faire, faute des produits phytoparasitaires et des entomologues dans le territoire, le pauvre paysan de MWENGA a dû développer un autre mécanisme en vu de faire face à ce problème.

Ce mécanisme est celui de renouveler les champs à chaque saison de culture.

3.2.12. VIH/SIDA, PALUDISME ET AUTRES MALADIES

Avec la présence massive des troupes armées étrangères dont les Interahamwe F.D.L.R et autres bandes armées incontrôlées dans le milieu commettant des exactions de tout genre, constatant ensuite, l'absence total d'un centre de dépistage du VIH/SIDA. Les populations consultées ont affirmé sans peur d'être contredit, que le territoire de MWENGA a un taux élevé des maladies dues au VIH/SIDA et autres infections sexuellement transmissibles.

Le paludisme est l'une des principales maladies qui sème également la désolation et enregistre beaucoup de morts surtout pour la tranche d'âge des enfants et des vieillards, à cause du mauvais traitement. Quant aux autres maladies, on peut citer les maladies diarrhéiques dues surtout à l'usage abusif d'une eau non potable.

3.2.13. ABUS DE DROGUE

Très fréquent en Territoire de MWENGA tant du côté des jeunes que des vieillards. Connaissant qu'il est le maître absolu et que la femme n'a aucun pouvoir sur lui, cela conformément aux règles de la coutume ; l'homme peut à la longueur de la journée entrer de prendre de la boisson sans se gêner du sort de son foyer. La

femme n'a pas droit de demander quoique ce soit au sujet de l'utilisation de fonds de son mari. Elle n'a qu'à se contenter de ce qui lui sera donné s'il y aura.

Cette manière de se comporter des hommes accentue davantage l'état de la pauvreté au sein de leurs ménages.

3.2.14. GUERRES ET CATASTROPHES NATURELLES

On peut enregistrer :

- forte concentration de la population dans les grands centres et chef-lieu (notamment à Mwenga Centre, Kamituga, Kitutu...) provenant de Ngando, Kitamba..., fuyant ainsi l'insécurité causée par les bandes armées incontrôlées ;
- recrudescence de la violence essentiellement à Ngando et à Kitamba où résident les troupes armées étrangères interhamwe FDLR.
- accroissement du taux d'abandon scolaire des filles surtout au niveau du secondaire variant entre 10 à 15 % par année scolaire dû au mariage précoce ;
- arrestation arbitraire et amende illégale ;
- pillage des écoles et autres structures sanitaires ;
- destruction de toutes les infrastructures existantes (bâtiments administratifs, églises.....)
- renforcement du système « contribution des parents »
- recrudescence des MST et du VIH/SIDA
- prostitution à grande échelle tant du côté des jeunes filles que des femmes mariées à cause de la baisse du niveau de vie ;
 - pillage à répétition de bétail et élevage de basse-cour et autres biens par les militaires Rwandais et autres bandes armées.
 - Non assistance aux personnes /femmes frappées par différentes catastrophes naturelles et autres méfaits des guerres...

3.2.15. ENCLAVEMENT

L'enclavement est une des principales causes de pauvreté et vulnérabilité de la population du Territoire de MWENGA. L'impraticabilité de la route nationale II et des

routes de dessertes agricoles qui ne permettent pas l'approvisionnement régulier en produit manufacturés vers les grands centres, mais aussi l'écoulement des produits agricoles et de pêche de l'intérieur vers les grands centres de Lagos reste un véritable goulot d'étranglement pour ce territoire.

Actuellement l'unique voie de désenclavement du territoire de MWENGA en produits manufacturés et autres, est la voie aérienne avec toutes les conséquences y afférentes sur le prix en charge de la population.

3.2.16. POIDS DES CERTAINS US ET COUTUMES

La coutume dans le Territoire de MWENGA joue un rôle très important parce que les BAMIS sont consultés dans presque tous les problèmes de la vie sociale. Ces derniers décident sur la vie des populations. Certaines US ne sont pas toute fois bonnes pour ce qui est des actions du développement, étant donné que les sanctions prévues par ces dernières se limitent au niveau du pourboire, au lieu d'encourager les actions du développement.

La plupart des BAMIS ne se font pas entourer des hommes dynamiques des/ ou technocrates pouvant leur aider à initier des actions de développement durable en vue de combattre la misère.

Prenons par exemple le cas des certains adages : « Mwana wa Mulega indimwege ; washigabutuga walubula mwebo... » qui veut dire « un enfant Lega doit être malain, ensuite , il faut laisser la richesse mais l'essentiel c'est de sauver sa vie ». En un mot, devant un obstacle, un Mulega doit fuir.

Avec des tels adages, on ne peut rien faire car on ne peut pas s'aventurier de prendre les risques. Terminons en disant que le fondement de la coutume Lega c'est le BWALI ou l'initiation à la vie. Or, BWALI signifie « nduma », « Kishila » qui veut dire, la haine, la jalousie, la destruction.

3.3. TENDANCE DE LA PAUVRETE

Depuis la liquidation de l'ex-société minière du KIVU (SOMINKI), l'unique société qui encadrait plus ou moins 80 % de la population en matière d'emploi, la tendance de la pauvreté s'est accrue.

La situation s'est empirée davantage surtout avec les récentes guerres à répétition dans cette partie de la province du SUD-KIVU qui est le territoire de MWENGA paralysant ainsi tous les secteurs de la vie des habitants.

3.4. BIEN-ETRE

L'idéal pour un être humain c'est de vivre, bien vivre ou mieux vivre. Malheureusement la population du territoire de MWENGA suite au manque d'emplois rémunérateurs, à l'inaccessibilité aux soins de santé de qualité, à l'eau potable, à l'électricité et autres infrastructures de base... le bien être pour elle est perçue comme un rêve.

3.5. DIMENSION GENRE DANS LA PAUVRETE

3.5.1. STATUT SOCIAL

Dans la coutume Lega, la femme compte tenu de son statut social de femme, n'a ou ne peut pas prendre la parole devant les hommes n'importe comment. L'homme est considéré comme étant le maître absolu. La dernière décision lui revient. Bref le statut social de l'homme et de la femme a été préalablement établi par la société (coutume). Cette manière de voir les choses influe négativement sur la pauvreté à Mwenga.

3.5.2. ACTIVITES JOURNALIERES

Ci-dessous les activités de l'homme et de la femme :

Tableau n° 9 : Activités journalières de la femme

Temps	Ce que les femmes font
06h ⁰⁰	<ul style="list-style-type: none"> - Réveil - Entretien de la maison et parcelle - Préparer la nourriture - Puiser de l'eau à la source
7h45'	Repas Matinal
8h30'	Se présenter au champs
16h ⁰⁰	Arrêt des activités dans le champ Retour à la maison
17h45'	<ul style="list-style-type: none"> - Se laver - Préparer la nourriture - Repas
20h-21h	Coucher

Tableau n° 10 : Activités journalières de l'homme

Temps	Activités
5h30-6h ⁰⁰	Réveil
6h-7h	Entretien dans la ferme (élevage)
7h45'	<ul style="list-style-type: none"> - Repas matinal - Préparer les outils de travail
8h30'	Se présenter aux champs
15h	Visiter les étangs piscicoles et entretien
17h	Certains vont à l'Eglise et d'autres préfèrent aller prendre la boisson Se laver Repas
20h-22h	Coucher

Commentaire :

Au regard de ces deux tableaux relatifs aux activités quotidiennes des hommes et des femmes, il s'observe que les femmes travaillent beaucoup plus que les hommes

car, à partir de 15h-17h-22h, la plupart des hommes sont dans les débits de boisson alors que leurs femmes se débrouillent ça et là pour trouver de quoi mettre sous la dent, or c'est une tâche qui devait être faite entre l'homme et la femme.

3.5.3. AIDES DE LA FAMILLE

La plupart des familles contribuent à la pauvreté des jeunes filles, car la dimension genre n'est pas scrupuleusement respectée au sein de ces familles. Pour preuve, toutes les tâches ou travaux de ménage sont laissés aux jeunes filles par contre leurs frères sont soit à l'école, soit entrer de se divertir.

3.5.4. SECTEURS SOCIAUX

SANTE :

Dans ce secteur, il y a absence totale d'une femme docteur sur toute l'étendue du territoire. Le nombre du personnel soignant femme représente moins de 10 % sur l'ensemble du territoire. Cela entraîne comme conséquence : pas d'accès à la participation de la gestion, au contrôle et à la prise de décision au sein des institutions sanitaires à pieds d'œuvre.

EDUCATION

Il s'observe également dans ce secteur l'absence quasi-totale des enseignants femme. Soulignons toute fois que le taux élevé des mariages précoces est à la base de l'analphabétisation de la plupart des femmes en territoire de MWENGA.

EAUX / ASSAINISSEMENT

En matière d'eau et assainissement, cette tâche est uniquement réservée à la femme. Parfois les hommes s'associent à elle pour ce qui est des travaux de construction (cuisine, étalage, toilette....) Cette manière de faire influe négativement sur la pauvreté car toutes les tâches sont laissées à la femme.

LOGEMENT

L'homme est pris comme le maître du logis selon les attributions qui lui sont données par la coutume. Lors de la prise des décisions il associe rarement sa femme. Cette façon de faire rend davantage la femme pauvre au sein de son ménage car, elle n'a aucune autonomie sur la gestion de fonds sans l'accord de son mari.

3.5.5. SECTEURS ECONOMIQUES

AGRICULTURE

Presque à 80 % des travaux agricoles sont occupés par des femmes, dans ce secteur les hommes ne sont pas nombreux. En bref nous pouvons dire que ce sont les femmes qui détiennent l'agriculture dans le territoire de MWENGA. Mais la gestion de récolte revient à l'homme. Ceci explique la faible production agricole et partant l'accroissement de la pauvreté.

PECHE

Les hommes et les femmes sont propriétaires des étangs piscicoles, tandis que la commercialisation des produits piscicoles revient aux femmes.

INDUSTRIE

Le territoire de MWENGA ne dispose d'aucune industrie à pied d'œuvre actuellement à part celles qui jadis existaient : de la SOMINKI, RIZIERIE, HUILERIE....

COMMERCE

On trouve beaucoup de femmes dans ce secteur qui font de petit commerce. Par contre, les boutiques et petits magasins sont gérés par les hommes.

SERVICE ARTISANAL

Il est rare et difficile de trouver une femme dans ce secteur minier, tous les orpailleurs et miniers qui travaillent dans des carrières ce sont des hommes. Même au niveau de commerce de l'or on n'y trouve pas de femme. Néanmoins, il y a une catégorie des femmes communément appelées « Maman twangeze » au niveau de Kamituga qui, à la longueur de la journée se mettent au service des orpailleurs /ou miniers en les aidant à quelques travaux dans l'espoir de trouver un peu d'argent estimé à plus au moins 1 \$ par jour, par personne et par service.

3.5.6. SECTEUR DE L'EMPLOI

PUBLIC, PRIVE, INFORMEL

Depuis que l'Etat a démissionné de ses fonctions il est difficile de dire qu'il y a emploi dans le territoire de MWENGA, bref il y a absence d'emplois. Dans les ONG qui oeuvrent dans le territoire de MWENGA le nombre de femmes employeuses est inexistant.

3.5.7. SPHERES DE PRISE DE DECISION

MENAGE :

La sphère de prise de décision dans le ménage revient à 100 % à l'homme. Toute fois, la femme peut gérer le ménage à l'absence de l'homme, mais pour toute décision, elle doit se référer à son mari ou à ses frères (du mari).

VILLAGE :

Les villages sont gérés par les notables (BAMI). Selon la coutume lega la femme ne peut jamais devenir un MWAMI. Et donc, c'est au niveau de ces notables que toutes les décisions se prennent coutumièrement. Administrativement, c'est auprès de l'autorité politico-administrative en place.

3.5.8. MIGRATION

Le mouvement migratoire observé dans le territoire de MWENGA du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest, on enregistre un nombre important des femmes.

Ces dernières sont de temps en temps obligées de quitter les villages au village où s'organise un marché des produits (soit agricoles, ou de première nécessité et autres), pour ensuite rentrer chez elles le même jour avec tous les risques y afférant encourus de route.

Il faut noter également que, dans les grands centres commerciaux (à KAMITUGA et KITUTU par exemple), faute d'espace culturel spacieux, les mamans sont obligées d'aller dans les villages environnant (vers le petit séminaire de Mungombe, chez NGABWA....) voir si elles peuvent trouver de l'espace pour cultiver. Sur ce, elle est obligée chaque jour de faire un aller et retour.

3.6. INDICATEURS DE PAUVRETE

- Absence quasi inexistant d'emplois rémunérateurs : hormis ceux (emplois) des quelques organisations dont l'IRC, le FHI, l'ACTED, APIDE, REGIDESO et quelque fois les services sanitaires (hôpital général et centres de santé privés), enfin PIL... , le reste d'emplois sont non rémunérés, à titre d'exemple les services publics de l'Etat.
- Malnutrition sévère : dans certains sites visites visités tels que Mungombe, Kibe..., 1 enfant sur 6 (1/6) est malnutri.
- Mauvais état de santé de la population : une personne sur trois (1/3) présente un mauvais état de santé surtout dans les coins les plus touchés ; on peut citer : Mungombe, Mwenga centre, Kasika....
- Faible alimentation en qualité et en quantité : avec une moyenne d'un repas par jour dans les ménages les moins ou très pauvres
- Incapacité d'assurer la scolarisation des enfants : 1 enfant sur 3 (1/3) étudie au sein d'un ménage. Cependant, dans les ménages très pauvres tous les enfants n'étudient pas faute des moyens.

- Taux élevé d'analphabètes : plus ou moins 50 % de la population est analphabète. Ce taux est observé surtout chez les femmes et jeunes filles.
- Difficulté d'accès à une eau potable : avec une moyenne d'une source d'eau non aménagée et à des longues distances pour un quartier ou village regroupant 300 à 500 habitants.
- Insuffisance des marchés organisés
- Rareté des produits de 1^{ère} nécessité dans les marchés ;
- Impraticabilité /voir l'inexistence des voies et moyens de communication :
- Voies de communication : ± 358 routes de dessertes agricoles en mauvais état et impraticables pour l'ensemble du territoire (voir en annexe tableau y relatif). Ensuite la route nationale II (RN2) Bukavu Mwenga Kalole reste impraticable.
- Moyens de communication : l'inexistence des services d'Internet, de fax...
- Insuffisance/voir absence des structures sanitaires de qualités et scolaire : sur deux (2) hôpitaux Généraux de référence et 59 centres de santé dont 18 pour l'Etat et 41 pour les privés que comptait le territoire de Mwenga jadis, presque toutes ces structures sanitaires n'existent plus à part l'hôpital général de référence de l'Etat au chef –lieu du territoire et l'hôpital de l'ex-SOMINKI à Kamituga et quelques autres centres de santé qui du reste sont en mauvais état et n'arrivent pas à offrir des services / soins de qualité faute d'équipement et du personnel soignant compétents.
- Absence des sites touristiques et autres sites récréatifs : l'unique site récréatif de l'ex-SOMINKI qui était opérationnel à Kamituga, n'existe plus.
- Absence / voir insuffisance de l'énergie électrique : actuellement, à part la cité minière de Kamituga, le reste du territoire n'est pas électrifié.
- Recrudescence des maladies sexuellement transmissibles et le VIH /SIDA (plus de 50 %).
- L'ensemble des maisons construites en matériaux non durables (paille, chaume, brique à d'aube non cuite..... plus ou moins 70 % des maisons).
- Mentalité rétrograde de la population ;
- Scepticisme de la population face à toute innovation. Autrement dit, résistance de la population au changement ;
- Tendance à vouloir garder le statu-quo / ou l'état permanent de chose....

3.7. PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE ET INQUIETUDES

3.7.1. SITE 1 : KAMITUGA

Problèmes

- Enclavement à plus ou moins 80 % de la communauté ;
- Mauvais état des routes tant d'intérêt nationale que des dessertes agricoles ;
- Manque d'emplois rémunérateurs et impaiement des salaires des agents ;
- Insuffisance d'infrastructures sanitaires et scolaires de qualité ;
- Baisse du pouvoir d'achat de la population ;
- Fuite des travaux champêtres au profit de l'exploitation artisanale de l'or ;
- Non organisation des activités du secteur informel.

Inquiétudes ou craintes

- Tracasserie militaire et présence massive des bandes armées étrangères incontrôlées dont les Interahamwe- FDLR.
- Risque d'une nouvelle guerre entre les FARDC et les FDLR ;
- Insécurité ;
- Désengagement de l'Etat congolais même dans ces fonctions les plus élémentaires...

Tableau n° 11 : Véritables causes liées au délabrement très avancé des Infrastructures routières.

	G1	G2	G3	Total	classement
Désengagement de l'Etat	6	5	6	17	A
Guerres et leurs conséquences	1	1	1	3	F
Mauvaise gouvernance	5	6	5	16	B
Absence de service des voiries et de cantonnage manuels	4	4	4	12	C
Paresse de la population	2	3	3	8	D
Suprématie de la loi minière sur la loi foncière.	3	2	2	7	E

3.7.2. SITE 2 : KITUTU

Problèmes

- Mauvais état des routes ;
- Délabrement des infrastructures scolaires et sanitaires ;
- Manque d'emplois rémunérateurs ;
- Insécurité des personnes et de leurs biens ;
- Absence d'institutions financières...

Inquiétudes au craintes

- Tracasseries militaires et policières ;
- Risque d'un éventuel affrontement entre les bandes armées (F.D.L.R et combattants Mayi mayi) à cause de leadership ;
- Non implication de l'Etat dans la réhabilitation des infrastructures de base....

Tableau n° 12 : Véritables causes de la pauvreté à Kitutu

	G1	G2	G3	Total	classement
Désengagement de l'Etat et autres partenaires	6	4	6	16	B
Faible pouvoir d'achat de la population	3	3	4	10	E
Guerres et leurs conséquences	7	7	7	21	A
Délabrement avancé des infrastructures routières	5	5	5	15	C
Abandon des travaux de champs au profit de l'or	2	1	3	6	F
Rareté d'espace cultivable	1	2	1	4	G
Absence d'un système de crédit accordé	4	6	2	12	D

3.7.3. SITE 3 : MUNGOMBE

Problèmes

- Mauvais état des routes ;
- Absence des salaires et d'emplois rémunérateurs ;
- Absence des institutions financières ;
- Pas d'approvisionnement en électricité ;
- Pas d'accès à une eau potable ;
- Démolition du petit séminaire de Mungombe par les militaires Rwandais de l'A.P.R et des ougandais ;
- Désengagement de l'Etat ;

Inquiétudes

- Insécurité et risque d'une nouvelle guerre entre les différentes bandes armées ;
- Non réhabilitation des infrastructures de base ;
- Présence massive des Rwandais Interahamwe FDLR ;

Tableau n° 13 : Véritables causes liées à la déperdition scolaire

	G1	G2	G3	Total	Classement
Guerres et leurs conséquences	5	6	6	17	A
Désengagement de l'Etat et autres partenaires	6	5	4	15	B
Faible pouvoir d'achat de la population	4	3	5	12	C
Sous-qualification des enseignants	3	4	1	8	D
Absence de système de maintenance d'infrastructure	2	1	2	5	F
Contribution de parents	1	2	3	6	E

3.7.4. SITE 4 : MWENGA CENTRE

Problèmes

- Enclavement de la communauté ;
- Mauvais état des routes ;
- Pillage et destruction des infrastructures de base par les bandes armées Rwandaises ;
- Non approvisionnement en électricité et en eau potable ;
- Absence de système de micro-crédit ;
- Insuffisance des Médecins qualifiés ;
- Absence des produits phytosanitaires pour l'agriculture et l'élevage....

Inquiétudes ou craintes

- Tracasseries militaires et insécurité ;
- Non assistance aux agriculteurs, éleveurs, pisciculteurs, femmes violées et déplacés de guerres ;
- Viol et tueries perpétrées par les bandes armées Rwandaises...

Tableau n° 14 : Véritables causes liées à la faible production agropastorale

	G1	G2	G3	Total	Classement
Guerres et leurs conséquences	6	6	6	18	A
Délabrement avancé des routes	4	5	5	14	B
Désengagement de l'Etat et autres partenaires	5	4	3	12	C
Absence des semences et autres produits de qualité	2	1	2	5	F
Rareté d'espace cultural	1	3	4	8	D
Abandon de ce secteur au profit du secteur minier	3	2	1	6	E

3.7.5. SITE 5 : KASIKA

Problèmes

- Guerre et pillage ;
- Pas d'approvisionnement en eau potable ;
- Insuffisance d'écoles et des centres de santé ;
- Enclavement de la communauté ;
- Insuffisance des activités agropastorales ;
- Conflit de pouvoir coutumier...

Inquiétudes ou craintes

- Désengagement de l'Etat ;
- Les agriculteurs et autres ne sont pas assistés ;
- Non prise en charge des victimes, rescapée, veuve, veuve, orpheline des massacres du 23 au 24 août 1998 ;
- Risque d'une éventuelle reprise de guerre ethnique suite au conflit du pouvoir coutumier ;

Tableau n°15 : Véritables causes liées au conflit de pouvoir et haine tribale

	G1	G2	G3	Total	Classement
Guerres et leurs conséquences	6	6	6	18	A
Règlement des comptes	1	1	1	3	F
Conflits fonciers non réglés	2	3	2	7	E
Mort inopinée du Mwami François MUBEZA II	5	5	5	15	B
Impréparation du successeur du feu Mwami François MUBEZA II	4	2	3	9	D
Non implication de l'Etat congolais dans ce conflit.	3	4	4	11	C

3.8. CONCLUSION PARTIELLE

A la lumière de ce qui précède, nous avons essayé de relever les véritables causes de la pauvreté et vulnérabilité en y relevant pour chaque site, les problèmes et les inquiétudes. Un constat général se dégage malheureusement pour ce qui est de différents problèmes et inquiétudes soulevés dans les sites. Il ressort de ce constat que l'Etat congolais s'est désengagé même dans ses fonctions les plus élémentaires, ensuite la présence massive des bandes armées incontrôlées continue à semer la désolation dans le territoire de MWENGA.

Une action urgente doit être prise par le gouvernement (Etat) en vue de rétablir véritablement l'autorité de l'Etat dans cette partie de la province du Sud-Kivu.

CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCES

4.0. INTRODUCTION

Dans ce chapitre, nous allons analyser les différents moyens de subsistance de la population du Territoire de MWENGA d'une manière succincte.

4.1. ORIGINE HISTORIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE

Comme il est signalé dans la rubrique ci-dessous relative à l'appartenance ethnique sur le site géographique du territoire de Mwenga, ce dernier est habité par différentes tribus /ethnies. Cependant, l'ethnie lega est majoritaire. Peuple bantou forestier, le Mulega tire son origine de la migration vers le Nord du pays (RDC) en passant le long du fleuve congo.

Avec le croisement des peuples pygmées de la forêt équatoriale, le Mulega s'installait à Shabunda, Kindu..., s'émigrait encore progressivement vers le Nord-Sud en suivant les rivières Elila et Ulindi. Faisant une fois de plus le croisement avec d'autres peuples (les Shi, les Bembe, les Nyindu...), il constitue les clans des Batumba, Bashimwenda et le reste des clans des collectivités chefferies de Basile et de Wamuzimu.

Jadis, le Mulega vivait de la chasse, la cueillette, la pêche, la pisciculture, l'agriculture et l'élevage.

Les échanges se pratiquaient sous forme de troc. Cependant, avec le modernisme ou l'évolution et surtout la présence des bandes et troupes armées incontrôlées disséminées dans les forêts, le Mulega commence à abandonner les pratiques de la chasse et de la cueillette.

Pour ce peuple, le culte de mariage se faisait par des cérémonies de bénédiction familiales (Buya) qui étaient suivies de « Mwembu » et enfin « Alonjo » quand les nouveaux mariés mettaient au monde le 1^e et 2^e enfant. Ce peuple pratiquait la

religion traditionnelle communément appelée « KIMBILIKITI » pour les hommes, et « IYANO » qui veut dire « éducation » pour les femmes adultes et les jeunes en âge de maturité. Pour ce faire, on appliquait comme sanction aux malfaiteurs ou déviant de la société « le Muzombo ou Abi... » qui veut dire tabou ou interdit.

4.1.1. APPARTENANCE ETHNIQUE SUR LE SITE GEOGRAPHIQUE

Le territoire de MWENGA est principalement habité par les ethnies suivantes :

- Les lega : ethnie majoritaire. Ils peuplent les collectivités des WAMUZIMU et de BASILE ;
- Les Nyindu : habitent la collectivité chefferie de Lwindi et dans la collectivité secteur d'Itombwe ;
- Les Shi : peuplent pasteurs, résident dans les collectivités chefferies de Burhinyi et de Luhwindja ;
- Les Bembe : forment la majorité de la population de la collectivité secteur d'Itombwe ;
- Les Fulero vivent en minorité dans la collectivité secteur d'Itombwe
- Les Banyamulenge : immigrés de la souche Tutsi vivant dans la collectivité secteur d'Itombwe.

4.1.2. CALENDRIER SAISONNIER

Dans l'ensemble, le territoire de MWENGA présente trois principales saisons :

- La saison A, ou saison de forte pluie qui va de mi-septembre à décembre. Elle constitue la période de forte production agricole ;
- La saison B, qui va de janvier à mai. C'est la période de production moyenne ;
- La saison C ou saison intermédiaire. C'est la période de saison sèche qui va de mai à août, et où on observe une faible production agricole. Ci-dessous le calendrier agricole du territoire de MWENGA.

Tableau n°16 : Calendrier agricole du territoire de MWENGASource : Inspection de l'agriculture du Territoire de MWENGAMWENGA Nord : Basile, Lwindi, Luhwindja, Burhinyi

Cultures	Jan	Fe	Mr	Av	Ma	Jn	Jt	At	Sp	Ot	Nv	Dc
Maïs MS	A	Se	En	En P	Re De	Re A	Re IL	Cm SL	Cm En	Cm En	P Re	De Cm
Haricots HC	Cm A/L	Cm Se	Cm En	P En	P Re	A Cm	Se Cm	Se Cm	En	Re	Re	Cm
Patate Douce Bananier	T	O	U	T	E	L'	A	N	N	E	E	
Manioc MC	T	O	U	T	E	L'	A	N	N	E	E	
Arachide A	IL	Se	En	En	-	Re	Re	Cm	Cm	Cm	Cm	De A
Riz RZ	Re	Re	Cm	Cm	P	De/ A	A	I	Se	-	En	En
Maraich Soja	T	O	U	T	E	L'	A	N	N	E	E	

MWENGA SUD: Wamuzimu

Cultures	Jan	Fe	Mr	Av	Ma	Jn	Jt	At	Sp	Ot	Nv	Dc
Maïs												
Haricots												
Arachide	De	Se	En	En P	De	A Re	A Re	I Se	En	En	Re P	Re DE
Riz	Re	Re	-	P	De	De/A	A	I	Se	-	En	En
Bananier	T	O	U	T	E	L'	A	N	N	E	E	
Haricot	T	O	U	T	E	L'	A	N	N	E	E	
sajo	T	O	U	T	E	L'	A	N	N	E	E	

NB: LE LABOUR EST DERISOIRE

Légende :

P : Préparation de terrain et délimitation de terrain

De : Défrichage

A : Abattage des arbres

Se : Semis

Hc : Haricots

Mc : Manioc

I : Incinération

En : Entretien

Re : Récolte

Bn : Bananier

Pd : Patate douce

Ma : Culture maraîchère

Sj : Soja

Rz : Riz, paddy

L : Labour

Cm: Commercialisation de produits

4.1.3. INVESTISSEMENTS DANS L'EDUCATION

Dans ce secteur de l'éducation, nous devons signaler jadis la construction et la subvention des écoles de renommée nationale par l'Etat congolais à travers l'Eglise catholique :

- le petit séminaire de MULAMBULA à Mungombe;
- l'institut TANGILA de KAMITUGA,
- le Lycée Yano de Kamituga.

Pour ce qui est des missionnaires protestants, nous citons l'institut théologique de Kakwende à Burhinyi, mais aussi les Eglises de Kalambi et de Nyamibungu.

Il est à noter que, le territoire de MWENGA figure parmi les cinq premiers de la Province qui dispose des effectifs élevés des écoles primaires et secondaires dans la Province du Sud-Kivu, bien que leur état est en délabrement très avancé voire même abandonner par les acteurs politiques

La tribu Lega est la seconde dans la Province du Sud-Kivu pour ce qui est de l'effectif des intellectuels après les Shi.

4.2. SOURCES MAJEURES DE REVENU

Le faible revenu de la population est un des problèmes majeurs des habitants du Territoire de MWENGA. Toutes les sources qui seront citées ne procurent qu'un revenu faible.

4.2.1. L'AGRICULTURE DE SUBSISTANCE

Elle est dite aussi d'autoconsommation. C'est la première source des revenus de la majorité mais d'une manière générale le revenu de la population et la production reste faible à cause :

- de dégénérescence des certaines espèces ;
- la baisse de la fertilité du sol à Kamituga par exemple ;
- les espaces culturaux occupés par les cultures pérennes et par certains barons /dignitaires ne sont pas exploités par ces derniers ;
- l'abandon des travaux agricoles par un grand nombre d'hommes valides ;
- l'utilisation des techniques culturales et pastorales non appropriées (rudimentaires) ;
- le manque des semences, d'outils aratoires et des géniteurs de qualité ;
- maladies des plantes, des animaux et des poissons ;
- insécurité due à la présence massive des bandes armées incontrôlées dont les Interahamwe.

Il est à noter que l'agriculture est pratiquée vers le Nord du Territoire par la majorité de la population, mais les résultats et les revenus sont faibles suite aux causes ci-haut citées.

Vers le centre du Territoire (Kamituga et ses environs), elle est pratiquée par les adultes avancés en âge et une minorité des jeunes qui représente plus ou moins 10 %, pendant que la majorité des jeunes s'intéressent à l'exploitation artisanale des matières précieuses (or, coltan, cassitérite). Le même constat s'observe vers le Sud du Territoire (KITUTU) où après la guerre de l'AFDL de 1996, la majorité des jeunes (plus ou moins 60 %) ont abandonné le secteur agricole au profit de l'exploitation minière suite à la destruction des installations de la SOMINKI à Lugushwa.

En clair, le Territoire de MWENGA jouit de quatre climats et regorge les meilleurs sols. Il faut seulement moderniser l'agriculture et l'adapter au marché actuel tout en organisant ces agriculteurs dans des coopératives.

4.2.2. L'ELEVAGE

Avant la guerre de 1996, le Territoire de MWENGA se suffisait dans le domaine de l'Élevage des gros et petits bétails, et cela dans sa partie Sud du Territoire (Basile, Lwindi, Wamuzimu plus de 600 têtes de bovins).

Source : inspection de l'agriculture Mwenga.

Par contre les chefferies de Luhwindja, Burhinyi et d'Itombwe vers le Nord, et Nord-Est pratiquaient déjà un élevage avancé (plus de 35.000 têtes de bovins).

Actuellement, la majorité (90 %) des bétails a été systématiquement pillé par des hommes en armes. Il est vrai qu'aujourd'hui, l'élevage pratiqué dans l'ensemble du Territoire est celui des petits bétails sauf à Itombwe où il consiste à résoudre insuffisamment les problèmes sociaux (dot, santé, scolarisation.....).

Cependant, l'élevage connaît des nombreuses difficultés de tout genre à savoir :

- manque des médicaments pour les bétails;
- manque des techniciens en élevage ;

- manque des crédits agricoles ;
- manque d'équipements et outils des encadreurs agricoles et vétérinaires en place;
- manque des géniteurs améliorés ;
- inexistence des équipements de laboratoires et dispensaires vétérinaires ;
- organisation des marchés d'écoulement inexistante ;
- pas d'amélioration des pâturages naturels et artificiels.

4.2.3. LA PECHE

Elle est pratiquée d'une façon rudimentaire et artisanale dans les grandes rivières (Elila, Ulindi, Zalya.....). Mais la production demeure cependant faible à cause des techniques rudimentaires.

Le territoire de MWENGA compte actuellement 12.000 étangs recensés mais les estimations dépassent 18.000 étangs. Seule la collectivité chefferie de Basile compte plus de 8.000 étangs piscicoles. Mais la production demeure toujours faible à cause :

- vieillissement des étangs ;
- mort des poissons suite aux infections ;
- insuffisance des alevins ;
- mauvaise alimentation des poissons ;
- inexistence des marchés d'écoulement organisés et des chambres froides pour la conservation des produits de pêche ;
- le non encadrement des éleveurs.....

Il est à noter que, les actions à mener dans ce secteur s'avèrent indispensables, car il constitue une source sûre de revenu.

4.2.4. SALAIRE ET PENSION

Le marché de l'emploi est presque inexistant dans le Territoire, car l'ex-SOMINKI qui était l'unique société a été liquidé et la confusion entretenue pour la succession cause des cauchemars à toute la population du Territoire.

Les ONGD internationales et nationales engagent quelques agents pour des durées déterminées mais importent la main d'œuvre de Bukavu.

Les agents et fonctionnaires de l'Etat qui travaillent ne sont pas payés depuis 1998 voire bien avant cela. La pension n'existe pas, car après la retraite en République Démocratique du Congo, c'est une vie de misère totale. Le taux de pension étant estimé à 800 Fc (soit plus ou moins 2 dollars américains).

4.2.5. COMMERCE

Les activités commerciales ont connu des grandes difficultés suite aux différentes guerres. Plusieurs boutiques et petits magasins furent pillés et détruits.

Le mauvais état des routes et l'insécurité ont amené plusieurs opérateurs économiques de quitter le Territoire pour la ville de Bukavu.

Les agences de voyage par avion sont venues au secours mais le coût cher de transport est à la base de faillite de bon nombre d'opérateurs économiques.

Le commerce des articles divers est très développé dans les grands centres : Kamituga, Kitutu, Mwenga centre, Kasika...

Mais le marché des produits agricoles et miniers a régressé suite à la faible production due aux guerres et leurs corollaires.

Selon le rapport annuel des services des impôts basés à Kamituga, les opérateurs économiques se répartissent de la manière suivante selon le secteur :

Tableau n° 17 : Effectif des opérateurs économiques basés à Kamituga

01	Transporteurs	16
02	Boutiquiers	69
03	Pharmaciens	40
04	Meniers	64
05	Papetiers	02

06	Restaurateurs	12
07	Propriétaires de centre de santé et dispensaire	13
08	Agences de voyage	03
09	Personnes morales	07
10	Maisons d'achats des matières précieuses	08
11	Dépôt des divers	05
12	Débit des boissons	03
13	Vendeurs des souliers usagés	15
14	Etaleurs	54
15	Ateliers de couture	04
16	Atelier de menuiserie	05
17	Salon de coiffure	09
18	Bouchers	14

Source : service des impôts kamituga

Il est à noter que plus de 80 % d'opérateurs économiques sont de non originaires. Ces derniers, n'acceptent pas de payer l'impôt et la taxe.

4.2.6. L'EMPLOI NON FORMEL

Ce secteur n'est pas développé faute d'esprit d'initiative des autochtones et de manque des capitaux. Le secteur de l'artisanat bien qu'observé dans le milieu, il n'est pas aussi développé à cause :

- l'insuffisance des artisans en nombre et en qualité ;
- l'équipement insuffisant ;
- difficulté d'accéder aux matières premières ;
- difficulté d'écouler les produits et à la non organisation des marchés ;
- l'arrêt des certaines unités de production.
- Absence de l'énergie électrique dans presque tout le territoire.

4.2.7. AFFAIRES ET PETIT COMMERCE

Les affaires et le petit commerce occupent une bonne partie de la population sans formation, ni expérience dans ce secteur.

La plupart des familles dans les grands centres vivent du petit commerce au détriment de l'agriculture. C'est surtout le petit commerce des boissons alcooliques, des vivres (fretins, poissons salés, haricots, farine de manioc, huile de palme, bananes....). Pour le reste, voire tableau n° 17 ci-haut énoncé.

4.2.8. TRANSFERTS

Le Territoire de MWENGA ne dispose d'aucune institution financière (banques ou coopératives). Les transferts des fonds et autres biens se font au niveau des agences de frets aériens, des paroisses. Il est donc nécessaire de mettre sur pied, des structures financières pour faciliter le transfert et autres transactions monétaires. Même de transfert à titre de subvention de la part de la province n'existe pas.

4.2.9. SOCIETES ET CREDITS

Le Territoire compte plus de 10 pensionnats utilisant moins de 10 % de la population. L'ex-société minière du Kivu (SOMINKI en sigle) fut liquidée, détruite, pillée au niveau de Kamituga et de Bukavu, qui était l'unique société dans tout le Territoire.

Il n'y a pas de création des nouvelles sociétés pouvant embaucher une bonne partie de la population, faute des investisseurs étrangers et au manque d'esprit d'initiative par les autochtones, mais également aux risques dus à l'incertitude du lendemain suite à l'insécurité observée dans l'Est du Pays.

Le système de crédit n'existe pas par manque des institutions financières notamment les banques et les coopératives. Les ONGD opérant dans le domaine du micro crédit ne sont plus opérationnelles en Territoire de MWENGA. Il est donc à noter que, les actions à mener dans ce secteur s'avèrent également indispensables.

4.2.10. AUTRES SOURCES

Le trafic artisanal de l'or, de coltan, de wolfram..... est une des sources de revenu pour une bonne partie de la population du Territoire précisément celle de la collectivité chefferie de Wamuzimu. Mais les creuseurs artisanaux des matières précieuses ne sont pas organisés et le marché d'écoulement n'est pas également organisé. Il faut aussi favoriser l'amélioration des sites touristiques par des visites des sites comme :

- le lac Lungwe en chefferie de Lwindi ;
- des eaux thermales des Basile, Wamuzimu, Lwindi et Itombwe ;
- de gorilles de montagne dans la forêt d'Itombwe ;
- de colline des pierres ardoises à Mboza

4.3. CONCLUSION PARTIELLE

En général, le revenu agricole, piscicole et d'élevage restent très insuffisant pourtant principale source de la population. Cette dernière ne cesse de croupir dans une misère la plus noire de l'histoire du pays en général et du Territoire de MWENGA en particulier.

L'intervention de l'Etat dans l'investissement durable en territoire de MWENGA reste une nécessité absolue.

Tableau n° 18 : sources majeures des revenus par site

S1 Kamituga	S2 kitutu	S3 Mungombe	S4 Mwenga centre	S5 Kasika
1. Agriculture et élevage 2. Petit commerce des biens de consommation et	1. Agriculture et élevage 2. Petit commerce des biens des consommations et autres produits	Agriculture et élevage	1. Agriculture et élevage et pêche (pisciculture) 2. Petit commerce des	1. Agriculture et élevage 2. Petit commerce des biens des consommations

autres produits de 1e nécessité	3. Trafic artisanal des matières précieuses vers la partie Sud de Kitutu (à Lugushwa)		biens des consommations et autres produits	et autres produits
---------------------------------	---	--	--	--------------------

Commentaire :

Au regard de ce tableau, il s'observe que l'agriculture, l'élevage, la pêche et le petit commerce des biens de consommation et autres produits, restent les principales sources de revenu pour l'ensemble des populations en territoire de Mwenga.

Toute fois, le trafic artisanal des matières précieuses notamment l'or, la cassitérite, le Wolfram... est également une des principales sources de revenu à une certaine catégorie des gens et à certains endroits.

CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

5.0. INTRODUCTION

Les services sociaux et les infrastructures ont été dans la plupart des cas détruits sur toute l'étendue du territoire de MWENGA. Non seulement que les services sociaux laissés par la colonisation avaient déjà vieillis, mais aussi étaient inexistantes dans plusieurs villages du territoire.

S'agissant des infrastructures sociales ces dernières ont été détruites par ces deux guerres dites de libération, à titre d'exemple les maisons des agents et cadres de l'ex SOMINKI, les bâtiments administratifs et maisons des agents d'Etat.

La population du territoire attend à bras ouvert le programme national de reconstruction et la réhabilitation de ces infrastructures car ce programme a commencé à Bukavu et dans ses périphéries mais reste in opérationnel dans les territoires.

5.1. EDUCATION

Dans ce domaine, l'objectif global que s'est fixé le gouvernement congolais est d'assurer l'accès des enfants des pauvres à l'éducation.

Cet objectif peut être atteint si les conditions suivantes sont réunies :

1. la sécurité de personnes et de leurs biens sont assurées ;
2. l'Etat congolais prenait en charge les enseignants ;
3. la construction et la réhabilitation des écoles
4. l'équipements des écoles en matériels didactiques, mobiliers, équipements sanitaires, médicaments..... ;
5. la gratuite de l'enseignement primaire ;
6. pour les filles, un enseignement gratuit au niveau du secondaire ;

7. création des écoles de métiers et des centres de formation professionnelle.

5.1.1. NIVEAU D'ACCES

Le niveau d'accès est très faible suite au faible revenu socioéconomique de la population. A certains endroits (Kamituga, Lugushwa...) ce niveau reste faible car la plupart des jeunes à l'âge de scolarisation ont abandonné le secteur éducatif au détriment de l'exploitation artisanal de l'or.

Tableau n°19 : SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT DANS LE TERRITOIRE DE MWENGA

	PRIMAIRE	SECONDAIRE	UNIVERSITE
EFFECTIF ECOLES	214	53	1
EFFECTIF ELEVES ET/OU ETUDIANTS	30.254	3.873	
EFFECTIF CLASSES ET/OU AUDITOIRES	1.298	289	
PERSONNEL	1.152	487	

Source : Sous –Division de l'EPSP/Kamituga : rapport annuel 2003-2004

Tableau n°20 : REPARTITION DES EFFECTIFS SCOLAIRES PAR SEXE

PRIMAIRE		SECONDAIRE		UNIVERSITE	
GARCONS	FILLES	GARCONS	FILLES	GARCONS	FILLES
17.419	12.835	2.710	1.163	-	-

Commentaires :

Il est à noter que la plupart d'écoles ont été détruites lors des récentes guerres dites de délibération et de rectification. Le vieillissement des matériels et mobiliers

scolaires ainsi que du personnel enseignant posent également problème. Les écoles secondaires du territoire de Mwenga ont un effectif faible car les jeunes se déversent dans l'exploitation des matières précieuses.

D'où la révision de la loi portant libéralisation des matières précieuses par l'Etat reste un préalable pour palier à cette situation.

5.1.2. QUALITE D'EDUCATION

En R.D.Congo depuis plusieurs années la qualité de l'enseignement a tellement baissé et a été accentuée par les deux guerres dites de libération. Le taux de déperdition scolaire s'est accru, le revenu trop faible des enseignants, la démission de l'Etat de ses obligations élémentaires, l'insécurité, le viol et la violence sexuelle, la destruction des infrastructures, les programmes inadaptés et inadéquats..., tous ces facteurs prouvent à suffisance que la qualité de notre enseignement a régressé.

Cela a comme conséquence néfaste, la baisse de réussite aux épreuves nationales des examens d'Etat des plusieurs écoles de notre territoire. Disons toute fois que la plupart des enseignants sont sous qualifiés (D4 et D6) : pas de recyclage ni formation... les matériels didactiques utilisés sont presque inexistant.

5.2. SANTE

L'objectif global du gouvernement dans ce domaine est de permettre l'accès des pauvres aux soins de santé primaire. Le gouvernement congolais s'engage à atteindre le taux d'accès aux soins à 45 %.

Pour ce qui est du territoire de MWENGA, le gouvernement a subdivisé le territoire en 4 zones de santé à savoir :

1. Zone de Santé de MWENGA : 158.457 habitants
2. Zone de Santé de KAMITUGA : 154.208 habitants
3. Zone de Santé de KITUTU : 103.945 habitants
4. Zone de Santé de BURHINYI et LUHWINDJA : 116.300 habitants

Néanmoins, les infrastructures médico-sanitaires ont été détruites et pillées, insuffisance des médicaments et des équipements, tous ces facteurs font que l'état de santé physique de la population est déplorable sur toute l'étendue du territoire.

La malnutrition, la sous-alimentation, les maladies d'origine hydrique ont fait leur apparition.

Les guerres ont causé de traumatisme au sein de la population mais personne ne s'occupe de sa santé mentale dans le territoire de Mwenga, contrairement de ce que nous vivons dans la ville de Bukavu et ses périphéries.

Les femmes et les hommes qui sont et continuent à tomber victimes de viols et de la violence sexuelle ont besoin de la réhabilitation psychosociale pour être intégrés dans la société, car ils sont déconsidérés suite à cet état de chose. Mais à l'heure où nous parlons, personne ne s'occupe d'eux.

Ainsi, ils sont non seulement déconsidérés mais aussi affectés mentalement. En ce qui concerne le site de MWENGA, plus de 300 ménages sont en désarroi à cause de ces viols. A Kitutu plus de 500 ménages, à Kamituga plus de 1.000 ménages.

Prenons l'exemple de la chefferie de Lwindi où il y a eus plus de 1.200 personnes massacrées du 23-24-08-1998 par l'APR. Supposons qu'il aurait 1.000 chefs de ménages qui ont été tués, cela impliquerait qu'il y aurait plus de 7.000 âmes traumatisées, non assistées étant donné qu'un ménage africain a, à moyenne 7 membres.

Sans tenir compte des victimes de Ngando, de Lugushwa, Isopo, Burhinyi, Luhwindja, Kalambi, Kazuza, d'Itombwe, le degré de traumatisme est grand et reste inquiétant dans le territoire de MWENGA. D'où les actions d'urgence sont très nécessaires.

Précisons tout de même que le territoire de Mwenga compte 3 hôpitaux généraux de référence (à Kamituga, Mwenga et Kitutu) ; et quelques centres de santés qui sont tous en état de délabrement très avancé.

5.2.1. NIVEAU D'ACCES

En R.D.Congo, il existe 3 systèmes de santé :

- Le système privé lucratif ;
- Le système public ;
- Le système de la dynamique des communautés.

Dans le territoire de MWENGA, c'est plus le système public et communautaire qui est plus développés. Le privé est plus présent dans les grands centres. La plupart des populations n'ont pas accès aux soins de santé appropriés suite à la faiblesse des revenus dans les ménages. Le nombre du personnel soignant, des médecins est tellement inférieur. Les institutions sanitaires sont insuffisantes car il y a des coins (à Bisembe, Miki, Tulambo, Miza, Muhuzi...) où il n'y a ni dispensaire, ni centre de santé, non approvisionnés en produits pharmaceutiques et le manque d'un programme national du gouvernement pour l'équipement de ces institutions.

5.2.2. QUALITE DE SERVICES DE LA SANTE

Les services de santé ne sont pas du tout mauvais, mais ils accusent quelques insuffisances, notamment :

- La démotivation du personnel : avec un salaire de moins de 20 \$ le mois ;
- Le manque d'équipements dans les institutions sanitaires ;
- Le vieillissement du personnel ;
- Toutes les institutions sanitaires ne sont pas approvisionnées suite à l'insécurité.

En matière de la lutte contre le VIH/SIDA et autres infections sexuellement transmissibles, le gouvernement congolais envisage les actions de sensibilisation de prise en charge, de renforcement des capacités (les hommes, matériels).

Dans le territoire de MWENGA, selon le rapport de la zone de santé, le taux de prévalence du VIH/SIDA varie entre 60 et 65 % dans certains grands centres du territoire (KAMITUGA et KITUTU) et dans certaines carrières minières.

Contrairement à cela, le territoire manque des structures d'encadrement ou de prise en charge de ces malades. La sensibilisation est faite seulement au niveau de grands centres. Quand bien même les malades ont cette volonté de se faire examiner, mais ils ne le font pas, par manque d'argent car ce test est payant. Il y a absence presque totale des centres de dépistage du VIH/SIDA et autres infections sexuellement transmissibles.

Les hôpitaux et centres de santé ne sont pas approvisionnés en anti-retro viraux. Une attention particulière doit être portée sur le problème du VIH/SIDA car toute la population court le risque d'être décimé par ce fléau.

5.3. LOGEMENT (HABITAT)

L'habitat constitue l'un des grands obstacles du développement socio-économique du territoire. Hormis les grands centres des chefferies, les conditions de logement sont déplorables dans le territoire de MWENGA.

Pendant les deux guerres, le secteur de l'habitat a été fortement touché : des villages entiers incendiés et d'autres détruits (iganda, Ilibo, Ngando, Kitamba, Byonga, kazusa), des hôpitaux et centres de santé pillés ou détruits, les maisons de l'Etat saccagées. Il en a été de même pour la plupart des écoles.

5.3.1. NIVEAU D'ACCES

Dans le territoire de MWENGA, les bâtiments publics (maisons, bureaux....) peuvent être estimés à 215 selon le rapport du territoire (1995).

Mais toutes ces maisons sont dans une situation de délabrement très prononcée et d'autres ont été détruites suite aux deux guerres.

Les églises catholique et protestante ont construit des maisons servant de logis, des écoles, de salle de réunion et d'internat mais ces dernières sont vétustes et méritent d'être remplacées.

Suite à la surpopulation dans les grands centres, les maisons construites par les particuliers ne sont plus de grandes dimensions et spacieuses alors que les membres du ménage sont nombreux. C'est, ce qui fait qu'il y a un problème de promiscuité dans beaucoup de familles. Cette situation est à la base de la propagation des épidémies lorsque ces dernières surviennent.

5.3.4. QUALITE DE LOGEMENT

En général, la qualité des maisons du territoire de MWENGA n'est pas bonne. Les conditions de logement, d'hébergement ne sont pas décentes. La plupart des maisons sont construites en pailles et en bois.

Les maisons sont construites anarchiquement dans les grands centres mais les villages essaient de respecter les normes urbanistiques.

5.4. EAU ET ASSAINISSEMENT

En matière d'eau, le gouvernement congolais s'est engagé à fournir à la population l'eau de qualité. Le gouvernement tient au renforcement des capacités de la REGIDESO et du service de l'hydraulique rurale.

En matière d'assainissement, le gouvernement tient à assainir le cadre de vie du pauvre. Il vise l'approvisionnement en eau potable, en électricité, l'accès aux latrines, à l'évacuation des déchets ménagers et la qualité de l'habitat en milieu rural et urbain.

Dans le cadre de l'environnement et de l'écosystème, le gouvernement congolais est conscient de la destruction systématique de la faune et de la flore, de la multiplicité de l'érosion, la destruction de la forêt.

Dans le territoire de MWENGA, il n'y a que le centre minier de KAMITUGA qui est alimenté en eau par la REGIDESO. Le reste des centres et des villages sont approvisionnés par l'eau des sources et des rivières.

5.4.1. NIVEAU D'ACCES

LE SYSTEME PUBLIC

C'est la REGIDESO avec.... Abonnés, mais qui connaît beaucoup de difficultés surtout liées au non approvisionnement en intrant et à l'insolvabilité de certains abonnés. Précisons que l'eau de la REGIDESO ne parvient pas à desservir tout le territoire de Mwenga.

LE SYSTEME PRIVE

Avant l'implantation de la REGIDESO, la SOMINKI captait de l'eau et aménageait des sources pour l'alimentation de ces cités.

Mais actuellement, toutes ces sources sont en état de délabrement avancé faute d'une structure ou d'un comité permanent de gestion pour la maintenance.

LE SYSTEME COMMUNAUTAIRE

Les ONGD, les église ont fait des captages (Burhinyi, Luhwindja) et aménagé des sources dans plusieurs grands centres et villages du territoire :

- Eglise catholique dans ses paroisses ;
- APIDE : 59 sources
- ECC –
- PIL –
- ACODEA : 30 sources

Le nombre de ménages desservis par la REGIDESO, les sources aménagées, captées demeurent insignifiantes pour toute l'étendu du territoire.

5.4.2. QUALITE DE LA DESSERTE

Plusieurs milieux ne sont pas assainis dans le territoire. La forte concentration de population dans plusieurs centres entraîne des problèmes d'insalubrité publique.

Le manque / insuffisance des latrines dans des services de l'Etat, les marchés publics dans des écoles, les paroisses, dans des centres causent des maladies à la population.

En dépit de tout cela plusieurs villages consomment de l'eau impropre et plusieurs autres sources ont été endommagées.

5.4.3. **EXTENSION ET ENTRETIEN DE LA DESSERTE**

La population du territoire de Mwenga souhaite être alimentée en eau de la REGIDESO et du courant électrique.

5.5. **VOIES DE COMMUNICATION**

L'objectif du gouvernement dans ce domaine est la réhabilitation, l'aménagement et la construction des voies de communication.

Dans le territoire de MWENGA, le mauvais état des routes est parmi le problème majeur du développement socio-économique du territoire.

5.5.1. **TYPES**

LES ROUTES

La route nationale II (RN2)

Cette route part de Bukavu en passant par Burhale (territoire de Walungu) Mwenga centre- Lwino-Kalole (territoire de Shabunda), soit 344 km.

Outre la chaussée, l'état est à déplorer, les ouvrages d'art à reconstruire ou à réhabiliter :

- Ponts métalliques (algrain, Bailey, aero, Béton) 15 ponts d'une portée moyenne de 17 m ;
- Ponts en bois : 59 ouvrages d'une portée moyenne de 10 m

Les routes de desserte agricole

La plupart de ces routes sont en mauvais état et d'autres ont été abandonnées, il y a très longtemps.

Ces routes d'une longueur totale de 380 km ont l'avantage de permettre l'écoulement des produits agricoles, miniers vers les grands centres de consommation. Tel que Kitamba, Mwenga centre, Kibumba, Ngando, Kitutu, Byonga....

Pour l'ensemble de ces réseaux, les ouvrages d'art sont évalués à 98 ponts en bois et un pont métallique.

La voie aérienne

Le territoire de MWENGA compte plusieurs pistes d'atterrissage :

- Ilinda / Mwenga appartenant à l'Eglise catholique ;
- Manungu / kamituga appartenant à l'ex- SOMINKI ;
- Lugushwa appartenant à l'ex-SOMINKI ;
- Nyamibungu appartenant à la 5^e CELPA ;
- Kazuza appartenant à 40^e CECA ;
- Mulambula / Mungombe appartenant à l'Eglise catholique ;
- Kitutu appartenant à l'Eglise catholique ;
- Mikenge à Itombwe ;

NB : Hormis les pistes de Kamituga, Nyamibungu, Lugushwa, Ilinda, les autres pistes ont été abandonnées à cause de leur mauvais état des conditions d'atterrissage difficile. D'où la réhabilitation et la reconstruction de ces pistes s'avèrent indispensable pour le désenclavement du territoire.

La voie maritime

Le territoire de MWENGA compte de grandes rivières (affluents du fleuve congolais, Elila et Ulindi) qui sont navigables à certains endroits. Il y a d'autres rivières navigables à certains endroits comme Kikuzi, Zalya, Kyoka, Kilibozi.

Quelques beaches

Sur la rivière Ulindi (collectivité chefferie de Basile)

- Kalungu ;
- Bigogo I;
- Kalungu Bisangani;

Sur la rivière Elila

- Kafula/Kututu ;
- Mbelekelo/Kalugano ;
- Kagelagela
- Byombi/Kisani ;
- Kipoma/Mela

NB : Tous ces beaches sont à aménager, à réhabiliter. D'autres à remplacer par des ponts métalliques. Mais aussi à améliorer la technologie de navigation.

5.5.2. NIVEAU D'ACCES

Pour la voie routière, la RN2 et les routes de desserte agricoles sont en très mauvais état et ne desservent pas tout le territoire. Pour la voie aérienne, les pistes ne reçoivent que les avions petits porteur. Il serait mieux d'aménager un aéroport national au niveau du territoire (à Mulambula et à Kalumba) afin de mettre fin à la dépendance de Bukavu.

Pour la voie maritime, les actions d'aménagement, de construction, de transformation s'avèrent indispensables.

5.5.3. QUALITE

Toutes les voies de communication (routes, aérodrômes, beaches...) du territoire de MWENGA sont en mauvais état. Les pistes sont en état de délabrement très avancé. D'où une action urgente dans ce secteur reste un préalable pour désenclaver le territoire de Mwenga.

5.6. LES MARCHES

Le territoire de MWENGA compte plusieurs marchés et ces marchés sont organisés dans chaque collectivité. Il existe deux sortes des marchés :

- le marché de l'emploi ;
- le marché des affaires ou socio-économique.

Le marché de l'emploi

Le territoire ne dispose d'aucune source de marché de l'emploi à cause de son enclavement, de manque des investisseurs, de manque d'esprit de créativité.

En 1995, 90 % de la population active de MWENGA étaient constitués des chômeurs (rapport annuel de l'administration du territoire, 1995).

Avec les deux guerres, les 10 % ont rejoint les autres parce que la SOMINKI fut détruite et les fonctionnaires de l'Etat sont restés impayés jusqu'à ces jours, le secteur informel fut aussi mis en moule.

Le marché des affaires (petit commerce, artisanat)

Dans ce secteur, le territoire comptait 31 marchés en 1995 repartis de la manière suivante :

- Collectivité chefferie de BASILE : 8 marchés
- Collectivité chefferie de LWINDI : 4 marchés

- Collectivité chefferie de BURHINYI : 2 marchés
- Collectivité secteur d'ITOMBWE : 5 marchés
- Collectivité chefferie de LUHINDJA : 1 marché
- Collectivité chefferie de WAMUZIMU : 11 marchés

Caractéristiques de ce marché :

- Agropastoral ;
- Articles divers ;
- Les prix ne sont pas contrôlés ;
- Instabilité monétaire ;
- Non organisé.

Le territoire compte également 13 centres commerciaux répartis dans différentes collectivités ci-haut énumérées.

5.6.1. **NIVEAU D'ACCES**

Le marché d'emploi est presque inexistant. La demande d'emploi est à son point le plus élevé étant donné que l'offre est inexistante. Cette différence est expliquée par un taux de chômage élevé. Le secteur informel qui pouvait compenser cette différence est aussi moins développé.

Il est souhaitable d'organiser les deux marchés en attirant les investisseurs étrangers, en incitant les opérateurs économiques à la création de nouveaux emplois, en améliorant les techniques et méthodes agropastorales, mais aussi, en regroupant les exploitants artisanaux des matières précieuses en coopératives.

5.6.2. **QUALITE**

La qualité de ces marchés est mauvaise surtout pour les produits de consommation. A titre d'exemple : pas de dépôts d'entreposage, de stand d'étalage...

5.7. LES MOYENS DE COMMUNICATION

Dans ce secteur, le gouvernement congolais tient à désenclaver l'ensemble du territoire par la radio, la presse écrite, l'audiovisuel, l'Internet, le téléphone fixe et portable. Le territoire de MWENGA connaît un grand retard dans les moyens de communication.

5.7.1. TYPES

Radio :

Le territoire de MWENGA compte un seul émetteur radio, c'est la radio APIDE qui arrose une bonne partie de ce territoire même au delà de ses frontières.

La phonie :

Plusieurs agences de voyage, services étatiques disposent des phonies. Mais leurs services restent insuffisants pour le besoin de l'ensemble de la population.

Maisons de communication téléphonique par satellite.

Le territoire compte deux maisons : Celtel qui vient de démarrer ces activités ce 30-11-2004 et Vodacom qui a érigé son antenne. Cependant leurs services ne parviennent pas à arroser l'ensemble du territoire malgré leur présence. Il serait donc souhaitable que soit amélioré la qualité de leur service.

Internet :

Il est inexistant dans le territoire, mais avec l'arrivée des maisons de communication, nous espérons aussi à l'Internet dans les jours à venir.

Antenne parabolique

Elle existe en petite quantité surtout à KAMITUGA chez les privés.

5.7.2. NIVEAU D'ACCES

Compte tenu du revenu faible de la population et des guerres à répétition, le niveau d'accès reste très faible. Pour la plupart de la population du territoire, détenir ces moyens de communication est un indicateur de richesse et un luxe pompeux.

5.7.3. QUALITE

La qualité des moyens de communication existant est plus ou moins bonne.

5.8. ENERGIE

Dans le territoire de MWENGA, les principales sources d'énergie sont le bois de chauffage et les braises. Cette source d'énergie pose un problème écologique lié à la destruction de la forêt. D'après quelques prospections menées, il ressort que le pétrole serait localisé au niveau de Kyongu près de Buziba en collectivité chefferie de Basile.

5.8.1. Types

1. Bois et braises : c'est la source la plus importante
2. Electricité : le territoire de MWENGA compte 3 centrales hydroélectriques appartenant aux privés :
 - La micro centrale hydroélectrique de Zizi à Mulambula appartenant à l'ex-SOMINKI et desservant la cité minière de KAMITUGA et le village de MUNGOMBE se trouve actuellement en état de vieillissement de matériel;
 - La micro centrale hydroélectrique de Bilinga/Mwenga appartenant aux Missionnaires catholique et qui devra desservir le centre de Mwenga et ses périphéries (non encore opérationnelle) ;
 - La micro centrale d'Iwiwi sur la Nyamupe à Kitutu appartenant à la succession Assumani. Cependant, elle pose un problème de vieillissement des matériels;

3. Le pétrole et mazout ; le pétrole sert à alimenter les lampes tempête tandis que l'essence et les mazout sont pour l'alimentation des engins ;

4. L'huile de palme et ses déchets sont la seconde source d'énergie dans le territoire de Mwenga.

5.8.2. NIVEAU D'ACCES

L'accès est faible à l'électricité et aux hydrocarbures

5.8.3. QUALITE

L'électricité est de meilleure qualité parce qu'on atteint le minima et le maxima de puissance.

NB : En dépit de ces insuffisances en énergie, le territoire de Mwenga dispose des potentialités énormes en énergie électrique.

En effet, ce territoire présente des sites favorables à l'installation des centrales et micro centrales hydroélectriques en des endroits ci-après :

- A Burhinyi sur la Kadubo ;
- A Luhwindja sur la Mwana ;
- A Kilungutwe sur la Kilungutwe ;
- A Kasika sur la Lumetekelo ;
- A Kitale sur la Lwindi ;
- A Kimbeza sur la Zalya ;
- A Bisembe sur la Kikuzi ;
- A Ngando sur la Kasomba ;
- A Isopo sur la Kangilamata ;
- A Kabumba sur l'Ilizi ;
- A Bakongo sur l'Elila ;
- A Tunkele sur la Lugushwa ;

- A Powe sur la Zizi ;

Avec l'aménagement de ces sites en centrale ou micro centrale hydroélectrique et compte tenu des potentialités agropastorales, minières, forestière, nous pouvons espérer un décollage socioéconomique du territoire.

Nous tenons à signaler les autres formes d'énergies comme l'énergie éolienne, peut aider le territoire à satisfaire à ses besoins (pour ce qui est des propositions concrète ; voir chap. 8).

5.9. CONCLUSION PARTIELLE

Ce chapitre montre la manière dont les services sociaux et infrastructures sont en moule dans le Territoire et que la majorité de la population n'accède pas à ces services mais aussi la qualité de ces services est mauvaise.

CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET BONNE GOUVERNANCE

6.0. INTRODUCTION

Dans ce chapitre nous allons broser la situation de paix et de bonne gouvernance après les guerres dites de libération et de rectification. Il est vrai que pendant les guerres la paix et la bonne gouvernance doivent être perturbées.

6.1. RAPPEL HISTORIQUE

Comme pour la plupart des territoires de la province du Sud-Kivu, il s'observe dans le territoire de Mwenga deux types de gouvernance ou d'organisation du pouvoir : la gouvernance coutumière gérée par le Bami et leurs administrations coutumières, et la gouvernance administrative gérée par l'administrateur du territoire et les services spécialisés de l'Etat.

Signalons en passant que la problématique de la paix et de la bonne gouvernance constitue un des maux qui rongent l'ensemble des habitants du territoire de Mwenga.

6.2. GOUVERNANCE LOCALE ET AUTO-PROMOTION

6.2.1. Instances locales de décision

- Les tribunaux coutumiers-secondaires ;
- Les tribunaux du territoire ;
- Les tribunaux de police ;
- Les tribunaux de grande Instance d'Uvira siège secondaires de Mwenga-Shabunda à Kamituga ;
- Le conseil de sécurité du territoire.

Les décisions se prennent tant du côté de l'administration publique que des chefs coutumiers sans que la base soit associée.

6.2.2. Organisation des pouvoirs au sein des instances locales

Le pouvoir en territoire de Mwenga est organisé de deux manières :

- pouvoir coutumier dirigé par de Bami assistés des quelques notables, traite toutes les questions ayant trait à la coutume.
- Pouvoir administratif dirigé par l'administrateur du territoire et les responsables des services publics de l'Etat à pied d'œuvre dans le territoire. Il s'occupe de toutes les questions à caractère politique et administratif.

6.2.3. MODES D'ACCES A LA DIRECTION DES INSTANCES LOCALES DE DECISION

- Par nomination : au niveau du territoire, les autorités sont désignées par nomination sur base d'un arrêté ministériel ou provincial sans consulter la population.
- Par hérédité : au niveau des localités, des groupements, des chefferies où les fils remplacent leurs pères sans tenir compte de leurs qualités morales, physiques et intellectuelles..

6.2.4. INFLUENCE DANS LE CHOIX DES DIRIGEANTS

La population n'a aucune influence dans le choix des dirigeants parce qu'elle n'est jamais été consultée. Les dirigeants leur sont imposés au niveau du territoire et des postes d'encadrement.

6.2.5. LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES

Il y a plusieurs ONGD, associations, ILD, églises, syndicats qui souffrent par insuffisance des ressources financières, matérielles, humaines. Il faut renforcer les capacités matérielles et humaines.

Au sein du territoire, il existe le noyau de la société civile au niveau du territoire et des sous-noyaux. Il y a trop de problèmes entre les différentes associations. On peut citer :

- La plate forme chaîne de solidarité regroupant à son sein plus de 60 associations crée en 1997 ayant son siège social à Mwenga et son bureau de liaison à Bukavu.
- Appui aux projets intégrés pour le développement endogène (APIDE) opérationnel dans le territoire dans le cadre du développement intégral.
- Syndicat de développement de Mwenga (SIDEM) opérationnel dans le territoire ayant son siège social à Mwenga et un bureau de liaison à Bukavu.
- Promotion des initiatives locales (PIL) intervient dans le développement intégral ayant son siège à Bukavu et ses antennes dans le territoire.
- Plate forme des ONGD de droits de l'homme en territoire de Mwenga (PADEDHUM) ayant son siège à Mwenga centre.
- Plate forme des femmes unies de Mwenga (FUM) active à Mwenga centre f
- Femme sous le palmier très actives dans le domaine de défenses de droits de femmes à Kitutu et ailleurs dans le territoire.
- Umoja wa wamaman wa Kamituga (UMAMAKA) active dans la défense des droits des femmes à Kamituga.
- Collectif des ONGD de Luhwindja (CODELU)
- Syndicat de producteur de Burhinyi (SIPROBU)

NB : la plupart des ces associations souffrent des manques des ressources matérielles, financières et humaines. D'où le programme de renforcement des capacités est plus important.

En outre les querelles, les conflits, la méfiance entre différents acteurs du développement constituent les vrais obstacles au développement.

6.3. ACCES AUX MEDIAS

La population de MWENGA a un faible accès aux médiats car le territoire dispose d'une Radio communautaire qui arrose plus de 80 % de l'étendue du territoire. Ensuite les sociétés CELTEL et VODACOM viennent d'ouvrir les antennes à KAMITUGA. Les collectivités chefferies de Burhinyi et de Luhwindja sont aussi arrosées par CELTEL.

Le territoire ne dispose pas des maisons de presse, pas de radio, de chaîne de télévisions officielles, de postes, d'Internet.

6.4. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Les cours et tribunaux institués dans la République Démocratique du Congo sont les suivants. Après de chaque cour un tribunal est installé au Parquet sauf pour le territoire e paix où le juge fait à la fois la fonction des Magistrat du parquet.

COURS ET TRIBUNAUX	PARQUET
<p>1. <u>Cours suprême de justice</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} président de la CST - Président de la CST - Conseillers à la cor <p>2. <u>Tribunal de grande Instance</u></p> <p>Dirigé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} président de cour d'appel - président de la cour d'appel - conseillers à la cour <p>3. <u>Tribunal de grande Instance</u></p> <p>Dirigé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - juge - président du tribunal de grande Instance. <p>4. <u>Tribunal secondaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Juge président <p>5. <u>Tribunal de paix</u></p>	<p>1. <u>Parquet général de la République</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Procureur général de la République - Avocat général de République <p>2. <u>Parquet général</u></p> <p>Dirigé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procureur général - Avocat général - Substitut du Procureur général <p>3. <u>Parquet de grande Instance</u></p> <p>Dirigé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procureur de la République 1^{er} substitut du procureur de la République - Substitut du Procureur <p>4. <u>Parquet secondaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Chef de parquet 1^{er} substitut du procureur de la République - Substitut du Procureur de la République <p>5. <u>Pas de parquet</u>, le juge joue à la fois le rôle de l'officier du ministère.</p>

NB : le fonctionnement du parquet secondaire est le même que le fonctionnement du parquet de Grande Instance.

6.5. MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES

C'est l'entité décentralisée du Territoire et les collectivités qui mobilisent les ressources locales. Néanmoins les ressources financières mobilisées n'ont aucun impact sur la population car la grande partie est souvent détournée. Non seulement que la population n'est pas souvent associée au vote du budget mais aussi à son exécution.

Il y a également la multiplicité des taxes. La population souhaite l'uniformisation des taxes.

6.5.1. VERSEMENT DES SUBVENTIONS DE LA PROVINCE

Depuis le début de ces guerres, le secteur de l'économie a été tellement affecté. La province ne subventionne plus les autres entités décentralisées sous son contrôle comme auparavant, faute des moyens suffisants, mais aussi à cause de l'insécurité. Il est bon de signaler que le détournement et la concussion constituent également des obstacles majeurs.

6.5.2. LA FISCALITE LOCALE

Depuis la fermeture de l'ex-SOMINKI et surtout avec les récentes guerres de 96 et 98 et leurs conséquences, les services de fisc en territoire de Mwenga éprouvent d'énormes difficultés dues à :

- fuite de la plupart d'opérateurs économiques vers la ville de Bukavu,
- résistance farouche des opérateurs économiques encore opérationnels au paiement de l'impôt fiscal,
- minoration des taux des impôts par les agents des services d'impôts à cause du non paiement de leurs salaires...

D'où une action urgente soit prise afin de contraindre les opérateurs économiques encore à pied d'œuvre dans le territoire, au paiement de l'impôt fiscal, ensuite, l'Etat prenne ses responsabilités en payant régulièrement les agents et fonctionnaires.

6.5.3. RESPONSABILITE ET TRANSPARENCE

La plupart des chefs accusent beaucoup de défaillances et manquent de transparence. Chacun cherche à satisfaire d'abord ses propres intérêts au détriment de ceux de la population. Il faut dire que l'Etat a démissionné depuis plusieurs années des ses fonctions même les plus élémentaires occasionnant ainsi l'irresponsabilité et la non transparence dans la gestion de la chose publique et cela à tous les niveaux.

6.5.4. LA CORRUPTION

La corruption se situe à tous les niveaux et il est devenu le virus numéro 1 de l'administration publique à cause de la démission de l'Etat.

6.6. LIBERTE ET SECURITE DES PERSONNES

6.6.1. Liberté :

Pas de liberté d'expression, de circulation des personnes et des leurs biens suite à une multitude des barrières le long de l'axe routier (Bukavu-Mwenga-Kamituga-Kitutu-Kalole), aux tracasseries routières (fouilles des bagages, collecte et taxes illégales). L'intervention de l'autorité étatique responsable reste l'unique préalable pour pouvoir remettre de l'ordre et permettre la population dans son ensemble de circuler librement sans heurt.

6.6.2. Sécurité des personnes

Un des grands maux qui rongent le territoire de Mwenga et accentue davantage la pauvreté dans ce milieu, c'est l'aspect lié à l'insécurité observée, perpétrée par les bandes armées étrangères dont les Interahamwe et autres bandes incontrôlées

semant des désastres de tout genre. Ainsi, le désarmement des toutes les bandes armées incontrôlées et la suppression des toutes les barrières érigées restent une nécessité absolue. A titre d'exemple où sont érigées les barrières sur l'ensemble du territoire.

Tableau n° 21 : Barrières érigées par les agents de l'ordre et autres bandes armées incontrôlées.

N°	Village /ou milieu	Sites d'érection des barrières	Nombre
01	Kilungutwe	A l'entrée de la rivière Zokwe et vers le marché	2
02	Kilungutwe	Vers la rivière Kadubo	4
03	Kalambi	-Kalambi centre	1
		-Kiovu	1
		-Escarpement Lutambi à l'entrée et à la sortie	2
		-Lutambi centre	2
04	Kasika	-A l'entrée de Kasika	1
		-Vers le marché : un poste de contrôle (PC)	1
05	Kalama	-A l'entrée et à la sortie	2
		-Kalama centre	2
06	Mwenga centre	-Bilalo II	1
		-Mwenewanda	1
		-A l'entrée de chez Mwami Kalenga à Butimba	1
		-A la sortie de Butimba	1
		-A la sortie du centre vers le Sud	2
07	Kibumba	-A l'entrée	1
		-Vers le marché	1
08	Bilembo	-Muziba	1
		-Kakulu	1
		-Muzombo	1
		-Bungambi	1
09	Mungombe	-A kabeba	1
		-A Mulambula	1
10	Kamituga	-A l'entrée de la rivière Lubyala	1
		-A l'entrée de l'aérodrome de Manyuku	1

		-A la sortie de Kamituga vers kaseti	1
11	Bigombe	A l'entrée de Bigombe (PC)	1
12	Mazozo	A l'entrée de Mazozo	1
13	Kibe	A l'entrée et à la sortie	2
14	Mitobo	-A l'entrée et à la sortie -vers le centre	2 2
15	Sugulu	A l'entrée et à la sortie	2
16	Nyamibungu	A l'entrée	1
17	Kitutu	A l'entrée vers le pont de la rivière Elila	1 (PC)

On peut également citer à Kakemenge, Tunkele, Lugushwa, Zibo, Kakolokelwa, Kazuza jusqu'à Lwino.

Commentaire :

A lire ce tableau, il ressort que, hormis les barrières érigées dans les coins du territoire de Mwenga tels NGANDO, NGABWA.... Plus de quarante sept (47) barrières sont érigées le long de l'axe routier sur la national II à partir de Kadubo à Kilungutwe jusqu'à Lwino à Kitutu.

Toutes ces barrières ne font que rançonner systématiquement la population / ou voire même piller celle-ci. Pour ce faire, la suppression de toutes ces barrières reste une nécessité absolue afin de permettre à la population de vaquer librement à ses occupations.

6.7. CONCLUSION PARTIELLE

La véritable paix, la circulation libre des personnes et de leurs biens, une bonne gouvernance de la part des tenants des pouvoirs tant au niveau local, provincial, que national restent une des conditions sine qua non pour éradiquer la pauvreté en territoire de MWENGA.

CHAPITRE SEPTIEME : VISIONS POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

7.0. INTRODUCTION

Dans ce chapitre relatif à la vision pour la réduction de la pauvreté en R.D.Congo, nous allons essayer de donner les grandes aspirations de l'ensemble de la population du territoire de Mwenga. Autrement dit, ce que pense cette population en vue de réduire la pauvreté, particulièrement dans son territoire.

7.1. FORME DE L'ETAT

Par rapport à la forme de l'Etat, la population du territoire de Mwenga pense que, le fédéralisme serait une des meilleures formes pour la simple raison que, depuis bien des années, la population (la base) ne jouit jamais des richesses du pays et elle n'est pas associée à des prises de décisions. C'est serait alors une occasion pour qu'elle jouisse de richesses du pays et qu'elle soit associée dans la prise des décisions.

7.2. ELECTIONS

La tenue des élections libres, démocratiques et transparentes aux échéances prévues et à tous les niveaux, le rétablissement d'un état véritable de droit et la constitution d'un gouvernement crédible et responsable restent un des préalables pour la population du territoire de Mwenga en vu de pouvoir réduire la pauvreté.

7.3. EDUCATION FONDAMENTALE UNIVERSELLE

La gratuité de l'éducation au degré élémentaire, la suppression de systèmes de prime ou contribution des parents à tous les niveaux, l'interdiction des mariages précoces, la création d'écoles professionnelles et techniques qui tiennent compte des réalités locales du milieu, la promotion de l'éducation des adultes, le paiement d'un salaire décent au personnel enseignant et à tous les acteurs impliqués dans

ce secteur, la réhabilitation des écoles en équipements, l'organisation des séminaires –ateliers de formation pour recycler les enseignants et les chefs d'établissements.... Telles sont les aspirations /ou la vision de la population du territoire de Mwenga en vu de réduire la pauvreté dans ce secteur.

7.4. SANTE

La gratuité des soins aux plus démunis (personnes vivantes avec handicap physique....), l'équipement en médicaments et autres matériels des infrastructures sanitaire, la formation du personnel soignant, le paiement d'un salaire décent à tous les acteurs impliqués dans ce secteur, la réduction des frais liés aux soins... sont autant d'éléments à retenir pour combattre la pauvreté dans ce secteur.

7.5. MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

L'approvisionnement et la mise à la disposition des agriculteurs des semences de meilleure qualité, les outils aratoires performants, des produits phytosanitaires, des agronomes et moniteurs agricoles bien formés, bien équipés et bien rémunérés, la réhabilitation de toutes les routes de dessertes agricoles et celles d'intérêt national voilà autant des préalables pour ce secteur (voire tableau en annexe).

7.6. DESENCLAVEMENT ET ACCES AUX MARCHES

7.6.1. DESENCLAVEMENT

a. Sur le plan routier

Asphaltage de la route Nationale 2 (soit 344 Km de Kadubo à Lwino), tout en réhabilitant toutes les routes de dessertes agricoles. (voire tableau en annexe)

b. Sur le plan aérien

Construire des aéroports ou aménagés/réhabilités les aérodromes de KAZUZA, NYAMIBUNGU, KITUTU centre, de MWENGA centre et de KAMITUGA.

Construire un aéroport national sur le site de Kalumba /ou à Mulambula.

c. Sur le plan fluvial

Relier la ville de Kindu du territoire de MWENGA par des Bacs et mini-bateaux en passant par les rivières ELILA et ULINDI. Et , du lac Tanganyika à Mwenga par la rivière ELILA, en recourant aux systèmes des écluses, chemins de fer....

d. Sur le plan communicationnel

- Installer le système de téléphone cellulaire fixe, audiovisuel, radiodiffusion, Internet, fax, E-mail....
- Adapter le prix de communication (carte d'appel, frais de Navigation sur Internet...) au coût de vie de la population rurale.

7.6.2. L'ACCES AUX MARCHES

Marché d'emploi

- Création d'emplois rémunérateurs par le gouvernement ;
- Encourager les initiatives privées en les dotant des moyens appropriés (par le gouvernement.
- Un salaire décent et adapté à la vie réelle de la population (employeurs) :
 - organisation des agriculteurs en coopératives agropastorales,
 - organisation des creuseurs d'or dans les coopératives minières qui peuvent devenir à la longue des sociétés d'exploitation et de vente de minerais,
 - organisation des artistes en centrale des métiers sur toute l'étendue du territoire (maçon, tailleurs, coiffeurs, mécaniciens.....)

Marché des affaires

- La construction des marchés /voir des supers marchés dans le territoire i
- Le contrôle et la gestion des recettes réalisées contribuent au développement du territoire et soient affectées pour l'intérêt social...

7.7. DEVELOPPEMENT RURAL

- Signature des accords avec les sociétés de construction afin d'améliorer l'habitat ;
- Planter au chef lieu du territoire une succursale de la banque centrale afin de mieux canaliser les fonds affectés aux actions du développement
- Suppression de la dollarisation dans les transactions au niveau national et local ;
- Obliger les opérateurs économiques d'avoir des comptes à l'intérieur même du territoire, de la province ou du pays ;
- Appui des ONGD et ILD par le gouvernement pour que leurs actions soient concrètes, suivies et qu'elles soient soumises au contrôle du gouvernement.

7.8. APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

- Construire des sites d'adduction d'eau sur toute l'étendue du territoire avec un tarif préférentiel adapté,
- Aménagement des sources d'eau potable

7.9. ELECTRIFICATION RURALE

- Aménagement d'une grande centrale hydroélectrique sur la rivière Lwindi (chute de Mazingira soit chute de Tambi à Kitamba) et des micro centrales sur toute l'étendue du territoire.

Burhinyi :

Rivières

- Rivière Lukozwe
- Rivière Kipanda
- Rivière Kilungutwe (amont)

Chutes

- Chute Nondo
- Chute de Kitwabaluzi
- Chute de Kitwabatuzi

Lwindi :Rivière

- Kilungutwe (aval)
- Rugwanyenze
- Zokwe
- Lumetekelo
- Ulindi
- Kifutefute

Chutes

- chute de Kitwabaluzi
- chute de Rugwanyenze
- chute de Zokwe (Kasika)
- chute de Lumetekelo
- chute de Mazinjira, Tambi à Kitamba
- Chute de Nyakalenge

Basile :Rivière

- Bilaile
- Kikuzi
- Nyakazi

Chutes

- Chute Bilaile (Katonde)
- Chute Nyabale à Mulambozi
- Chute Katonde

Wamuzimu :Rivière

- Nyabana
- Zizi
- Kibe
- Zalya
- Elila
- Lubila
- Nyamupe
- Kitongo

Chutes

- Nyabana
- Mungombe
- Majunda
- Isasa
- Bakongo
- Lubila
- Iwiwi
- Kitongo

ItombweRivière

- Kihuzi en amont

Chutes

- Nyabale en amont

f. Luhwindja Rivière Chutes de Twangiza

- L'exploitation des eaux thermales par le gouvernement de MUSINGI à Nambo, de Kakuku à Kitutu, de Mudubwe, d'Itombwe, de Twangiza à Burhinyi, de Bikoma à Cheshero- Burhinyi, de Zokwe à Lwindja...

7.10. ENVIRONNEMENT

- mettre sur pied ou encourager la politique de reboisement ;
- le contrôle et l'exploitation des parcs par le gouvernement ;
- la création d'une réserve à Itombwe par le gouvernement en vue de décourager le braconnage
- la population riveraine et / ou autour de cette réserve parc soit associée à la gestion de ce patrimoine.

7.11. LOISIRS

Construction dans chaque chef lieu de collectivité des salles des jeux, stades, maisons d'hébergement et de détente... et que les recettes réalisées profitent au territoire

7.12. FINANCEMENT DES MICRO-PROJETS

- Instauration du système de comités locaux composés de la société civile, de l'Etat et de bailleurs de fonds qui auront comme tâche de faire le suivi de gestion et contrôle des fonds octroyés par les bailleurs de fonds pour le financement des micro-activités ;
- Arrestation des tous les dés tourneurs des fonds octroyés ;
- Instaurer /mettre sur pied un mécanisme des sanctions aux organisations qui n'atteignent pas des objectifs assignés malgré l'octroi des fonds à leur disposition

7.13. LIBERALISATION

La reprise des responsabilités par l'Etat de ses fonctions reste un préalable car la libéralisation des services a beaucoup contribué à la paupérisation de la population. (cas de la libéralisation, des matières précieuses en 1986 avec toute ses conséquences qui s'en est suivi).

7.14. PRIVATISATION

La signature des véritables accords avec tous les responsables des secteurs à privatiser afin d'avoir un droit de regard et de contrôle de leurs actions.

7.15. TAXATION

- les taxes soient placées sous le contrôle de l'Etat et la gestion soit saine et transparente,
- les taxes soient adaptées aux réalités du milieu ;
- la gestion de ces taxes soit orientée de telle manière qu'elles servent à développer le territoire de MWENGA ;
- la base soit associée au contrôle de gestion des taxes perçues et qu'on crée un système de sanction à l'endroit de toute personne accusée de détournement de déniés publics afin de mettre fin à l'impunité.

7.16. DROITS FONCIERS

- revoir les contrats signés avec les grands dignitaires et concessionnaires de terres exemple la Morot à Kitamba..., qui ne les exploitent pas en vue de donner à ceux qui en ont besoin pour exploitation ;
- harmonisation des voies et moyens d'acquisition des parcelles ;
- sortir une loi bannissant les constructions dans les sites jugés dangereux.

7.17. REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

- rajeunir l'administration publique en retraitant les agents en âge de la pension qui sont à plus de 80 %,
- le paiement d'un salaire décent aux agents de l'Etat ;
- mettre hors d'état de nuire, tout agent impliqué dans la mauvaise gestion et détournement des fonds publics,
- former /recycler de temps en temps les agents sur le rôle de l'Administration et la gestion d'une entité administrative ;
- rétablir les bâtiments administratifs, tout en les équipant ;
- mettre des moyens nécessaires à la disposition du fonctionnement des responsables des entités administratives décentralisées pour leur fonctionnement.

7.18. SECURITE ET PROTECTION

- Suppression des toutes les barrières érigées par les agents de l'ordre et autres bandes armées incontrôlées afin de faciliter la libre circulation des personnes et de leurs biens (voire liste des barrières)
- Le gouvernement songe à éduquer les hommes des troupes, de la police, de l'ANR dans le sens de mieux servir la population ;
- Le gouvernement accélère le programme de rapatriement des toutes les bandes armées étrangères dans leur pays d'origine ;
- La prise en charge par le gouvernement des tous les enfants soldats démobilisés, les invalides et autres militaires présentant quelques handicaps physiques,
- Le gouvernement octroie de numéro mécano à tous les militaires pour avoir une idée sur l'effectif réel des militaires et bien les identifier
- Procéder aux mutations disciplinaires des militaires, des policiers et autres agents et fonctionnaires de l'Etat qui se compromettraient.
- Sécurisation des nos frontières avec les pays voisins.

7.19. CONTROLE DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES DES POPULATIONS

- le renforcement des services chargés de procéder à ce contrôle reste un préalable ;
- la délivrance des cartes de séjour à toute personne étrangère vivante en territoire congolais

7.20. CONCLUSION PARTIELLE

Dans ce chapitre relatif à la vision des habitants du territoire de Mwenga, vision pour la réduction de la pauvreté, il se dégage que, le fédéralisme reste une des meilleures formes de l'Etat afin de permettre à la population d'être associée au contrôle, à la gestion et à la prise des décisions de la chose publique. Toutefois, la tenue et l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes aux échéances prévues à tous les niveaux, reste également un des préalables pour combattre la pauvreté dans cette contrée.

Cependant, l'effectivité de ce combat contre la pauvreté se concrétisera par la suppression de toutes les barrières érigées sur l'ensemble du territoire par les agents de l'ordre et autres bandes et troupes armées incontrôlées dont les intérahawwe FDLR.

CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

8.0. INTRODUCTION

L'amélioration des conditions de vie de la population est un des objectifs globaux du millénaire et de tous les programmes de développement actuellement initiés par le gouvernement. L'ampleur et le contenu de ces actions dépendent du défi à relever. C'est ainsi que dans ce chapitre, nous essayons de développer quelques stratégies qui une fois mise en œuvres, peuvent être capables d'éradiquer la pauvreté dans le territoire de Mwenga.

8.1. MECANISMES DE SURVIE

8.1.1. SUR POPULATION ET PROBLEME DE TERRE

- sécuriser les villages abandonnés et les terres arables ;
- revoir les pratiques coutumières qui donnent plein pouvoir aux autorités coutumières et aux premiers occupants de Matongo, pour ce faire, il faut procéder à la réforme agraire tout en sensibilisant au préalable les chefs coutumiers sur la loi foncière.
- rendre attrayant la vie au village par l'approvisionnement en une eau potable à l'électrification, par la création d'emplois rémunérateurs
- rendre rentable les activités agricoles, d'élevage et de pêche.
- Aménager et réhabiliter les routes des dessertes agricoles.

8.1.2. CONTRAINTES SOCIALES ET FINANCIERES

- Que l'Etat adopte une politique sociale qui allège la vie en général par le paiement des salaires justes et réguliers,
- L'harmonisation et le respect de textes légaux dans la perception des impôts et taxes.
- Que l'Etat octroie des crédits aux agriculteurs et aux micro-projets

8.1.3. EDUCATION

- Que l'éducation soit gratuite au niveau du primaire,
- Que l'Etat paie régulièrement les enseignants
- Que les écoles soient équipées et réhabilitées
- Que soient diversifiées les formations en multipliant les écoles des métiers et d'alphabétisation des adultes
- Que l'Etat prenne en charge tous les enfants indigents.

8.1.4. CHOMAGE

- Que l'Etat crée d'emplois rémunérateurs
- Que soient redynamisés les services de l'Etat
- Que soit mise en place une politique sociale qui encourage les professions libérales par l'octroi des micro-crédits
- Que les entrepreneurs soient sensibilisés pour investir dans le territoire.

8.1.5. PENURIE DE L'EAU

- Que soient étendus les services de la REGIDESO sur l'ensemble du territoire.
- Que soient aménagées les sources d'eau potable dans tous les villages avec la participation de la population,
- Que soient aménagées des bornes fontaines et soient érigées les adductions d'eau potable dans les grandes agglomérations : telles que : Kamituga, Mwenga, Kitutu, Lugushwa...

8.1.6. PENURIE DE LA NOURRITURE

- Réhabiliter les routes qui relient les producteurs aux consommateurs
- Révision de la loi sur la libéralisation des matières précieuses en vue de décourager la population en âge d'activité d'abandonner les carrés miniers et à se donner aux travaux des champs,

- Octroyer des micro-crédits aux éleveurs et agriculteurs, organiser ensuite les services vétérinaires.

8.1.7. Santé : VIH/SIDA, paludisme et autres maladies

- Implanter des centres de dépistages des infections sexuellement transmissibles dont le VIH /SIDA
- Instaurer une politique visant à encourager la population au test de dépistage sur le VIH /SIDA
- Que les soins de santé primaire soient gratuits
- Que l'Etat prenne en charge les personnes vivantes avec le VIH/SIDA et autres infections sexuellement transmissibles.
- Que soient réhabilités et équipés les infrastructures sanitaires,
- Que les hôpitaux et centres de santé soient approvisionnés en médicaments
- Que soit vulgarisée la médecine préventive.

8.1.8. Maladies de la récolte/plante

- créer et équiper les écoles de formation agronomiques et vétérinaires.
- Disponibiliser et encadrer les techniciens agricoles
- Mettre à la disposition des techniciens des produits phytosanitaires et phytoparasitaires pour traitement de maladies de plantes

8.1.9. Logement

- Vulgariser les techniques de la fabrication artisanale des matériaux de construction ;
- Organiser des mutuelles de construction ;
- Octroyer des micro-crédits pour la construction des coopératives et mutuelles
- Urbaniser les villages

8.1.10. Incendie

- Que soit organisé le système de feu de brousse ;

- Que soient punis les incendieurs et coupeurs des bois sans autorisation préalable des agents environneurs.

8.1.11. Energie

- Que soient érigés de micro-centrales sur les rivières Kilungutwe et Zokwe dans la partie Nord, Kibe et Nyamupe dans la partie Sud et des moulins hydrauliques ;
- Vulgariser certaines techniques d'énergie : le Biogaz, la Biomasse ;
- Organiser un programme de reboisement et d'abattage des arbres ;
- Alimenter tout le territoire en courant électrique à partir de deux centrales hydroélectriques sur la Lwindi et sur l'Elila.

8.1.12. Arrangement funéraire

Eduquer et sensibiliser la population de Mwenga sur les pratiques funéraires.

8.1.13. Dispersion géographique

Réexaminer la politique de regroupement des villages qui faciliterait la réalisation des plusieurs projets de développement et des services sociaux.

8.1.14. Disparités linguistiques

C'est une des causes majeures du tribalisme et du clanisme. D'où, il faut sensibiliser les gens au patriotisme, à l'amour de l'intérêt collectif.

8.1.15. Guerres et catastrophes naturelles

- punir les acteurs de la guerre ;
- prévenir les catastrophes naturelles en organisant les services appropriés ;
- organiser si rapidement les services humanitaires en cas des catastrophes naturelles.

8.1.16. Enclavement

- Réhabilitation des routes (RN2 et des dessertes agricoles)
- Création de réseau de télécommunication dans tous les grands centres d'agglomération (ci-haut cités).

8.1.17. Existence de minorités ethniques / ou sociales

Elaborer une loi de la nationalité sur les minorités ethniques afin de mettre fin à la question liée aux minorités ethniques.

8.2. ACTIONS DE LA COMMUNAUTE

SITE KAMITUGA

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
- Les routes sont dans un état de détérioration très avancée	- Manque d'intérêt des opérateurs économiques - Irresponsabilité de l'Etat - Manque d'entretien - Des fortes pluies et les érosions	- Enclavement du village - Misère et famine - écoulement difficile des produits agricoles - Déplacement pénible des personnes	- Les routes sont réhabilitées	- Sensibilisation - Réhabilitation et entretien des routes et ponts existants - Création d'autres routes	- Engager des cantonniers et intensifier les travaux manuels d'entretien - Faire le plaidoyer - tracer des nouvelles routes et les asphaltés	- L'Etat - Les ONGs - La population - Les opérateurs économiques - L'office de route	- 344 Km de la route National II Kadubo-Lwino et réhabiliter d'ici 2006 - Nombre des km de nouvelles routes tracées - Nombre des cantonniers engagés et opérationnels	- Rapports annuels des ministères - Rapports d'activités des ONGs - Fiche de renseignement - Pièces comptables	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Catastrophe naturel
- La population est en insécurité	- La présence de Banyamulenge - La présence des bandes armée étrangères - L'agression des armée régulières du Rwanda et	- Entreprise, Administration publique et champs pillés - Vols, viols et présence de plusieurs maladies sexuellement	- La sécurité des biens et des personnes est assurée	- Désarmement des groupes armées et rapatriement des troupes étrangères - Casernement et formation des	- Identifier les différents groupes armés et procéder aux brassages - Construire des centres de casernement et	- L'Etat - Les ONGs - La population - La communauté internationale	- Nombre de centres de casernement et de formation militaire construit et opérationnel - Nombre de	- Rapports annuels des ministères - Rapports d'activités des ONGs - Fiche de renseignement	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de volonté de la

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	Ouganda - Le non casernement des militaires FARDC - Le non paiement régulier des militaires FARDC	transmissible - Tracasserie de tout genre		militaires FARDC - Sécurisation de la frontière et résolution des problèmes Banyamulenge	de formation militaire - Payer un salaire décent des militaires - Etudier le problème de nationalité de Banyamulenge		militaires étrangers rapatriés - Nombre de mesure de sécurité prise	- Pièces comptables	communauté internationale et du pays voisin en conflit
L'assistance dans le secteur commercial et économique inexistant	- Abandon de l'Etat - La crise socio-économique à travers le pays - Le manque d'institutions financières - Absence d'investissements	- Revenu de la population insuffisant - Difficulté de scolariser les enfants et d'accéder aux soins de santé de qualité - Chômages, misère et famine	-Le secteur commercial et économique est suffisamment appuyé	- Création des institutions financières et octroi de crédits - Rédynamisation des activités socio-économiques - Electrification du milieu	- Faire le plaidoyer - Sensibiliser la population en matière de création des petits emplois - Accorder des micro crédit - Raccorder les villages aux lignes haute tension SNEL	- L'Etat - La SNEL - Les partenaires - la population - Les opérateurs économiques	- Nombre des coopératives créées - Nombre des commerçants et artisans bénéficiaires des micro crédits - Nombre des villages électrifiés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Insécurité et guerres
- Les emplois rémunérateurs sont presque	- Abandon de l'Etat - Absence	- Chômage et sous emplois - Misère et famine	- Les emplois rémunérateurs sont créés	- Electrification du milieu - Sensibilisation	- Raccorder les villages au réseau SNEL	- l'Etat - Les opérateurs	- Nombre des villages électrifiés	- Les rapports d'activités des ONGs	- Mauvaise gouvernance - Guerre et

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
inexistants	d'initiative privée	- Fuite des cerveaux - Difficulté de scolariser les enfants et d'accéder aux soins de santé de qualité		de la population à l'esprit d'initiative - Création d'emploi rémunérateur dans le secteur public comme dans le secteur privé	- Créer des centres de formation en matière d'initiative privée - Payer décemment les fonctionnaires - Créer des entreprises publiques et privées - Faire le plaidoyer	économiques - La population - Les partenaires	- Nombre des centres de formation créés et opérationnels - Nombre d'entreprises publiques et privées créés	- Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	insécurité - Manque d'intérêt des investisseurs
- Le niveau d'instruction est fortement en baisse	- La guerre et l'insécurité - Non paiement des salaires des enseignants - La libération de l'exploitation des matières précieuses	- Taux élevé d'analphabétisme - Déperdition scolaire - Faible taux de scolarisation des filles - La délinquance juvénile - manque de capacités	- Le niveau d'instruction de la population a été amélioré	- Prise en charge des écoles par l'Etat et autres bailleurs de fonds (UNICEF) - Mise en place d'un système éducatif adapté - Paiement conséquent et	- Réhabiliter, équiper et subventionner les écoles - Concevoir un système éducatif adapté - Promulguer un nouveau barème pour les enseignants	- L'Etat - Les bailleurs de fonds - la population - Les ONGs	- Nombres d'écoles réhabilitées, équipées et subventionnées - Nombre d'enseignants formés et recyclés - Nombre d'enseignants	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
				régulier des enseignants - Formation et recyclage des enseignants	du secteur public et faire respecter le SMIGS, pour ceux du secteur privé - Créer des centres de formation et recyclage des enseignants		payés au nouveau barème - Nombre d'écoles utilisant le nouveau système éducatif		
- Les soins de santé, l'eau potable et l'électricité sont insuffisante voire inexistants	- Absence de politique en matière de santé - Insuffisance des personnels qualifiés de santé - Absence d'une politique d'hygiène et d'assainissement - Absence des rivières et des sources d'eau dans certains villages	- Taux élevé de mortalité maternel et infantile - Présence des divers maladies - Absence d'usines et des activités artisanales - Vols, viols et famine	- Les soins de santé, l'eau potable et l'électricité sont disponibles	- Création des centres de santé et des hôpitaux - Prise en charge des institutions sanitaires par l'Etat et autres organismes internationaux - Electrification des villages par la SNEL -	- Faire le plaidoyer - Sensibiliser la population en matière de gestion des institutions sanitaires - Créer des pharmacies - Aménager des sources d'eaux - Installer des centrales	- L'Etat - Les bailleurs de fonds - La SNEL et la Regideso - la population.	- Un hôpital général de référence, équipé dans chaque village d'ici 2005. - Nombre des villages électrifiés - Nombre des sources d'eaux aménagés - Nombre des centre de santé	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de financement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	- Désintéressement de la Régideso et de la SNEL			Disponibilisation de l'eau potable dans tous les villages	hydroélectriques - Raccorder des villages au réseau SNEL.		et pharmacie construits et opérationnels		

SITE KITUTU

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
- Les villages sont mal gérés	- Prise du pouvoir par les armes - Impunité - Absence des élections	- Régime dictatorial - Régime de prédateur de la guerre, corruption - Crise socio-économique généralisée - Absence des investisseurs	- Un régime démocratique est instauré	- Organisation des élections à tous les niveaux - Sensibilisation et formation de la population - Organisation de dynamique sociale de pression - Education politique	- Elaborer la loi électorale et la promulguée - Organiser des séminaires et ateliers de formation - Organiser des comités de la société civile	- L'Etat - La population - Les ONGs - Les partenaires	- La loi électorale est votée et promulguée d'ici fin mai 2005 - Nombre des séminaires et ateliers de formation organisés - Nombre des comités de la société civile organisée et opérationnel	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de financement
- Les routes sont en état avancées de délabrement	- Abandon de l'Etat - Absence d'intérêt pour les opérateurs économiques - Guerre - Manque d'entretien	- Enclavement, misère et famine - Découragement des agriculteurs - Ecoulement difficile des produits agricoles - Prix élevé des produits manufacturés - Déplacement difficile	- Les routes sont réhabilitées	- Construction des nouvelles routes et réhabilitation des anciennes - Entretien régulier des routes	- Tracer des nouvelles routes et les asphaltées - Engager des cantonniers pour l'entretien des routes - Reboiser pour	- L'Etat - L'office de routes - La population - Les partenaires - Les ONGs	- Km des routes tracées - Km des routes entretenues - Nombre des cantonniers engagés et opérationnels	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	régulier - Forte pluies et érosion	des personnes			lutter contre les érosions. - Faire le plaidoyer				
- L'eau potable est insuffisante	- Absence et désintéressement de la Régideso - Absence des rivières et sources d'eau dans beaucoup de villages - Abandon de l'Etat et absence d'action des ONGs	- Présence de plusieurs maladies de mains sales - Parcours des longues distances pour puiser l'eau et viol des femmes et jeunes filles - taux de mortalité élevé	- L'eau potable est disponibilisé	- Construction des adductions d'eau et aménagement des sources d'eau - Sensibilisation et responsabilisation de la Régideso	- Raccorder les villages aux tuyaux de la Régideso - Creuser des sources d'eau - Installer des robinets - Former des techniciens en hydraulique - Sensibiliser la population - Faire le plaidoyer	- L'Etat - La Régideso - Les ONGs - Les partenaires	- Nombre des villages raccordés aux tuyaux Régideso - Nombre des maisons où les robinets sont installés - Nombre des sources d'eau aménagées	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Insécurité et guerres - Catastrophes naturelles
- Les conflits ethniques entre les Banyamulenge	- La présence de Banyamulenge et des bandes	- Les guerres - L'insécurité - Les viols avec des conséquences sur la	- La paix est instaurée dans tous les villages	- Désarmement des bandes armées - Rapatriement	- Favoriser le mariage entre les ethnies - Sensibiliser	- L'Etat - La communauté internationale - Les ONGs	- Nombre des militaires étrangers rapatriés - Nombre des	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports	- Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
et les autres ethnies du territoire sont très fréquents	armées étrangères - L'insécurité - L'acceptation difficile des Banyamulenge - Dispute des espaces habitables et des pâturage	santé - Destruction des champs, malnutrition et famines		des troupes armées étrangères - Cohabitation pacifique	les ethnies à la paix - Négocier le rapatriement des troupes étrangères ou les forcées. - Caserner les militaires FARDC.	- La population	mariages entre les autres ethnies et les Banyamulenge contracté - Nombre des centres de casernes construits et opérationnel	annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Manque de volontés des pays voisins impliqués - Manque de financement - Manque de volonté de la communauté internationale
- Les associations des femmes qui prônent sont très mal perçues	- Le poids de la coutume - L'orgueil des hommes	- Divorce - Mentalité rétrograde - Présence des femmes mal traitées et qui travaillent durement - Mépris de la femme	- Les associations des femmes ont connu une promotion	- La promotion et l'émancipation de la femme	- Analphabétiser les femmes - Scolariser les jeunes filles - Créer des centres de promotion de la femme - Sensibiliser et former les hommes	- L'Etat - Les ONGs - La population et surtout la femme	- Nombre des centres de formation créées et opérationnels - Nombre des femmes analphabètes formées - Nombre des jeunes filles scolarisées	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Les us et coutumes

SITE KASIKA

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
- La population est en insécurité	- Absence des casernes - Impaiement des militaires - Présence de plusieurs bandes armées - Agression Rwando - Ougandaïse	- Massacre des milliers d'hommes - Destruction des champs et toutes les infrastructures - Présence de beaucoup de veuves et orphelins - Viols et maladies sexuellement transmissibles (VIH/SIDA) - Baisse de la production agricole	- La population et leurs biens sont sécurisés	- La maîtrise des bandes armées - Le rapatriement des armées étrangères - Le brassage des armées - Le casernement des militaires	- Négocier le rapatriement des troupes étrangères ou les forcer. - Caserner les militaires FARDC. - Accélérer le brassage des militaires - Sensibiliser et former les militaires - Construire des casernes	- L'Etat - La communauté internationale - La population - Les ONGs	- Nombre des militaires rapatriés - Nombre des casernes et des centres de formation construits - Nombre des militaires casernés et formés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de financement - Manque de volontés de la communauté internationale et des pays voisins impliqués
- La route nationale II et les routes de desserte agricole sont en état de détérioration	- Abandon de l'Etat - Les guerres - Manque d'entretien - Les pluies et les érosions	- Absence des produits manufacturés - Difficultés d'écoulement des produits agricoles - Absence de	- La route nationale 2 et les routes de desserte agricole sont réhabilitées	Réhabilitation de la route nationale 2 et des routes de dessertes agricoles -Constructions	- Engager des cantonniers - Réparer tous les ponts - Faire le plaidoyer	- L'Etat - Les bailleurs de fonds - L'Office de routes - Les ONGs - La	- Km de routes nationales II réhabilité - Km des nouvelles routes tracées et asphaltées	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Insécurité et guerre

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
très avancée		services publics - Découragement des activités agricoles et baisse de la production agricole - Famine et misères - Déplacement difficile des biens et services		des nouvelles routes de dessertes agricoles - Entretien des toutes les routes	- Tracer des nouvelles routes de desserte agricole et les asphalter	population	- Nombre des cantonniers engagés opérationnels	renseignement	
- Les conflits des pouvoirs et les haines tribales sont très réguliers	- Mort inopinée du Mwami François - Règlement de comptes	- Fuite de certains membres et agents de son rang	- Le pouvoir coutumier est établi	- Concertation des gardiens de la coutume Nyundi	- Faire intervenir la délégation de la division de l'intérieur - Sensibiliser tous les chefs de groupement	- Les huit chefs de groupement de Lwindi	- Nombre des consultations obtenues	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Défaillance de l'autorité provinciale
- Le droit de l'homme est inexistant et les femmes sont fréquemment	- Présence des bandes armées, des groupes armés étrangers et	- Maladies sexuellement transmissibles - Naissance indésirable	- Le droit de l'homme et la démocratie sont instaurés	- Organisation des élections libres et démocratiques - Instauration	- Recenser la population - Promulguer la loi électorale - Procéder au	- L'Etat - Les partenaires - La population	- Nombre total de la population recensée - La loi électorale promulguée	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre et

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
violées	des militaires incontrôlés - Les guerres - Absence de démocratie	- Incarcération arbitraire - Tueries répétées		de la justice et de la sécurité	referendum - Opérer le brassage - Incarcérer les militaires - Renforcer les capacités de la justice	- Les ONGs	d'ici fin mai 2005 - Nombre des militaires casernés	ministère - Les fiches de renseignement	insécurité
- L'électricité, l'eau potable, les soins de santé et l'éducation sont inaccessibles à la population	- Absence de politique en matière de santé - Insuffisance des personnels qualifiés de santé - Absence d'une politique d'hygiène et d'assainissement - Absence des rivières et des sources d'eau dans certains villages -	- Taux élevé de mortalité maternel et infantile - Présence des diverses maladies et des activités artisanales - Vols, viols et famine - Taux élevé d'analphabétisme - Délinquance juvénile	- Les soins de santé, l'eau potable, l'éducation et l'électricité sont disponibles	- Création des centres de santé et des hôpitaux - Prise en charge des institutions sanitaires par l'Etat et autres organismes internationaux - Electrification des villages par la SNEL - Disponibilité de l'eau potable dans tous les villages	- Faire le plaidoyer - Sensibiliser la population en matière de gestion des institutions sanitaires - Créer des pharmacies - Aménager des sources d'eaux - Installer des centrales hydroélectriques sur les chutes Zokwe, Lumetekero, Mwoma et	- L'Etat - Les bailleurs de fonds - La SNEL et la Regideso - la population.	- Un hôpital général de référence, équipé dans chaque village d'ici 2005. - Nombre des villages électrifiés - Nombre des sources d'eaux aménagées - Nombre des centres de santé et pharmacie construits et opérationnels - Nombre	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de financement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	Désintéressement de la Régideso et de la SNEL - Absence des infrastructures scolaires			- Création des nouvelles écoles et réhabilitation des anciennes - Gratuité de l'enseignement primaire et secondaire	Ulindi - Raccorder des villages au réseau SNEL. - Construire des écoles et entretenir et équiper les anciennes		d'écoles construites, réhabilitées et équipées - Nombre d'enfants bénéficiaires de la gratuité de l'enseignement		

SITE MWENGA

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
- La production agropastorale est en baisse	- Terre infertile - Manque des semences améliorées et engrais - Absence d'encadrement des techniciens agricoles - Guerres et insécurité - Pillage de l'outil de production - Découragement des agriculteurs	- Famine et malnutrition - Présence de beaucoup des vulnérables - Augmentation des importations de la nourriture - Faible revenus des parents et difficultés de scolariser les enfants et d'accéder aux soins de santé	- La production agropastorale a augmenté	- Disponibilité des techniques culturales améliorées - Sécurisation des populations et de leurs biens - Sensibilisation et formation	- Doter des agriculteurs des semences, outils adaptés et géniteurs améliorés - Appliquer les techniques de jachère - Caserner les militaires - Maîtriser les bandes armées et rapatrier les militaires étrangers - Encadrer les agriculteurs et éleveurs	- L'Etat - La population - Les ONGs - Les partenaires	- Nombre d'agriculteurs et éleveurs encadrés - Quantité de semences et types d'outils distribués - Nombre des militaires casernés et rapatriés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Manque de volonté de la communauté internationale et des pays voisins impliqués - Guerre et insécurité
- L'eau potable, les soins de santé et l'énergie	- Absence de politique en matière de	- Taux élevé de mortalité maternel et	- Les soins de santé, l'eau potable	- Création des centres de santé et des hôpitaux	- Faire le plaidoyer - Sensibiliser la	- L'Etat - Les bailleurs de fonds	- Un hôpital général de référence,	- Les rapports d'activités des ONGs	- Mauvaise gouvernance - Guerre et

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
électrique sont inaccessible à la population	santé - Insuffisance des personnels qualifiés de santé - Absence d'une politique d'hygiène et d'assainissement - Absence des rivières et des sources d'eau dans certains villages - Désintéressement de la Régideso et de la SNEL	infantile - Présence des divers maladies - Absence d'usines et des activités artisanales - Vols, viols et famine	et l'électricité sont disponibles	- Prise en charge des institutions sanitaires par l'Etat et autres organismes internationaux - Electrification des villages par la SNEL - Disponibilité de l'eau potable dans tous les villages	population en matière de gestion des institutions sanitaires - Créer des pharmacies - Aménager des sources d'eaux - Installer des centrales hydroélectriques - Raccorder des villages au réseau SNEL.	- La SNEL et la Régideso - la population.	équipé dans chaque village d'ici 2005. - Nombre des villages électrifiés - Nombre des sources d'eaux aménagés - Nombre des centre de santé et pharmacie construits et opérationnels	- Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	insécurité - Manque de financement
- Les routes sont en mauvais état	- Abandon de l'Etat - Absence d'intérêt pour les opérateurs économiques	- Enclavement, misère et famine - Découragement des	- Les routes sont réhabilitées	- Construction des nouvelles routes et réhabilitation des anciennes - Entretien	- Tracer des nouvelles routes et les asphaltées - Engager des cantonniers	- L'Etat - L'office de routes - La population - Les partenaires	- Km des routes tracées - Km des routes entretenues - Nombre des cantonniers	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre - Manque d'entretien régulier - Forte pluies et érosion 	<ul style="list-style-type: none"> agriculteurs - Ecoulement difficile des produits agricoles - Prix élevé des produits manufacturés - Déplacement difficile des personnes 		régulier des routes	<ul style="list-style-type: none"> pour l'entretien des routes - Reboiser pour lutter contre les érosions. - Faire le plaidoyer 	- Les ONGs	engagés et opérationnels	- Les fiches de renseignement	
- L'habitat est inaccessible à la population	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise politique de l'habitat - Négligence de l'Etat et désintéressement des ONGs. - Les guerres - La faiblesse du revenu agricole - Le taux élevé de chômage et l'impayement des 	<ul style="list-style-type: none"> - Exode rurale - promiscuité et diverses maladies - Manque d'éducation et d'instruction des enfants 	-Un logement décent est disponibilisé à la population	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des nouvelles maisons et nouveaux quartiers - Valorisation des produits agricoles et paiement régulier des fonctionnaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Faire le plaidoyer - Sensibiliser la population - Aménager des terrains et construire des maisons - Organiser les marchés des produits agricoles - Mettre sur pied un nouveau 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les ONGs - La population 	<ul style="list-style-type: none"> - Km des routes tracées - Km des routes entretenues - Nombre des cantonniers engagés et opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre et insécurité

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	fonctionnaires				barème des fonctionnaires				
- La délinquance juvénile est en augmentation	- Absence de scolarisation des enfants - Les guerres - Faiblesse des revenus des parents - Chômage - Manque de loisirs	- Augmentation de taux de fumeurs de chanvre - Présence des bandes armées et des voleurs - Présence des enfants soldats et enfants de la rue - Viols et banditismes	- Les jeunes sont occupés à des activités génératrices des revenus	- Sensibilisation et conscientisation des enfants - Valorisation des produits agricoles et paiement des parents	- Créer des centres d'encadrement des enfants - Scolariser les enfants - Organiser les marchés des produits agricoles et payer les parents à un nouveau barème - Interdire et punir la consommation du chanvre - Démobiliser et réintégrer les enfants soldats	- L'Etat - Les ONGs - la population - Les partenaires	- Nombre d'enfants encadrés et scolarisés - Nombre d'enfants soldats démobilisés et réintégrés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité

SITE MUNGOMBE

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOPAGE
- La production agropastorale est en baisse	- Terre infertile - Manque des semences améliorées et engrais - Absence d'encadrement des techniciens agricoles - Guerres et insécurités - Pillage de l'outil de production - Découragement des agriculteurs	- Famine et malnutrition - Présence de beaucoup des vulnérables - Augmentation des importations de la nourriture - Faible revenus des parents et difficultés de scolariser les enfants et d'accéder aux soins de santé	- La production agropastorale a augmenté	- Disponibilisation des techniques culturales améliorées - Sécurisation des populations et de leurs biens - Sensibilisation et formation	- Doter des agriculteurs des semences, outils adaptés et géniteur améliorés - Appliquer les techniques de jachère - Caserner les militaires - Maîtriser les bandes armées et rapatrier les militaires étrangers - Encadrer les agriculteurs et éleveurs	- L'Etat - La population - Les ONGs - Les partenaires	- Nombre d'agriculteurs et éleveurs encadrés - Quantité de semences et types d'outils distribués - Nombre des militaires casernés et rapatriés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Manque de volonté de la communauté internationale et des pays voisins impliqués - Guerre et insécurité
- L'eau potable, les soins de santé et	- Absence de politique en matière de santé	- Taux élevé de mortalité maternel et	- Les soins de santé, l'eau potable et	- Création des centres de santé et des hôpitaux	- Faire le plaidoyer - Sensibiliser la	- L'Etat - Les bailleurs de fonds	- Un hôpital général de référence,	- Les rapports d'activités des ONGs	- Mauvaise gouvernance - Guerre et

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOQUE
l'énergie électrique sont inaccessible à la population	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des personnels qualifiés de santé - Absence d'une politique d'hygiène et d'assainissement - Absence des rivières et des sources d'eau dans certains villages - Désintéressement de la Régideso et de la SNEL 	<ul style="list-style-type: none"> infantile - Présence des divers maladies - Absence d'usines et des activités artisanales - Vols, viols et famine 	l'électricité sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des institutions sanitaires par l'Etat et autres organismes internationaux - Electrification des villages par la SNEL - Disponibilité de l'eau potable dans tous les villages 	<ul style="list-style-type: none"> population en matière de gestion des institutions sanitaires - Créer des pharmacies - Aménager des sources d'eaux - Installer des centrales hydroélectriques - Raccorder des villages au réseau SNEL. 	<ul style="list-style-type: none"> - La SNEL et la Régideso - la population. 	<ul style="list-style-type: none"> équipé dans chaque village d'ici 2005. - Nombre des villages électrifiés - Nombre des sources d'eaux aménagés - Nombre des centre de santé et pharmacie construits et opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> insécurité - Manque de financement
- Le niveau d'instruction est fortement en baisse	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre et l'insécurité - Non paiement des salaires des enseignants - La libération de l'exploitation des matières précieuses 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux élevé d'analphabétisme - Déperdition scolaire - Faible taux de scolarisation des filles - La délinquance 	- Le niveau d'instruction de la population a été amélioré	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des écoles par l'Etat et autres bailleurs de fonds (UNICEF) - Mise en place d'un système éducatif adapté - Paiement conséquent et 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter, équiper et subventionner les écoles - Concevoir un système éducatif adapté - Promulguer un nouveau barème 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les bailleurs de fonds - la population - Les ONGs 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombres d'écoles réhabilitées, équipées et subventionnées - Nombre d'enseignants formés et recyclés - Nombre 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Manque de financement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
		juvénile - manque de capacités		régulier des enseignants - Formation et recyclage des enseignants	pour les enseignants du secteur public et faire respecter le SMIGS, pour ceux du secteur privé - Créer des centres de formation et recyclage des enseignants		d'enseignants payés au nouveau barème - Nombre d'écoles utilisant le nouveau système éducatif		
- L'habitat est inaccessible à la population	- Mauvaise politique de l'habitat - Négligence de l'Etat et désintéressement des ONGs. - Les guerres - La faiblesse du revenus agricole - Le taux élevé de chômage et l'impayement des fonctionnaires	- Exode rurale - promiscuité et diverses maladies - Manque d'éducation et d'instruction des enfants	Un logement décent est disponible à la population	- Construction des nouvelles maisons et nouveaux quartiers - Valorisation des produits agricoles et paiement régulier des fonctionnaires	- Faire le plaidoyer - Sensibiliser la population - Aménager des terrains et construire des maisons - Organiser les marchés des produits agricoles - Mettre sur pied un nouveau barème des fonctionnaires	- L'Etat - Les ONGs - La population	- Nombre des maisons construites - Km d'espaces aménagés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre et insécurité

MATRICE DE PLANIFICATION DU TERRITOIRE DE MWENGA

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
1. Les routes sont dans un état de détérioration très avancée	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'intérêt des opérateurs économiques - Irresponsabilité de l'Etat - Manque d'entretien - Des fortes pluies et les érosions 	<ul style="list-style-type: none"> - Enclavement du village - Misère et famine - écoulement difficile des produits agricoles - Déplacement pénible des personnes 	<ul style="list-style-type: none"> - Les routes sont réhabilitées 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation - Réhabilitation et entretien des routes et ponts existants - Création d'autres routes 	<ul style="list-style-type: none"> - Engager des cantonniers et intensifier les travaux manuels d'entretien - Faire le plaidoyer - tracer des nouvelles routes et les asphaltés 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les ONGs - La population - Les opérateurs économiques - L'office de route 	<ul style="list-style-type: none"> - 344 Km de la route National II Kadubo-Lwino et réhabiliter d'ici 2006 - Nombre des km de nouvelles routes tracées - Nombre des cantonniers engagés et opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels des ministères - Rapports d'activités des ONGs - Fiche de renseignement - Pièces comptables 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Catastrophe naturel
2 La population est en insécurité	<ul style="list-style-type: none"> - La présence de Banyamulenge - La présence des bandes armée étrangères - L'agression des armée régulières du 	<ul style="list-style-type: none"> - Entreprise, Administration publique et champs pillés - Vols, viols et présence de plusieurs maladies sexuellement transmissible - Tracasserie de tout 	<ul style="list-style-type: none"> - La sécurité des biens et des personnes est assurée 	<ul style="list-style-type: none"> - Désarmement des groupes armées et rapatriement des troupes étrangères - Casernement et formation des militaires FARDC - Sécurisation de 	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les différents groupes armés et procéder aux brassages - Construire des centres de casernement et de formation militaire 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les ONGs - La population - La communauté internationale 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de centres de casernement et de formation militaire construit et opérationnel - Nombre de militaires étrangers 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels des ministères - Rapports d'activités des ONGs - Fiche de renseignement - Pièces comptables 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de volonté de la communauté internationale

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	Rwanda et Ouganda - Le non casernement des militaires FARDC - Le non paiement régulier des militaires FARDC	genre		la frontière et résolution des problèmes Banyamulenge	- Payer un salaire décent des militaires - Etudier le problème de nationalité de Banyamulenge		rapatriés - Nombre de mesure de sécurité prise		et du pays voisin en conflit
3. L'assistance dans le secteur commercial et économique inexistant	- Abandon de l'Etat - La crise socio-économique à travers le pays - Le manque d'institutions financières - Absence d'investissements	- Revenu de la population insuffisant - Difficulté de scolariser les enfants et d'accéder aux soins de santé de qualité - Chômagés, misère et famine	-Le secteur commercial et économique est suffisamment appuyé	- Création des institutions financières et octroi des crédits - Rédinamisation des activités socio-économiques - Electrification du milieu	- Faire le plaidoyer - Sensibiliser la population en matière de création des petits emplois - Accorder des micro crédit - Raccorder les villages aux lignes haute tension SNEL	- L'Etat - La SNEL - Les partenaires - la population - Les opérateurs économiques	- Nombre des coopératives créées - Nombre des commerçants et artisans bénéficiaires des micro crédits - Nombre des villages électrifiés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Insécurité et guerres

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
4. Les emplois rémunérateurs sont presque inexistants	<ul style="list-style-type: none"> - Abandon de l'Etat - Absence d'initiative privée 	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage et sous emplois - Misère et famine - Fuite des cerveaux - Difficulté de scolariser les enfants et d'accéder aux soins de santé de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Les emplois rémunérateurs sont créés 	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification du milieu - Sensibilisation de la population à l'esprit d'initiative - Création d'emploi rémunérateur dans le secteur public comme dans le secteur privé 	<ul style="list-style-type: none"> - Raccorder les villages au réseau SNEL - Créer des centre de formation en matière d'initiative privée - Payer décemment les fonctionnaires - Créer des entreprises publiques et privées - Faire le plaidoyer 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les opérateurs économiques - La population - Les partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des villages électrifiés - Nombre des centres de formation créés et opérationnels - Nombre d'entreprises publiques et privées créés 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque d'intérêt des investisseurs
5. Le niveau d'instruction est fortement en baisse	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre et l'insécurité - Non paiement des salaires des enseignants - La libération de l'exploitation des matières 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux élevé d'analphabétisme - Déperdition scolaire - Faible taux de scolarisation des filles - La délinquance juvénile - manque de capacités 	<ul style="list-style-type: none"> - Le niveau d'instruction de la population a été amélioré 	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge des écoles par l'Etat et autres bailleurs de fonds (UNICEF) - Mise en place d'un système éducatif adapté 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter, équiper et subventionner les écoles - Concevoir un système éducatif adapté 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les bailleurs de fonds - la population - Les ONGs 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombres d'écoles réhabilitées, équipées et subventionnées - Nombre d'enseignants formés et 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Manque de financement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	précieuses			<ul style="list-style-type: none"> - Paiement conséquent et régulier des enseignants - Formation et recyclage des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> - Promulguer un nouveau barème pour les enseignants du secteur public et faire respecter le SMIGS, pour ceux du secteur privé - Créer des centres de formation et recyclage des enseignants 		<ul style="list-style-type: none"> recyclés - Nombre d'enseignants payés au nouveau barème - Nombre d'écoles utilisant le nouveau système éducatif 		
6. Les soins de santé, l'eau potable et l'électricité sont insuffisante voire inexistants	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de politique en matière de santé - Insuffisance des personnels qualifiés de santé - Absence d'une politique d'hygiène et 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux élevé de mortalité maternel et infantile - Présence des diverses maladies - Absence d'usines et des activités artisanales - Vols, viols et famine 	<ul style="list-style-type: none"> - Les soins de santé, l'eau potable et l'électricité sont disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des centres de santé et des hôpitaux - Prise en charge des institutions sanitaires par l'Etat et autres organismes internationaux - Electrification 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire le plaidoyer - Sensibiliser la population en matière de gestion des institutions sanitaires - Créer des pharmacies 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les bailleurs de fonds - La SNEL et la Regideso - la population. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un hôpital général de référence, équipé dans chaque village d'ici 2005. - Nombre des villages électrifiés - Nombre des 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de financement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	<p>d'assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence des rivières et des sources d'eau dans certains villages - Désintéressement de la Régideso et de la SNEL 			<p>des villages par la SNEL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilisation de l'eau potable dans tous les villages 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménager des sources d'eaux - Installer des centrales hydroélectriques - Raccorder des villages au réseau SNEL. 		<p>sources d'eaux aménagées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre des centre de santé et pharmacie construits et opérationnels 		
7. Les villages sont mal gérés	<ul style="list-style-type: none"> - Prise du pouvoir par les armes - Impunité - Absence des élections 	<ul style="list-style-type: none"> - Régime dictatorial - Régime de prédateur de la guerre, corruption - Crise socio-économique généralisée - Absence des investisseurs 	- Un régime démocratique est instauré	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des élections à tous les niveaux - Sensibilisation et formation de la population - Organisation de dynamique sociale de pression - Education politique 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer la loi électorale et la promulguée - Organiser des séminaires et ateliers de formation - Organiser des comités de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - La population - Les ONGs - Les partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - La loi électorale est votée et promulguée d'ici fin mai 2005 - Nombre des séminaires et ateliers de formation organisés - Nombre des comités de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de financement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
							organisée et opérationnel		
8. Les conflits ethniques entre les Banyamulenge et les autres ethnies du territoire sont très fréquents	<ul style="list-style-type: none"> - La présence de Banyamulenge et des bandes armées étrangères - L'insécurité - L'acceptation difficile des Banyamulenge - Dispute des espaces habitables et des pâturage 	<ul style="list-style-type: none"> - Les guerres - L'insécurité - Les viols avec des conséquences sur la santé - Destruction des champs, malnutrition et famines 	<ul style="list-style-type: none"> - La paix est instaurée dans tous les villages 	<ul style="list-style-type: none"> - Désarmement des bandes armées - Rapatriement des troupes armées étrangères - Cohabitation pacifique 	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le mariage entre les ethnies - Sensibiliser les ethnies à la paix - Négocier le rapatriement des troupes étrangères ou les forcées. - Caserner les militaires FARDC. 	<ul style="list-style-type: none"> - l'Etat - La communauté internationale - Les ONGs - La population 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des militaires étrangers rapatriés - Nombre des mariages entre les autres ethnies et les Banyamulenge contracté - Nombre des centres de casernes construits et opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité - Manque de volontés des pays voisins impliqués - Manque de financement - Manque de volonté de la communauté internationale
9. Les associations des femmes qui prônent sont très mal perçues	<ul style="list-style-type: none"> - Le poids de la coutume - L'orgueil des hommes 	<ul style="list-style-type: none"> - Divorce - Mentalité rétrograde - Présence des femmes mal traitées et qui travaillent durement - Mépris de la femme 	<ul style="list-style-type: none"> - Les associations des femmes ont connu une promotion 	<ul style="list-style-type: none"> - La promotion et l'émancipation de la femme 	<ul style="list-style-type: none"> - Analphabétiser les femmes - Scolariser les jeunes filles - Créer des centres de promotion de la 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les ONGs - La population et surtout la femme 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre des centres de formation créées et opérationnels - Nombre des femmes analphabètes 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Les us et coutumes

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
					femme - Sensibiliser et former les hommes		formées - Nombre des jeunes filles scolarisées		
10 La route nationale II et les routes de desserte agricole sont en état de détérioration très avancée	- Abandon de l'Etat - Les guerres - Manque d'entretien - Les pluies et les érosions	- Absence des produits manufacturés - Difficultés d'écoulement des produits agricoles - Absence de services publics - Découragement des activités agricoles et baisse de la production agricole - Famine et misères - Déplacement difficile des biens et services	- La route nationale 2 et les routes de desserte agricole sont réhabilitées	Réhabilitation de la route nationale 2 et des routes de dessertes agricoles -Constructions des nouvelles routes de dessertes agricoles - Entretien des toutes les routes	- Engager des cantonniers - Réparer tous les ponts - Faire le plaidoyer - Tracer des nouvelles routes de desserte agricole et les asphalté	- L'Etat - Les bailleurs de fonds - L'Office de routes - Les ONGs - La population	- Km de routes nationales II réhabilité - Km des nouvelles routes tracées et asphaltées - Nombre des cantonniers engagés opérationnels	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Insécurité et guerre
11. Les conflits des pouvoirs et les haines	- Mort inopinée du Mwami François	- Fuite de certains membres et agents de son rang	- Le pouvoir coutumier est établi	- Concertation des gardiens de la coutume	- Faire intervenir la délégation de	- Les huit chefs de groupement de Lwindi	- Nombre des consultations obtenues	- Les rapports d'activités des ONGs	- Défaillance de l'autorité provinciale

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
tribales sont très réguliers	- Règlement de comptes			Nyundi	la division de l'intérieur - Sensibiliser tous les chefs de groupement			- Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	
12. Le droit de l'homme est inexistant et les femmes sont fréquemment violées	- Présence des bandes armées, des groupes armés étrangers et des militaires incontrôlés - Les guerres - Absence de démocratie	- Maladies sexuellement transmissibles - Naissance indésirable - Incarcération arbitraire - Tueries répétées	- Le droit de l'homme et la démocratie sont instaurés	- Organisation des élections libres et démocratiques - Instauration de la justice et de la sécurité	- Recenser la population - Promulguer la loi électorale - Procéder au referendum - Opérer le brassage - Incarcérer les militaires - Renforcer les capacités de la justice	- L'Etat - Les partenaires - La population - Les ONGs	- Nombre total de la population recensée - La loi électorale promulguée d'ici fin mai 2005 - Nombre des militaires casernés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre et insécurité
13. L'habitat est inaccessible à la population	- Mauvaise politique de l'habitat - Négligence de l'Etat et désintéressement des ONGs.	- Exode rurale - promiscuité et diverses maladies - Manque d'éducation et d'instruction des enfants	-Un logement décent est disponibilisé à la population	- Construction des nouvelles maisons et nouveaux quartiers - Valorisation des produits	-Faire le plaidoyer - Sensibiliser la population - Aménager des terrains et construire des	- L'Etat - Les ONGs - La population	- Nombre des maisons construites - Km d'espaces aménagés	- Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de	- Mauvaise gouvernance - Manque de financement - Guerre et insécurité

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
	<ul style="list-style-type: none"> - Les guerres - La faiblesse du revenu agricole - Le taux élevé de chômage et l'impayement des fonctionnaires 			<ul style="list-style-type: none"> agricoles et paiement régulier des fonctionnaires 	<ul style="list-style-type: none"> maisons - Organiser les marchés des produits agricoles - Mettre sur pied un nouveau barème des fonctionnaires 			renseignement	
14. La délinquance juvénile est en augmentation	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de scolarisation des enfants - Les guerres - Faiblesse des revenus des parents - Chômagés - Manque de loisirs 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de taux de fumeurs de chanvre - Présence des bandes armées et des voleurs - Présence des enfants soldats et enfants de la rue - Viols et banditismes 	<ul style="list-style-type: none"> - Les jeunes sont occupés à des activités génératrices des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation et conscientisation des enfants - Valorisation des produits agricoles et paiement des parents 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des centres d'encadrement des enfants - Scolariser les enfants - Organiser les marchés des produits agricoles et payer les parents à un nouveau barème - Interdire et punir la 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat - Les ONGs - la population - Les partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'enfants encadrés et scolarisés - Nombre d'enfants soldats démobilisés et réintégrés 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'activités des ONGs - Les rapports annuels de ministère - Les fiches de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financement - Mauvaise gouvernance - Guerre et insécurité

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIES	ACTIVITES	RESPONSABLE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	FACTEURS DE BLOCAGE
					consommation du chanvre - Démobiliser et réintégrer les enfants soldats				

8.3. MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE DE SUIVI ET D’EVALUATION DES STRATEGIES ET ACTIVITE PROPOSEES

Les principaux partenaires impliqués dans ce mécanisme sont l’Etat ici représenté par le gouvernement, les entreprises privées (FEC), et la société civile (Confessions Religieuses, Syndicats, Fédérations Professionnelles et Corps des métiers, les Organisations de base ou Association de Développement, et les comités locaux/ ou villageois de Développement).

L’Etat constitue dans ce mécanisme le principal partenaire dans le cadre de ce projet sur la réduction de la pauvreté car, c’est de lui que doivent provenir les moyens financiers pour la réalisation du projet. Néanmoins, la FEC et la société civile jouent également un rôle important surtout dans la mobilisation des ressources humaines et à l’appui aux initiatives privées créatrices d’emplois. Il faut également noter que dans le cadre de ce mécanisme, tous les acteurs /partenaires sont sensés mettre les efforts ensemble et travailler en synergie pour que chaque action à entreprendre et cela dans chaque domaine aboutisse à des résultats escomptés.

A titre d’exemple :

Dans le domaine de la santé :

Une équipe composée des médecins ou agents sanitaires, des responsables des associations de développement impliqués dans la filière sanitaire, les responsables des églises et quelques membres de comités locaux de développement et de notables aura comme tâche de mobiliser, d’encadrer et de sensibiliser les communautés de base dans les activités d’entretien, de maintenance et de réhabilitation des établissements et infrastructures sanitaires, sensibiliser la population aux techniques de prévention contre le VIH/SIDA.

Dans le domaine de l’éducation :

Une équipe composée des chefs d’établissements et des parents d’élèves aura comme tâche d’encadrer et de sensibiliser la population à l’entretien, à la réhabilitation et aux maintenances des infrastructures et fournitures scolaires.

Dans le domaine des infrastructures routières

Une équipe composée des responsables des services de voirie et cantonnage manuel associée des quelques leaders locaux aura comme tâche de sensibiliser les communautés de base à l'effort de maintien, d'entretien et de réhabilitation des infrastructures routières.

Dans le domaine de paix et de la bonne gouvernance

Une équipe composée des agents de l'ordre public, des responsables des services publics de l'Etat, des représentants des associations de développement de défense des droits humains, ... aura comme tâche de sensibiliser la population sur la véritable culture de la paix, sur une bonne gestion de la chose publique, et sur la cohabitation pacifique entre différentes communautés ...

Et donc, l'implication de tous les acteurs /partenaires devant un quelconque action à entreprendre reste un préalable.

Chronogramme des activités de mise en œuvre de suivi et d'évaluation.

Mois	Jav.	Fev.	Mas	Avr.	Ms	Jn	Jl	At	St	Ot	Nov	Dc
Activités												
X <u>activités</u> :												
Suivi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evaluation			-			-			-			-

Etant un processus continu de collecte et de traitement des informations, nous préconisons que le suivi se fasse chaque fin du mois par les acteurs du milieu.

Par contre, étant donné que l'évaluation se fait dans les limites des termes de références, nous préconisons qu'elle se fasse après chaque 3 mois par un membre de l'équipe ayant conduit les consultations participatives assisté par les membres du bureau de coordination provinciale du D.S.R.P.

8.4. CONCLUSION PARTIELLE

A la lumière de ce qui précède, nous venons de préconiser quelques stratégies en vue de résoudre l'épineux problème de la pauvreté en territoire de Mwenga. La prise en compte de ces stratégies par le gouvernement congolais reste un préalable pour que soit réduite la pauvreté dans ce territoire.

CONCLUSION GENERALE.

La présente étude qui ne se veut pas exhaustive a recensé les problèmes sociaux du territoire de MWENGA causés et / ou accentués par les deux guerres et la mauvaise gouvernance.

Tout au long de nos consultations, il s'est dégagé un constat malheureux.

Dans son ensemble, la population du territoire de Mwenga n'a pas accès à :

- une éducation de qualité ;
- la santé meilleure ;
- sa sécurité ;
- sa prise en charge ;
- l'énergie et à l'eau potable ;
- au crédit ;
- l'emploi rémunérateur ;
- aux infrastructures de base (voies et moyens de communication) ;
- l'épanouissement....

Les éléments ci-hauts énumérés sont à l'origine de l'aggravation de la pauvreté dans le territoire de Mwenga. L'ampleur du désastre nécessite une intervention impérieuse afin de réhabiliter les infrastructures de base, reconstruire les maisons et bâtiments administratifs démolis ou incendiés, et relancer les activités socioéconomiques susceptibles de promouvoir une rapide réinsertion sociale des populations victimes de guerres et autres exactions pour asseoir les bases d'un développement durable.